



Plateforme Régionale des Organisations de la Société Civile



ÉVALUATION DE LA RELATION ENTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE FONCIER *dans la région Atsimo Atsinanana Madagascar*

2023



Avec le soutien et le partenariat de
Secours Catholique Caritas France
Comité Technique « Foncier et Développement »
Agence Française de Développement



RESUME

Face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire à Madagascar et à la « microparcéllisation » des zones de culture des paysans malgaches, des organisations de la société civile ont décidé de mener une étude préliminaire sur la relation éventuelle entre les deux phénomènes, sachant que la disponibilité de terres cultivables est un élément indispensable à la production de denrées vivrières.

L'objectif général est de stopper la hausse de l'insécurité alimentaire à Madagascar dans 5 ans, l'objectif spécifique est de mettre à la disposition des organisations de la société civile, des autorités régionales et nationales, des informations qualitatives et quantitatives sur la sécurité alimentaire, leur permettant d'orienter et de prioriser les décisions en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana.

Le rapport débute par un état des lieux général et sur la question foncière à Madagascar puis un chapitre est consacré aux particularités du foncier dans la région Atsimo Atsinanana. Cette région, victime de fréquents cyclones depuis toujours, est impactée par les changements climatiques avec des cyclones plus violents et des mois de sécheresse plus longs.

L'insécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana est ensuite développée sur la base de la revue bibliographique effectuée et des déclarations de personnes ressources.


L'étude intitulée « Evaluation de la relation entre l'insécurité alimentaire et le foncier dans la région Atsimo Atsinanana » a permis de collecter des données provenant d'un échantillon de 3.562 ménages, dirigés par des hommes ou des femmes, choisis de manière aléatoire dans 50 fokontany issus de 10 communes des districts de Farafangana et Vangaindrano.

La période de soudure dans la région Atsimo Atsinanana s'étale sur 6 mois et demi au lieu de 5 mois comme la moyenne dans l'ensemble de Madagascar. Le déploiement du questionnaire a eu lieu pendant la période de soudure en raison des impératifs de planning.

La méthodologie adoptée a reposé sur la conduite d'enquêtes ménages précédées d'une prise de connaissance des spécificités de la région grâce à un séminaire avec des personnes ressources ainsi qu'à des focus groupe qui ont servi à l'élaboration du questionnaire. Cet outil a été conçu autour de 4 thématiques : les caractéristiques démographiques et économiques, le foncier, l'agriculture et l'alimentation. Des ateliers de restitution et de validation ont été organisés à plusieurs niveaux : locaux, communaux et régionaux. Des pistes d'action ont ensuite été présentées et discutées lors d'un atelier national organisé à Antananarivo en septembre 2023, avec pour objectif d'alerter tous les acteurs sur le problème de l'insuffisance de surface de terrains disponibles pour les paysans producteurs.

Les données recueillies mettent en évidence que l'insécurité alimentaire est largement répandue dans les 10 communes, et se manifeste, pour la moitié des ménages enquêtés, par la survenue d'absence de nourriture 3 à 10 fois dans les 30 derniers jours. Parmi les différentes stratégies mises en œuvre face à l'insécurité alimentaire, la consommation de plantes habituellement non comestibles est majoritairement adoptée, ce qui montre la grande détresse de la population.

Concernant le foncier et l'agriculture, 54% des ménages du district de Farafangana ne possèdent pas de terres contre 35% dans le district de Vangaindrano ; sur l'ensemble des deux districts 99% des ménages qui possèdent des parcelles cultivent. Les ménages qui ne cultivent pas déclarent souhaiter le faire, mais ne peuvent acheter de terrains, faute de moyens. Les femmes et les



jeunes, surtout, ont exprimé ce souhait. Par ailleurs, 98% des ménages qui cultivent souhaitent augmenter la surface de leur exploitation.

55% des ménages de l'échantillon sont dirigés par une femme. La proportion de femmes chefs de ménage est faible dans la sous-population des ménages qui possèdent des terres, plus forte dans la sous-population qui ne possède pas de terre. Le non-respect des droits des femmes, qui n'ont pas le droit d'hériter des terres familiales selon les pratiques répandues dans toutes les communes, les rendent très vulnérables, alors que la législation nationale stipule la non-discrimination en fonction du genre.

Avec des disparités constatées par commune, la surface moyenne des exploitations des ménages est de 21 ares. Cette superficie vraiment réduite soulève diverses questions, en particulier ses effets sur l'insécurité alimentaire. En effet, le nombre moyen de personnes par ménage est de 6, le médian de 10 et jusqu'à 20 dans certains cas.

Outre la surface réduite des exploitations, le manque d'intrants, de formation aux techniques agricoles et de matériel a été mentionné par l'ensemble des ménages comme obstacle à l'augmentation du rendement agricole, mais la mauvaise qualité des sols, les intempéries et la maîtrise de l'eau ont aussi été évoquées.

Selon l'indice de mesure de gravité de l'insécurité alimentaire créé pour l'étude, la possession d'une parcelle améliore la situation des ménages, même si l'effet n'est pas phénoménal, probablement à cause de la taille trop réduite des parcelles. En revanche, le fait de cultiver, même de petites parcelles, permet de ne pas tomber dans une situation catastrophique. L'étude n'a cependant pas permis de différencier les effets des différents types de faire-valoir indirect. L'élevage, notamment bovin, assez rarement pratiqué dans les communes, s'est avéré un facteur limitant l'insécurité alimentaire, car les zébus participent aux travaux des champs et la viande est souvent consommée lors d'événements, lorsque les moyens le permettent. En revanche, les activités rémunératrices autres que l'agriculture et l'élevage, se sont avérées non déterminantes sur le niveau d'insécurité alimentaire.

A situation égale par rapport à la situation foncière, les ménages dirigés par des femmes ont un indice légèrement meilleur que ceux dirigés par des hommes. Mais les femmes restent plus vulnérables. En effet, plus de la moitié des ménages est dirigée par des femmes alors que très peu d'entre elles possèdent des terres.

Les pistes d'actions proposées pour la poursuite du travail portent sur la conduite d'un plaidoyer pour l'accès à la terre et le renforcement de la sécurité foncière et alimentaire à Madagascar, dont les principaux volets portent sur :

- l'attribution collective ou individuelle de terrains agricoles aux groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes
- le développement de la production agricole
- l'augmentation des activités génératrices de revenus.

La réalisation de ce plaidoyer commencera dans la région Atsimo Atsinanana, mais l'objectif à moyen et long terme est de capitaliser sur les résultats de cette étude préliminaire afin d'en étendre le périmètre à toutes les régions de Madagascar.

INTRODUCTION

Comme dans de nombreux autres pays dans le monde, l'insécurité alimentaire s'est considérablement étendue à Madagascar au cours des dernières années. Face à cette situation, les citoyens, en particulier les acteurs des organisations de la société civile, se sentent de plus en plus concernés et cherchent un moyen d'agir, chacun à leur niveau, pour remédier aux difficultés actuelles et éviter la poursuite de l'extension de cette crise alimentaire.

En 2019, Madagascar figurait au 114^e rang sur 117 pays selon l'indice de la faim dans le monde et au 108^e rang sur 113 pays sur l'indice global de sécurité alimentaire. Une disette, dénommée *kéré*, se manifestait de manière récurrente tous les 4 à 5 ans, notamment dans l'extrême-sud de l'île au climat semi-aride, mais une succession de trois années sans pluie y a provoqué une vraie famine. L'absence de solution pérenne à ce phénomène, combinée aux conséquences de la pandémie de la Covid 19, aux effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur l'approvisionnement en céréales⁽¹⁾ et le changement climatique ont contribué à l'aggravation de la situation et à l'extension des zones affectées par l'insuffisance alimentaire.

Diverses études ont déjà été menées par des chercheurs, opérateurs et experts, nationaux et internationaux, sur l'insécurité alimentaire à Madagascar, où la malnutrition d'une grande partie de la population constitue un volet important souvent mis en exergue. Le problème est crucial et fondamental car les carences alimentaires des enfants en bas âge peuvent avoir des conséquences irréversibles sur leur croissance et leur développement, voire mortelles.

Plusieurs concepts sont utilisés pour caractériser les problèmes liés à l'alimentation.

- La malnutrition se définit par une carence ou un excès des nutriments (calories, vitamines,..) indispensables à la croissance adéquate des enfants et à une bonne santé des adultes (indice de masse corporelle acceptable et énergie suffisante), malgré la consommation de denrées alimentaires journalière assez régulière.
- La sécurité alimentaire consiste à assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin. Ce concept est défini par l'accès de tous les individus d'une population à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour satisfaire leurs besoins fondamentaux (FAO, 1983).

Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. « La dimension nutritionnelle fait partie intégrante du concept de sécurité alimentaire »⁽²⁾.

- Les dirigeants malgaches actuels disent viser l'autosuffisance alimentaire dont le principal critère souvent mentionné est la diminution, voire l'absence d'importations de riz et de matières grasses en particulier.
- La souveraineté alimentaire est "le droit des populations, des communautés, et des pays à définir leurs propres politiques agricole, pastorale, alimentaire, territoriale, de travail et de pêche, lesquelles doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique. Cela inclut un droit réel à l'alimentation et à la production alimentaire, ce qui signifie que toutes les populations ont droit à une alimentation saine, culturellement et nutritionnellement appropriée, ainsi qu'à des ressources de production alimentaire et à la capacité de subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leurs sociétés."⁽³⁾ Les producteurs sont les paysans des communautés locales qui décident, profitent de leur travail pour leur subsistance et la commercialisation.

Les organisations de la société civile engagées dans cette étude optent pour une recherche sur l'insécurité alimentaire en visant la souveraineté alimentaire comme objectif à moyen et long terme.

Un document de décembre 2021 intitulé « Profil des sécurités alimentaires – Madagascar. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires » relate les résultats d'une étude des causes de l'insécurité alimentaire. Cette recherche appuyée par l'Union Européenne, la FAO et le CIRAD a affirmé que la durabilité du système alimentaire dépendrait (...) de la capacité à relever les huit défis suivants : « la pression démographique, le

changement climatique, l'enclavement, l'insécurité (des biens et des personnes), les inégalités, la politique et la décentralisation, la paupérisation, la culture (habitudes) alimentaire ». Si la plupart de ces défis rejoignent les problèmes évoqués par les Organisations de la Société Civile (OSC) malagasy dans leurs récentes publications, cette publication n'inclut pas dans ses conclusions l'insuffisance de foncier disponible pour les producteurs de la Grande Ile.

Les rôles et mission du Collectif pour la défense des terres malgaches – TANY, porteur de cette étude, se focalisant surtout sur le « soutien des citoyens et des paysans de Madagascar dans leur développement et dans leurs luttes pour la défense de leurs terres et ressources naturelles », les questions du **foncier** et des **paysans** ont d'emblée été retenues au cours des échanges concernant l'orientation de sa contribution au travail de recherche sur le sujet. Néanmoins, le caractère multidimensionnel de la pauvreté ne permettant pas d'ignorer l'intervention éventuelle d'autres causes de la non-disponibilité de denrées et des difficultés d'accès à la nourriture, une évaluation de la relation entre l'insécurité alimentaire et le foncier a été jugée plus pertinente.

Par ailleurs, malgré la situation éloignée de ses membres en France, le Collectif TANY collabore étroitement avec les organisations de la société civile de Madagascar et a émis en 2012 dans le cadre de la loi d'orientation de l'aménagement du territoire (LOAT) une proposition concernant la préservation dans chaque commune d'une surface de terrains réservée à l'agriculture familiale, destinée à la production de produits agricoles pour la consommation des habitants et son développement local⁽⁴⁾. Ainsi les organisations parties prenantes de cette étude participent au plaidoyer de l'ensemble de la société civile malgache pour la réalisation effective d'un point mentionné dans la Lettre de Politique Foncière 2015-2030 (LPF), à savoir :
« Axe 3.13: Faciliter l'accès à la terre au sein de Zones Réservées en milieu urbain et en milieu rural.

Des zones réservées seront dédiées aux usages et besoins locaux (extension de l'agriculture familiale, extension de l'habitat, extension de la ville, reboisement, etc...) et gérées par les Collectivités Territoriales Décentralisées (...). Les terres seront allouées de façon transparente et concertée, et pourront bénéficier dans certains cas à des populations vulnérables (...) » (LPF 2015-2030 p.10), suite au constat que « La micro – parcellisation des patrimoines fonciers par le jeu



des héritages affectant l'accès des jeunes ruraux, et le sort des paysans sans-terre appellent à la mise en place de dispositifs fonctionnels d'aménagement ou de redistribution des terres de l'Etat»⁽⁵⁾

Un début de réalisation peut être noté dans la mise en place de « titres verts » depuis l'année 2022 mais cette mesure est tout à fait insuffisante puisqu'elle vise à terme 1.000 jeunes par région, c'est-à-dire 23.000 au niveau national, alors que plus de la moitié des 500.000 jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi chaque année⁽⁶⁾ devraient trouver davantage de travail dans l'agriculture puisque les autres secteurs tels que l'industrie et les services ne sont pas à même de leur fournir des emplois en nombre suffisant⁽⁷⁾. Mais la quantité restreinte des terres disponibles au sein des familles, conséquence de leur répartition entre les héritiers au cours des générations, empêche les jeunes qui souhaitent travailler dans le secteur agricole d'en faire leur activité génératrice de revenus. De plus, les jeunes ne peuvent pas hériter de terres tant que leurs parents sont vivants. Ils viennent alors augmenter l'effectif des citoyens vulnérables du pays, qui inclut les mères chefs de famille et les porteurs de handicap.

Dans le but de renforcer un plaidoyer au niveau national sur la politique agricole et foncière ancré sur des données concrètes résultant de la participation des habitants des zones rurales, des travaux de recherche sur 3 à 4 ans seront menés, selon des objectifs et méthodes qui refléteront les principes et particularités des organisations de la société civile et qui respecteront les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales définis dans la déclaration votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 17 décembre 2018, que Madagascar avait approuvée.

Ce sont les citoyens et les paysans qui seront la cible du plaidoyer, et qui resteront au cœur des préoccupations tout au long de l'étude, et non les entreprises. Les méthodes prendront en considération les difficultés rencontrées localement ainsi que le savoir-faire et la culture des populations des différentes régions. La collecte d'informations s'effectuera au niveau des fokontany pour constater au maximum les disparités entre les ménages.

Les principales problématiques que le projet traitera sont :

- ▷ L'insuffisance de surface de terrains disponibles pour les producteurs malgaches de l'agriculture familiale paysanne; dans quelle mesure existe-t-il suffisamment de terrains disponibles pour les paysans producteurs et de possibilités/moyens/modes d'exploitation pour assurer la souveraineté alimentaire de l'ensemble des citoyens de la commune ?
- ▷ Les difficultés rencontrées par les producteurs qui disposent de terrain mais sont victimes d'insécurité alimentaire ;
- ▷ Le faible impact des solutions proposées jusqu'à présent, attesté par les projections d'insécurité alimentaire aiguë encore attendue dans le district de Farafangana de janvier à avril 2024, selon le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) ⁽⁸⁾ avec une volonté de mettre en évidence les différents niveaux et facettes de l'insécurité alimentaire, de déterminer les principales causes de l'insuffisance de denrées vivrières nécessaires à l'alimentation des habitants des communes sélectionnées pour l'étude dans les districts de Farafangana et Vangaindrano de la région Atsimo Atsinanana et de recueillir les idées formulées par les habitants au cours des entretiens.

Les priorités déterminées en conséquence ont donc été :

- ▷ La réalisation d'une étude axée sur la relation entre l'insécurité alimentaire et le foncier partant de l'écoute des producteurs et consommateurs au niveau des communes et fokontany ;
- ▷ L'approfondissement, auprès des producteurs, des causes d'insécurité alimentaire malgré la possession et la disponibilité de terrains dans certains cas ;
- ▷ La proposition de solutions dans la lutte contre l'insécurité alimentaire visant un développement durable pour l'intérêt collectif, adaptées aux réalités locales qui provoqueront des changements réduisant la faim, la pauvreté et les inégalités et dont les organisations de la société civile accompagneront la réalisation.

Cette étude contribuera à affiner les arguments et à concrétiser des actions relatives au plaidoyer sur la nécessité d'attribuer davantage de terrains aux paysans producteurs qui possèdent des lopins de terre, trop petits pour assurer une subsistance suffisante et décente à leur famille, à ceux qui ne possèdent pas de terres du tout, incluant les femmes chefs de ménage, et aux jeunes qui souhaitent devenir agriculteurs mais n'en ont pas les moyens.

Les concepteurs de l'étude ont opté pour une démarche privilégiant les paysans producteurs eux-mêmes et les consommateurs qui ne mangent pas à leur faim comme principales sources d'informations. Les données recueillies permettront une meilleure connaissance des réalités vécues, d'entendre les causes des problèmes selon leur point de vue et de réfléchir à partir des solutions éventuelles qu'ils proposent.

L'intitulé de la recherche est ***Evaluation de la relation entre l'insécurité alimentaire et le foncier dans la région Atsimo Atsinanana - Madagascar.***

Deux partenaires ont aimablement accepté de soutenir et de financer l'étude : le Secours Catholique Caritas France et le Comité Technique « Foncier & Développement » - Agence Française de Développement.

🕒 L'objectif spécifique de l'étude consiste à mettre à la disposition des organisations de la société civile, des autorités régionales et nationales, des informations qualitatives et quantitatives sur la sécurité alimentaire en lien avec le foncier, leur permettant d'orienter et de prioriser les décisions en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana. Ceci contribuera à l'atteinte de l'objectif général de réduire la hausse de l'insécurité alimentaire dans plusieurs régions d'ici 5 ans, notamment celle d'Atsimo Atsinanana, dans le sens de l'objectif de développement durable (ODD) n°2 « Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. » en agissant dans le domaine du foncier, afin de défendre le droit à l'alimentation et de protéger les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rural qui, à Madagascar comme dans le monde, nourrissent la population à partir du travail de la terre et des autres ressources naturelles.

Ce rapport restitue les résultats d'une collecte de données sur les différents aspects et niveaux de l'insécurité alimentaire, sur la situation foncière ainsi que les facteurs jugés les plus impactants sur cette insécurité alimentaire tels que l'agriculture et l'élevage, les caractéristiques démographiques et économiques des ménages, ainsi que l'analyse du poids relatif de chacun des facteurs au niveau des différentes communes.

Si les bénéficiaires indirects de l'étude sont l'ensemble de la population malgache, les bénéficiaires directs sont :

- les organisations de la société civile (OSC), notamment celles qui travaillent sur le foncier et sur la sécurité alimentaire, l'étude leur permettant de disposer de nouvelles informations pour alimenter leur plaidoyer,
- les responsables et décideurs régionaux et nationaux, afin de leur donner davantage de visibilité sur la situation et de les amener à prendre en compte ces faits dans leur stratégie et dans la prise de décisions plus adaptées aux réalités locales et régionales dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Il convient de noter qu'au cours de l'étude, les OSC ont impliqué les techniciens des services de l'Etat, les autorités administratives et traditionnelles des deux districts, notamment dans la constitution des « focus group » qui ont permis de recueillir, à partir de questions ouvertes, une partie des informations préalables.

A la fin de la collecte des données, des réunions de restitution et de validation des résultats au niveau de chaque commune impliquée, puis au niveau intercommunal, dont le déroulement fera l'objet de davantage de développement dans la suite du rapport, ont été organisées. Un atelier national d'Antananarivo où ce rapport a été présenté et discuté :

- visait à alerter l'opinion publique et les décideurs sur cette problématique et ses enjeux d'envergure nationale,
- a permis aux organisations de la société civile et responsables à différents niveaux, bénéficiaires directs de l'étude, d'échanger sur les résultats et les pistes d'action
- et a enrichi le plaidoyer auprès des décideurs sur la nécessité d'attribuer davantage de terrains aux paysans producteurs.



© FOCUS GROUP

Des propositions basées sur des évolutions au niveau foncier, au bénéfice des producteurs et groupes vulnérables identifiés par l'étude, ont été présentées lors de cet atelier national. Elles ont été approuvées et enrichies par les participants.

Ces actions, développées dans le cadre d'un projet intitulé Plaidoyer pour l'accès à la terre et renforcement de la sécurité foncière et alimentaire à Madagascar, ont fait l'objet d'une validation à Farafangana auprès des principaux acteurs locaux et régionaux de la région Atsimo-Atsinanana venus nombreux à l'Atelier. Cette étude préalable se terminera par la soumission d'un dossier de demande de financement pour le projet de plaidoyer dont les accusés-réception de l'envoi à quelques partenaires techniques et financiers constituent les indicateurs d'atteinte des objectifs.

Après avoir présenté les données essentielles sur le foncier et l'insécurité alimentaire à Madagascar en général et dans la région Atsimo Atsinanana en particulier, ainsi que les caractéristiques de la zone d'étude selon les résultats des travaux antérieurs que nous avons pu consulter, nous développerons notre travail en quatre parties. La première présentera la méthodologie générale de l'étude. La seconde fournira quelques statistiques permettant de décrire les caractéristiques et la situation de la population étudiée. La troisième partie analysera les résultats obtenus sur le plan qualitatif et quantitatif concernant le poids du foncier et d'autres facteurs dans l'explication de différents gradients de l'insécurité alimentaire. La quatrième partie proposera des pistes d'action à partir des problèmes mis en évidence par l'étude.



ÉVALUATION DE LA RELATION ENTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE FONCIER

*dans la région Atsimo Atsinanana
Madagascar*

2023



Résumé	2	V.1. Parties prenantes et ressources	32	8g. Souhait d'augmenter les surfaces à cultiver	58
Introduction	4	1.a. Intervenants	32	8h. Causes de l'impossibilité d'augmenter la surface des terres cultivées	59
I. Etat des lieux de la question foncière à Madagascar	10	1.b. Organisation générale	32	VI.9. Elevage et autres activités rémunératrices, avec un focus sur les ménages non agricoles	60
I.1. Les éléments essentiels de la législation actuelle pour les communautés des zones rurales	10	V.2. Quatre phases	33	9.a. Pratique de l'élevage	60
I.2. Modalités d'utilisation des terres	12	2.a. Cadrage du projet	33	9.b. Types d'animaux élevés	61
I.3. Terres disponibles	13	2.b. Phase préparatoire	33	9.c. Pratique d'une autre activité rémunératrice	61
II. Les particularités du foncier dans la région Atsimo Atsinanana	14	2.c. Collecte de données	34	9.d. Type d'activité exercé	61
II.1 Répartition actuelle des terres suivant leur statut	16	2.d. Analyses, restitutions et conclusions	34	VII. Evaluation de l'impact du foncier et des autres facteurs sur le niveau d'insécurité alimentaire	62
II.2. Le mode de gestion des terrains	16	V.3. Processus de collecte de données	34	VII.1. Mesure de l'insécurité alimentaire	62
II.3. Les modalités d'acquisition des terres	17	3.a. Périmètre / sélection de l'échantillon de ménages à interroger	34	1.a. Création d'un indicateur de mesure de l'insécurité alimentaire	62
III. Caractéristiques géographiques de la région Atsimo Atsinanana	18	3.b. Méthode et outils	37	1.b. Composition de l'indicateur	63
III.1. Géographie physique	18	3.c. Limites de la démarche	39	1.c. Méthode de combinaison des réponses en trois étapes	63
1.a. Localisation géographique	18	V.4. Résultats attendus	39	VII.2. Propriété foncière et insécurité alimentaire	66
1.b. Hydrologie	18	VI. Premières analyses	40	2.a. Au global	66
1.c. Végétation	19	V.1. Généralisation de l'insécurité alimentaire	40	2.b. Par commune	66
1.d. Environnement	19	1a. Réponse à la question « Etes-vous en sécurité alimentaire actuellement ? »	40	VII.3. Insécurité alimentaire et possession de terres	67
1.e. Pédologie	19	1.b. Indicateurs sur la situation récente	40	3.a. Par district	67
III.2. Géographie humaine	20	1.c. Manifestations de l'insécurité alimentaire / stratégies adoptées	41	3.b. Par commune	67
2.a. Population	20	VI.2. Foncier et agriculture	43	3.c. Selon la possession de terrains	67
2.b. Structure socio-culturelle	21	VI.3. Sexe du chef de ménage et possession de terres	44	VII.4. Insécurité alimentaire et agriculture	69
2.c. Mouvements migratoires liés à l'insécurité alimentaire	21	VI.4. Statut administratif des propriétés foncières	45	VII. 5. Profil des ménages selon leur niveau d'insécurité alimentaire	71
2.d. Pauvreté et Insécurité alimentaire	21	Les types de conflits existants	46	VII. 7. Insécurité alimentaire et existence d'une source de revenus autre que l'agriculture	73
III.3. Une économie fondée sur l'agriculture	22	VI.5. Modalités d'utilisation des terres par les ménages qui cultivent alors qu'ils n'en possèdent pas	47	Pistes d'action	74
3.a. Riziculture	22	VI.6. Utilisation de terres en commun	48	Conclusion	77
3.b. Cultures pluviales et autres cultures sèches	23	VI.7. Nombre de personnes par ménage	49		
3.c. Maraîchage	24	VI.8. Agriculture	50		
3.d. Cultures agro-forestières	24	8.a. Surface moyenne des terres cultivées	50		
3.e. Cultures de rentes	24	8.b. Denrées cultivées par commune	52		
3.f. Infrastructures	25	8.c. Pessimisme sur les prochaines récoltes	53		
3.g. Elevage et pêche	25	8.d. Mesures prises face aux changements climatiques	55		
3.h. Autres activités	26	8.e. Leviers d'amélioration des rendements agricoles	55		
3.i. Problèmes de sécurité	27	8.f. Causes de non pratique de l'agriculture	57		
III.4. Impacts du changement climatique	27				
IV. La situation de l'insécurité alimentaire dans la région	28				
V. Présentation de l'étude	32				



I. Etat des lieux de la question foncière à Madagascar

La définition académique du foncier étant la relation de l'homme avec la terre, il est indispensable de dire quelques mots sur ce sujet concernant les Malgaches en général avant d'étudier les manifestations de ses particularités au sein de la population rurale de la région Atsimo Atsinanana.

Les Malgaches ont toujours accordé une valeur sacrée aux terres ancestrales et ne s'en séparent que s'ils sont obligés de les vendre face à des difficultés insurmontables, tels que des besoins en liquidités sans solution en cas de maladie ou de décès.

Pour la plus grande partie de la population, dont 80% vivent dans les zones rurales, les activités génératrices de revenus sont liées au secteur primaire et dépendent des travaux et produits de la terre. 75% de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, les terres constituent les principaux, sinon les seuls biens dont disposent les ménages, leur seul moyen de production. Les producteurs de l'agriculture familiale paysanne assurent ainsi la subsistance de leurs familles et vendent le surplus sur les marchés pour disposer du numéraire nécessaire à la satisfaction des besoins du ménage.

Les terres pouvant être acquises par héritage, achat ou donation, les dernières études publiées mentionnent que la plupart des terrains des Malgaches ont été acquis par héritage. Les partages successifs entre les héritiers au cours des générations ont abouti à une superficie nationale moyenne de 0,85 ha par famille, cette moyenne signifiant que face à l'existence de propriétaires de vastes surfaces, certains ménages ne disposent que d'une parcelle à la superficie très réduite, un ménage malgache étant composé en moyenne de 5 personnes (selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitation - RGPH 3 de 2018).

I.1. Les éléments essentiels de la législation actuelle pour les communautés des zones rurales

Les données de la législation foncière malgache présentées ci-dessous n'ont pas vocation à être exhaustives mais constituent une sélection de points de rappel essentiels pour aborder cette étude.

Avant la colonisation, « le régime foncier est construit autour d'un principe fondamental : « le royaume et toutes les terres du royaume appartiennent au souverain ». Il est donc le seul à disposer du pouvoir pour leur gestion. Les familles et les communautés bénéficiaient d'un droit collectif d'usage conféré par l'installation, le travail préalable et la mise en valeur des terres. Les principes du droit du premier venu, du *solampangady* et du *maintimolaly* étaient ainsi au centre de la reconnaissance sociale et juridique. Les droits nés de l'occupation et de l'aménagement sont reconnus par la communauté et entérinés par les souverains (...). Le principe comme quoi « la terre appartient à celui qui s'est installé en premier, à celui qui s'en est occupé, à celui qui a effectué des aménagements pendant plusieurs années » (...) va survivre à toutes formes (...) de reconnaissance juridique conférées par le droit moderne (...). La coexistence, voire la dualité et le conflit, des formes de reconnaissance et de validation des droits par les pratiques locales (apparues dans la période de la royauté) et celles consacrées par le droit positif reste un trait essentiel qui caractérise le foncier à Madagascar jusqu'à aujourd'hui » ⁽⁹⁾

Dès son installation en 1896, **le régime colonial** a mis en place la nécessité d'une immatriculation auprès des services fonciers de l'Etat et de l'acquisition de titres fonciers pour la reconnaissance de la propriété privée. Les procédures étaient si

nombreuses, coûteuses et longues que, à part les colons et les sociétés coloniales, seules quelques familles malgaches très riches ont pu effectuer cette immatriculation. Ce système, dénommé Torrens, visait en fait à permettre aux colons de devenir propriétaires de terre.

Lors de l'indépendance en 1960, les terres ont été transférées par le régime colonial à l'Etat malgache. Cependant, le système de titres a été maintenu avec les mêmes difficultés, voire l'impossibilité pour la majorité des citoyens d'en obtenir. Deux types de statut des terres ont existé dans le cadre d'une présomption de domanialité : tous les terrains faisaient partie du domaine de l'Etat, à l'exception des propriétés privées titrées⁽¹⁰⁾

La réforme foncière de 2005 établit l'existence de 3 statuts des terres à Madagascar :

- ▷ le domaine de l'Etat, composé du domaine public et du domaine privé,
- ▷ les propriétés foncières, parmi lesquelles les propriétés privées titrées (PPT) existaient déjà, et les propriétés privées non titrées (PPNT), constituent l'une des innovations de la réforme,
- ▷ et les terrains à statut spécifiques incluant les forêts, aires protégées, zones destinées aux investissements, etc...⁽¹¹⁾

Depuis cette date et jusqu'à présent, seuls deux documents prouvant la propriété de terrains sont reconnus par la loi : d'une part, **le titre foncier** délivré par les services fonciers de l'Etat, d'autre part, **le certificat foncier** délivré par les guichets fonciers au niveau des communes, dans un délai plus court et à un coût plus abordable pour les paysans.

Cette réforme foncière, et notamment l'ouverture de guichets fonciers communaux pour la gestion des PPNT, a été financée par une douzaine de bailleurs de fonds qui ont quitté Madagascar lors de la crise politique de 2009, au moment où environ 500 communes seulement avaient été dotées de guichets fonciers. Jusqu'à présent, plus de 1.100 communes sur les 1695 existantes ne disposent pas de guichets fonciers. Le principal apport positif de cette réforme a été le renforcement de la présomption de propriété : l'occupation et la mise en valeur de terrains sur les PPNT pendant plusieurs années créent un droit de propriété. La loi 2006-031 du 24 novembre 2016 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée a validé la reconnaissance du droit de propriété

sur la base de l'assentiment social par les anciens et les voisins, regroupés au sein de la commission de reconnaissance locale, et détaillé les étapes peu nombreuses pour l'acquisition d'un certificat foncier parmi lesquelles la mise en place d'un Plan Local d'Occupation Foncière. La présomption de propriété constituait en fait un renforcement de la valeur juridique du droit foncier coutumier.

Mais en 2021, de façon inattendue, une refonte de la loi sur les propriétés privées non titrées de 2006, a modifié des points importants de la loi sur les PPNT de manière très dangereuse pour les paysans et les simples citoyens. Seuls les terrains occupés avant 2006 pouvaient faire partie des PPNT.⁽¹²⁾

Les principaux changements contenus dans la loi 2021-016 concernent la disparition de la présomption de propriété, - l'un des deux documents légaux étant désormais exigé pour la reconnaissance du droit de propriété -, ainsi que l'introduction de la condition d'occupation et de mise en valeur d'un terrain pendant 15 ans avant la promulgation de la loi dans la définition d'une PPNT et pour pouvoir demander un certificat foncier. L'application de cette loi aurait provoqué l'expulsion de millions de paysans de leurs terres ancestrales. La contestation des organisations paysannes, des organisations de la société civile et de diverses entités internationales a abouti au vote d'une nouvelle loi 2022-013.⁽¹³⁾

La nouvelle loi de 2022 est plus acceptable que celle de 2021 car le délai d'occupation et de mise en valeur agricole a été écourté à 5 ans dans la définition d'une PPNT. Mais le fait de ne détenir ni titre ni certificat foncier continue à rendre les propriétaires d'une PPNT très vulnérables en cas de conflits fonciers et d'expropriation pour cause d'utilité publique.





La loi de 2022 sur les PPNT autorise l'organisation d'opérations de certifications massives effectuées par les services fonciers de l'Etat, dans les communes qui ne disposent pas de guichets fonciers. Ces opérations qui semblent ponctuelles dans le cadre des projets CASEF de la Banque Mondiale et ProPFR de la coopération allemande GIZ, posent question sur la poursuite de la décentralisation de la gestion foncière, l'autre innovation majeure de la réforme foncière de 2005.

Concernant les autres types de terrains,

- ▷ les lois sur les domaines de l'Etat et leurs décrets d'application respectifs ont été finalisés en 2008 : la loi 2008-013 sur le domaine public et la loi 2008-014 sur le domaine privé de l'Etat, des Collectivités Décentralisées et des personnes morales de Droit public.
- ▷ un projet de loi sur les propriétés privées titrées (PPT) a été présenté par le gouvernement en place en 2017. Fortement contesté par les organisations de la société civile et d'autres entités, à cause de l'obligation de transformer les certificats fonciers en titres fonciers (...) "en cas de morcellement, de saisie et d'hypothèque de la parcelle certifiée" et du Tribunal Spécial Terrier, dont le président envisagé était un « Inspecteur des domaines », il a été rejeté par la Haute Cour Constitutionnelle qui a considéré non conformes à la Constitution plusieurs articles du projet de loi relatifs au Tribunal Terrier Ambulant, au Tribunal Spécial Terrier et à d'autres thématiques ⁽¹⁴⁾. Par conséquent, c'est toujours l'ordonnance 60-146 du 3 octobre 1960 qui régit le régime foncier de l'immatriculation.
- ▷ deux projets de loi sur les terrains à statut spécifique (TSS) ont été présentés par les gouvernements en 2017 puis 2020 mais leur caractère trop favorable aux investisseurs au détriment des citoyens et des aires protégées a également entraîné un rejet par les organisations de la société civile, les gestionnaires d'aires protégées et les bailleurs de fonds internationaux car le projet de loi inclut les domaines communautaires, et impose que

tous les terrains, quelle que soit leur vocation (...), soient titrés au nom de l'État et gérés par l'administration foncière ⁽¹⁵⁾. Une loi sur les domaines communautaires, incluant les zones de pâturage, est en préparation depuis l'année 2019.

Selon la Constitution en vigueur, les femmes jouissent exactement des mêmes droits que les hommes à Madagascar, dans tous les domaines. Mais des discriminations affectent les droits fonciers de la femme de manière plus ou moins importante selon les régions et les familles en raison à la fois de la résistance des pratiques coutumières et de la méconnaissance des lois par les citoyens.

I.2. Modalités d'utilisation des terres

Dans le cadre de cette étude sur l'insécurité alimentaire, une attention particulière sera accordée à l'utilisation des terres pour les activités agricoles.

Pour des raisons historiques, culturelles ou économiques, certains paysans producteurs ne possédant pas de terre en louent. Les modes de faire-valoir indirect existent sous forme de fermage, métayage ou salariat journalier, sachant que le fermage et le métayage sont largement pratiqués malgré leur interdiction par la loi ⁽¹⁶⁾.

Les traditions et coutumes ont également développé le système d'entraide ou échanges réciproques de jours de travail sur les terrains des membres d'une communauté, appelé *valintàna* ⁽¹⁷⁾.

Le salariat journalier ou saisonnier fait partie des traditions de la riziculture à Madagascar depuis de nombreuses années ⁽¹⁸⁾.

A côté de l'agriculture familiale paysanne fortement répandue sur toute l'île se développe une agriculture d'entreprise, l'agrobusiness, que les dirigeants successifs ont promue. La mise en place d'un projet d'agrobusiness provoque souvent des expulsions entraînant des conflits plus ou moins durables. Une partie des paysans deviennent alors des salariés agricoles, un nombre plutôt limité de manière permanente, la plupart d'entre eux de manière temporaire, saisonnière, voire journalière. Sur l'ensemble du pays, des surfaces plus ou moins importantes constituent des terrains à statut spécifique, occupés par les forêts et aires protégées notamment dont le statut entre en conflit avec

les besoins en terres des paysans producteurs qui pratiquent la culture sur brûlis, par habitude ou par absence de recours alternatif.

I.3. Terres disponibles

Lorsque certains hauts dirigeants malgaches font appel aux investisseurs pour venir occuper les terres, ils déclarent qu'il existe 36 millions d'hectares de terres disponibles à Madagascar. Ce chiffre est contesté par des experts bien informés, la surface réelle de terres disponibles est difficile à évaluer. En effet :

- ▷ rares sont les terrains qui n'appartiennent pas à des familles selon le droit coutumier mais n'étant ni titrés ni certifiés, les propriétés ne sont pas toujours recensées par les services chargés de la gestion du foncier,
- ▷ certains appartiennent à des paysans qui ne peuvent pas les mettre en valeur pour des raisons liées à l'insécurité, à l'absence d'eau, à la mauvaise qualité du sol, à l'absence d'intrants ou de main d'œuvre,
- ▷ d'autres sont titrés au nom d'anciens colons ou de riches familles malgaches qui ne les exploitent pas pour différentes raisons,
- ▷ et il est interdit de cultiver sur les fortes pentes des collines selon la législation forestière et l'ordonnance de 1960 sur le défrichement⁽¹⁹⁾

Certains visiteurs de passage à Madagascar s'étonnent de la quantité relativement réduite de terres cultivées, car toutes les terres ne sont pas cultivables par les paysans. Une grande proportion des terrains font partie des domaines de l'Etat, les paysans sans terre qui les cultivent sans autorisation ni accord des autorités compétentes sont alors qualifiés de « squatteurs » et peuvent être expulsés à tout moment. La loi sur le domaine privé de l'Etat 2008-014 prévoit différents cas de transfert de terrains de ce domaine de l'Etat vers des citoyens, comme dans le cadre de la prescription acquisitive qui permet aux citoyens qui ont mis en valeur une parcelle pendant dix ans de demander l'appropriation de la parcelle. Cependant, les paysans ne connaissent pas toujours les lois même lorsqu'elles leur sont favorables. Par ailleurs, les décisions relatives à la prescription acquisitive relèvent du Tribunal et les réponses aux demandes de terrains pour les paysans appuyés par des organisations non gouvernementales sont devenues tellement souvent négatives que celles-ci s'investissent de moins en moins dans cette activité. Cette loi précise effectivement dans son Article 21 que : « L'Etat conserve la faculté d'apprécier l'opportunité de la cession des terres de son domaine privé et reste seul juge du refus ».

Quelques organisations continuent néanmoins à solliciter et à obtenir des terrains en friche, et à accompagner les paysans avant et après leur installation avec succès.





II. Les particularités du foncier dans la région Atsimo Atsinanana

Au démarrage de l'étude, la revue bibliographique a permis d'acquérir des connaissances relatives au Foncier sur la région Atsimo Atsinanana.

II.1. Quelques données chiffrées

Le Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire (SIRSA) auprès de la Primature a fourni en 2006 dans l'Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana Madagascar⁽²⁰⁾,

des informations concernant plusieurs communes dont cinq impliquées dans cette étude, telles que la part de ménages qui reçoivent des terres en fermage ou métayage, la part des terres de la commune titrée, la part des ménages qui ont des titres et les surfaces agricoles moyennes par ménage. Cependant, au vu de l'ancienneté du document, on peut craindre que les chiffres soient obsolètes.

GESTION DU TERROIR ET FONCIER DANS LES FICHES COMMUNE

	Part du territoire couvert par des forêts	Evolution surface boisée dans la commune au cours des 10 dernières années	Part des ménages qui reçoivent des terres en fermage ou métayage	Part des terres de la commune titrée	Part des ménages qui ont des titres	Part de la surface agricole dans la commune	Surfaces agricoles moyennes par ménage	Surfaces irriguées moyennes par ménage
Vohimasy	0-5 %	Augmentation 1-5%	<5%	<5%	<5%	17%	1,5 ha	0,8 ha
Manambotra Sud	5 - 25%	Augmentation 1-5%	10-25%	<5%	<5%	27%	2,8 ha	0
Tangainony	25-50%	Diminution 10-25%	<5%	<5%	<5%	20%	1,1 ha	0,21 ha
Bekaraoky	5-25%	Diminution >50%	0%	0%	0%	11%	1,2 ha	0,3 ha
Ranomena	5-25%	Diminution 25-50%	<5%	<5%	<5%	35%	4 ha	0,55 ha

Source : Atlas

Parmi les autres sources d'informations exploitées, la monographie de la région Atsimo Atsinanana réalisée par le Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar-CREAM - en 2013 ⁽²¹⁾ a mis en évidence la répartition des parcelles par tranches de superficie, la répartition de la superficie physique exploitée

selon l'emplacement de la parcelle et la répartition des parcelles selon les modes d'exploitation et de mise en valeur. Cette monographie est le premier document de la série d'ouvrages consultés qui évoque la pratique de prêts gratuits de terrains entre citoyens dans la région.

RÉPARTITION DES PARCELLES SUIVANT LES TRANCHES DE SUPERFICIE

District	Tranches de superficie						
	moins de 25	25 à 49	50 à 74	75 à 99	100 à 149	150 à 199	200 à 499
Befotaka	11 873	3 835	1 371	432	616	85	205
Farafangana	128 058	30 938	5 446	1 334	824	167	212
Midongy Atsimo	18 530	5 609	939	237	250	30	
Vangaindrano	104 269	29 861	8 698	2 077	1 688	478	221
Vondrozo	44 889	10 211	2 254	569	467	78	119
REGION	307 620	80 454	18 708	4 648	3 844	838	757

Source : CREAM

RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE EXPLOITÉE SELON L'EMPLACEMENT DE LA PARCELLE

District	Emplacement de la parcelle						
	Plaine/ Bas-fonds	Vallée	Plateau	Colline	Gradin/ Terrasse	Baibo	
Befotaka	530	533	1 148	1 004	1 176	1 017	5 407
Farafangana	5 516	8 735	9 477	9 150	204	314	33 396
Midongy Atsimo	898	324	1 939	1 103	327	667	5 258
Vangaindrano	1 494	11 563	7 758	12 522	30	46	33 413
Vondrozo	1 824	3 694	3 729	1 931	148	44	11 370
REGION	10 261	24 849	24 050	25 709	1 885	2 088	88 843

Source : CREAM

RÉPARTITION DES PARCELLES SELON LE MODE DE FAIRE VALOIR

Région	Propriétaire			Locataire		Gratuit	Total
	Avec titre	Sans titre	Total	Fermage	Métayage		
Atsimo Atsinanana	6 590	385 949	392 539	898	281	1 179	23 208
Madagascar	866 802	7 956 418	8 873 220	238 908	244 563	483 471	909 962

Source : CREAM

L'ONG FIANTSO a réalisé un diagnostic socio-foncier ⁽²²⁾ portant sur dix communes des régions Atsimo Atsinanana et Vatovavy Fitovinany en 2020 et 2023, dont trois impliquées dans la présente étude : Ampasimalemy dans le district de Vangaindrano, Vohimasy et Ankarana Miraihina dans le district de Farafangana.

L'absence de données officielles sur le foncier dans la période actuelle, relevée par FIANTSO dans sa publication, oblige tous les acteurs à s'appuyer sur des estimations réalisées par les différents groupes de travail qui se sont successivement impliqués sur la question.

II.2 Répartition actuelle des terres suivant leur statut

Les surfaces de terres correspondant à chaque statut de terrains dans chacune des communes étudiées par FIANTSO sont les suivantes :

RÉCAPITULATION DE LA RÉPARTITION DES TERRES SUIVANT LEUR STATUT

Commune	Propriétés privées				Domaines de l'Etat										Terrains à statut spécifique		Surface HA
	PPTN %	PPTN enHA	PPT %	PPT en HA	DPE %	DPE en HA	DPR %	DPR en HA	DPA %	DPA en HA	DPN %	DPN HA	Terrain nu%	Terrain nuHA	TSS%	TSSen HA	
District de Vohipeno																	
Andemaka	44,59	3 300	1,23	91	0,44	32	0,39	29	0,53	39	5,58	413	45,52	3 369	1,72	127	7 401
District de Vangaindrano																	
Masianaka	48,79	5 372	0,74	82	0,37	40	0,31	34	1,10	121	2,19	241	41,86	4 610	4,65	512	11 012
District de Manakara																	
Amboanjo	39,79	8 724	3,73	819	1,39	306	0,70	152	1,52	333	2,63	577	46,76	10 252	3,47	761	21 925
Ambila	44,34	10 136	14,29	3 265	4,99	1 142	0,42	95	2,32	529	4,03	921	24,93	5 697	4,69	1 071	22 857
Vohimasina Nord	46,86	4 748	0,52	53	0,63	64	1,19	120	1,00	102	12,43	1 259	36,66	3 714	0,71	72	10 131
District de Mananjary																	
Ambohitsara Est	40,99	3 740	16,70	1 524	1,58	144	0,18	16	1,51	138	7,74	706	24,84	2 267	6,45	588	9 124
District de Vondrozo																	
Mahazoarivo	21,81	2 402	0,18	19	0,26	28	0,16	17	0,46	51	2,28	251	44,65	4 918	30,21	3 327	11 013
District de Farafangana																	
Vohimasy	49,77	4 246	0,24	20	0,15	12	0,11	9	0,84	71	1,30	111	46,34	3 954	1,26	108	8 532
Ankarana Miraihina	43,46	3 831	0,52	46	1,21	106	0,15	13	0,65	57	1,82	161	49,82	4 392	2,37	209	8 814
Ivandrika	37,11	2 543	0,19	13	0,28	19	0,15	10	0,77	53	3,02	207	46,54	3 189	11,95	819	6 853

Source : Diagnostic Socio-foncier, Novembre 2020, Fiantso Madagascar

Ce tableau, comme d'autres qui sont visibles dans le diagnostic socio-foncier de Fiantso, met en exergue l'importance relative :

- ▷ des domaines privés de l'Etat dans toutes les communes, incluant souvent des terrains nus, d'un côté,
- ▷ et des propriétés privées non titrées de l'autre.

Les pourcentages des surfaces occupées par les propriétés privées titrées sont par ailleurs souvent peu différents de zéro.

Le rapport de diagnostic foncier de FIANTSO est le résultat de focus groupe, concertation et restitutions et rapporte l'existence de discussions par les représentants des populations sur le statut des « tany lava volo », terrains non défrichés, qui sont souvent des possessions légitimes de familles selon le droit coutumier.

II.3. Le mode de gestion des terrains

Les terrains domaniaux de l'Etat sont pratiquement gérés par les communes dont les responsables décident par exemple de l'emplacement des différentes infrastructures sociales au moment de leur construction.

Les terrains appartenant au lignage sont gérés par les autorités traditionnelles concernant l'utilisation.

Les propriétés privées appartenant aux particuliers sont gérés par l'homme qui prend toutes les décisions concernant l'utilisation, les procédures de sécurisation éventuelle, la répartition des terrains entre les enfants et autres. « Les héritages se font très souvent à l'avantage des fils. Les filles et les femmes n'héritent pas des terres des parents, sauf si elles sont filles uniques ou si les frères leur attribuent une parcelle ».

II.4. Les modalités d'acquisition des terres

Les modes d'acquisition des terrains sont l'héritage, la mise en valeur des domaines de l'Etat, l'achat, la donation ou l'appropriation de terrains hypothéqués quand les emprunteurs ne réussissent pas à rembourser leurs dettes. « Ce dernier cas ne représente qu'un pourcentage réduit des modes d'acquisition mais devient de plus en plus fréquent ». L'ONG FIANTSO confirme l'existence de la mise à la disposition de lopins de terre par certains propriétaires à des groupes vulnérables gratuitement pour que ces derniers puissent produire.

La consultation de l'ensemble des documents parus avant cette étude a permis d'avoir une vue d'ensemble de la question foncière de la région Atsimo Atsinanana.

Au vu des données parfois datées, disponibles, on constate que les situations selon la commune sont assez disparates par rapport aux différents thèmes abordés. Cependant, des tendances peuvent être notées. Si la domination des superficies des PPNT au sein des communes parmi les différents statuts des terres et le nombre réduit de terrains titrés correspond à une réalité commune à quasiment toutes les régions de Madagascar, les particularités suivantes ont été mises en exergue :

- ▷ Il n'existe pas de documentation sur les terrains coloniaux dans la région, alors que cette catégorie de terrains existe de manière importante dans la région voisine de Vatovavy Fitovinany,
- ▷ Les domaines privés de l'Etat sont assez spacieux dans l'ensemble des communes,
- ▷ Le pourcentage de terrains cultivés est

globalement peu élevé,

- ▷ Les communes participent à la gestion et dans la prise de décisions concernant les domaines de l'Etat, ce qui est exceptionnel
- ▷ Les autorités traditionnelles Ampanjaka et Ionaky ont un rôle prépondérant dans la gestion des terres
- ▷ Les femmes et les filles ont des droits fonciers extrêmement précaires aussi bien dans le cadre de l'héritage qu'au sein du ménage,
- ▷ Il existe des structures d'organisation de femmes entre elles pour défendre leurs droits,
- ▷ La superficie moyenne des parcelles irriguées est très réduite,
- ▷ L'existence de mode de faire valoir indirect n'est pas systématique. Le cas échéant, le nombre de cas de prêt gratuit est le plus important, suivi par les cas de fermage, puis de métayage, contrairement à la tendance sur l'ensemble du pays.
- ▷ Il est fréquent qu'une personne perde des terrains suite au non-règlement des dettes, ce qui entraîne très probablement, en conséquence, l'augmentation des biens fonciers des usuriers et autres nantis qui prêtent de l'argent en prenant les terrains comme hypothèque,
- ▷ Il n'existe quasiment aucune documentation de pressions foncières exercées par des entreprises pour des activités d'agrobusiness,
- ▷ Les conflits fonciers les plus fréquents concernent les disputes relatives aux héritages et aux limites des terrains.





III. Caractéristiques géographiques de la région Atsimo Atsinanana

III.1. Géographie physique

1.a. Localisation géographique

Selon l'Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région de Atsimo Atsinanana- Madagascar (2006), « La région Atsimo Atsinanana, qui signifie littéralement Sud-Est, se situe comme son nom l'indique, dans la partie Sud-Est de Madagascar. Elle est délimitée au Nord par la région de Vatovavy Fitovinany, au Sud par la région de l'Anosy, à l'Est par l'Océan Indien et à l'Ouest par les régions de Haute-Matsiatra et d'Ihorombe.



S'étendant géographiquement entre les longitudes 46°20' et 47°50' et les latitudes 22°26' et 24°25', elle est d'une longueur allant de 185 km à 200 km, d'une largeur allant de 70 km à 100 km et d'une superficie de 18.373 km² »

La Région est constituée de cinq districts : Befotaka-Atsimo, Farafangana, Midongy-Atsimo, Vangaindrano et Vondrozo. Son chef-lieu, la ville de Farafangana, est à environ 700 km de la capitale Antananarivo.

Concernant le relief, « La Région est localisée dans une zone où, d'Est en Ouest, un terrain relativement plat de basse altitude, formant une bande étroite sur le littoral en bordure de l'Océan Indien, remonte d'abord progressivement, puis brusquement en pente raide vers les hauts plateaux et les zones montagneuses du Centre Sud de l'île.(...)»

Les districts de Farafangana et de Vangaindrano s'étendent principalement sur la partie littorale et en partie sur les moyennes collines, alors que les districts de Befotaka-Atsimo, Midongy-Atsimo et Vondrozo se trouvent vers l'intérieur sur les zones des moyennes collines, des falaises et des montagnes. »

1.b. Hydrologie

« La région Atsimo Atsinanana se trouve dans une zone dotée d'un réseau hydrographique très dense, composé de fleuves, rivières et lacs » (Atlas p.24). Ce document de 2006 notait déjà que certains cours d'eau sont permanents, d'autres temporaires.

Le SAC de Soamanova précise qu'en 2021, le régime des cours d'eau connaît des perturbations de plus en plus importantes. Pendant la période sèche, le canal d'étiage est très réduit à cause de la diminution des débits. Le tarissement des sources en amont en est la principale cause. Par contre, pendant la période pluvieuse, ils débordent de leur lit, ne peuvent plus contenir les crues, causant parfois des dégâts considérables pour les agriculteurs. Ces

phénomènes affectent non seulement l'agriculture mais aussi le développement de la pêche le long de la rivière Manambato et du fleuve de Mananara »
 (..) L'humidité résulte principalement des fortes précipitations qui caractérisent toute la côte Est de Madagascar, d'une manière générale, sous l'influence de l'anticyclone du Sud-Est de l'Océan Indien. Les précipitations diminuent à mesure qu'on s'éloigne des côtes. Les zones littorales qui s'étendent sur les districts de Farafangana et Vangaindrano, sont très humides, alors que les zones de moyennes collines s'étendant sur les (autres) districts sont humides. (Atlas p.27)

1.c. Végétation

A l'époque également, cinq catégories de formation végétale se rencontrent dans la région : un reliquat de forêts primaires, des forêts secondaires (ou savoka), des savanes, des marais et des cultures.(...) La végétation des marais et des marécages (...) sont des formations végétales qui se développent dans les vallées humides et les terrains inondables. Elle est constituée essentiellement de deux espèces, le via et le zozoro, et se rencontre généralement dans la zone littorale. (Atlas p.27)

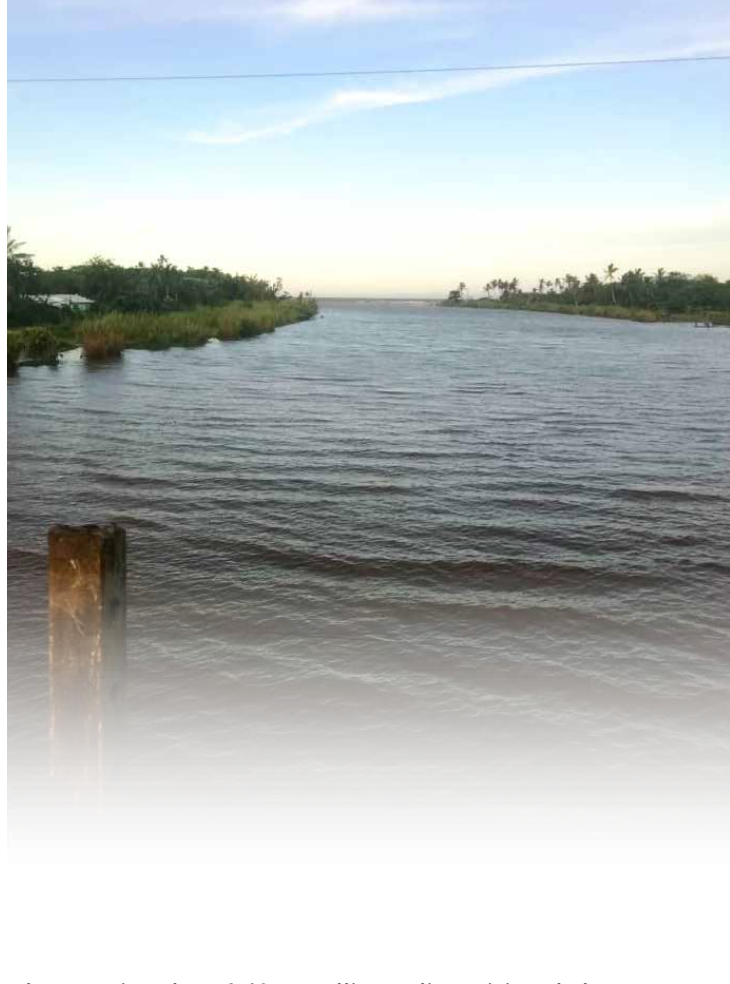
En 2006, selon l'Atlas, « la superficie de la forêt encore existante dans la région était estimée à 427.670 ha dont 18.846 ha dans le district de Farafangana et 5.000 ha dans celui de Vangaindrano. (...) Deux aires protégées, la forêt classée de Fenoamby-Sud, d'une superficie de 3.180 ha et la forêt classée de Manambondro-Nord d'une superficie de 2.319 ha sont situées dans le district de Vangaindrano. La Réserve Spéciale de Manombo, d'une superficie de 5.080 ha, se trouve à 26 km de Farafangana. » (Atlas p.28)

1.d. Environnement

La Monographie de la Région Sud-Est réalisée par le CREAM en 2014 ⁽²²⁾ nous fournit différentes données plus actualisées dans certains domaines, telles que :

« On peut classer les problèmes environnementaux de la région en deux catégories :

- Par rapport à l'environnement terrestre : déforestation, perte de la biodiversité floristique et faunistique terrestre, érosion du sol et ensablement, dégradation et appauvrissement du sol, érosion du relief et crues, dégradation de la flore et de la faune.
- Par rapport à l'environnement marin et côtier :



destruction des récifs coralliens, disparition de la forêt littorale, perte de la biodiversité floristique et faunistique marine, ensablement et formation de dunes, pollution marine. »

1.e. Pédologie

« A l'instar de l'ensemble du territoire, la pédologie de la Région Atsimo Atsinanana est marquée par la prédominance d'un sol ferralitique, mais la texture définitive des sols varie selon le relief et les autres caractéristiques géographiques. On rencontre ainsi des sols alluvionnaires, des sols ferreux ou des sols hydromorphes.

Les sols ferralitiques couverts d'humus, donc très riches, sont omniprésents dans les zones forestières des hauteurs des falaises à l'Ouest. Ils sont très fragiles et ne se prêtent qu'à une exploitation ponctuelle.

Les sols des moyennes collines sont également ferralitiques, mais composés de minéraux érodés et dégradés. Ils ne sont pas très fertiles et nécessitent l'usage de fumures pour mieux se prêter aux activités culturelles.

En bordure des cours d'eau ainsi que dans les vallées, on rencontre un sol alluvionnaire argileux et sableux. Ces sols appelés « baibofo » qui sont souvent riches en alluvions, se prêtent à différentes

sortes de culture, notamment la riziculture. Dans les bas-fonds (zones marécageuses), on rencontre généralement des sols hydromorphes, souvent saturés d'eau et caractérisés par des dépôts ferreux, qui en font des sols peu favorables à la culture. » (Atlas p. 24)

Le Schéma d'Aménagement Communal (SAC)⁽²³⁾ de Soamanova évoque particulièrement :

- ▷ « **les sols alluvionnaires et hydromorphes**
Ces sols ont des aptitudes culturales élevées. Ce sont les (éléments) riches en minéraux fertilisants. Les alluvions récentes actuelles proviennent de l'érosion des formations superficielles. Elles donnent d'excellents sols de culture. Ils se trouvent dans les zones marécageuses et aux environs des plans d'eau. Ils couvrent une grande partie des abords de la rivière Manambato.
- ▷ **les sols ferrallitiques :**
Ils sont prédominants au niveau des versants et des tanety. Il est riche en fer et en alumine. Ce sol est moins fertile que le sol de bas-fond mais il offre un bon rendement en cas d'amendement. Facilement lessivés et dépourvus de bases échangeables et de matière organique, ce sont des sols très sensibles à l'action de l'érosion.

Les sols sont de plus en plus appauvris surtout dans les zones intensément exploitées à cause de la pratique culturale sans mesure conservatoire. L'apport de fertilisant est devenu incontournable. Cette dégradation est plus importante sur les tanety. »

Dans la commune d'Ankarana Miraihina, le SAC⁽²⁴⁾ ajoute aux données similaires à celles de la commune de Soamanova, que des sols ferrallitiques rouges concrétionnés (qui) se trouvent souvent près des reliques forestières de la Commune. Les concrétions (ou karaoka) sont très abondantes en surface et sont caractérisés par une faible teneur en silice et par une forte teneur en oxyde de fer. Par ailleurs, les sols ferrallitiques dégradés sont localisés sur les versants et les bas de pente.

- ▷ Le long du littoral, les sols sont des dunes sableuses dont l'évolution pédologique est la
- ▷ podzolisation. Ils sont plus profonds...()
La profondeur du sol varie beaucoup ; dans la prairie et dans la zone bauxitique, les sols sont presque inexistant, mais sur les bas versants et fonds de vallée, de même



que dans la zone côtière, les sols sont plus profonds. Les sols d'origine basaltique sont plus argileux ou limoneux. Ces sols présentent des potentialités agronomiques différentes. » (SAC d'Ankarana Miraihina p. 27)

III.2. Géographie humaine

2.a. Population

Sur le plan administratif, Madagascar est subdivisée en régions, au nombre de 23 actuellement, chaque région étant divisée respectivement en districts, puis en communes et en fokontany, ce dernier correspondant à un village ou plusieurs hameaux en zone rurale.

Au niveau administratif, la région Atsimo Atsinanana est composée de 5 districts. Le district de Farafangana comprend 33 communes et 305 fokontany tandis que le district de Vangaindrano comprend 31 communes et 271 fokontany.

Outre les collectivités territoriales décentralisées, des services techniques déconcentrés existent à Farafangana, comme dans toutes les autres régions. La population de la région Atsimo Atsinanana s'élève à 1.030.404 habitants en 2018 ce qui correspond à environ 4% de la population totale de Madagascar. (RGPH 3 Tome 1)

Les deux districts retenus pour l'étude, à savoir Farafangana et Vangaindrano, sont les plus vastes et les plus peuplés. Ces deux localités sont les seules agglomérations urbaines de la région. L'effectif



de la population rurale des deux districts s'élève respectivement à 373.267 et 317.734 sur 957.191. La densité moyenne de la population de la région est de 57,9 hab/km² avec 133,4 pour le district de Farafangana et 66,9 pour celui de Vangaindrano. (RGPH 3 Tome 2 p. 21)

Le pourcentage de femmes parmi la population est de 51,2% (RGPH 3, Tome 2 tableau 11).

Les informations importantes sur la population fournies par la monographie de la commune de Manambotra Atsimo⁽²⁵⁾ portent sur l'accroissement démographique annuel de 3% et la taille moyenne des ménages égale à 8 personnes.

L'originalité de cette monographie concerne le chapitre sur la structure socio-culturelle

2.b. Structure socio-culturelle

« Au niveau du ménage, l'homme est le chef de famille. Il gère les biens de la famille et prend les décisions importantes dans la famille. Il assure principalement les besoins de la famille. Il est le soutien de la famille et la femme aide l'homme à gérer le foyer.

Les filles mères-célibataires sont chefs de famille et ces mères assurent le bien-être de la famille

Au sein de la famille, les femmes n'ont pas droit à l'héritage mais elles peuvent utiliser les terres à usufruit lorsqu'elles en ont besoin

Concernant les autorités locales, outre les autorités administratives, la commune de Manambotra Sud, par exemple, regroupe trois autorités traditionnelles appelées « *Ampanjaka* ». Ils sont respectés et disposent d'un veto en cas de décision importante pour la communauté dans son clan.

Par ailleurs, les femmes disposent d'un conseil des femmes respecté qui gère les affaires des femmes et qui défend les intérêts et les droits des femmes. Le conseil des femmes est appelé « *Renim-biavy* ou

alambiavy »

On rencontre aussi les leaders des familles « *lonaky* » qui gèrent les organisations de la famille en rapport avec les décisions prises par les *Ampanjaka* et les organisations sociales. »

2.c. Mouvements migratoires liés à l'insécurité alimentaire

La monographie renseigne également sur les habitudes des communautés de la région à migrer vers d'autres zones à l'intérieur de la région ou vers d'autres régions pour trouver d'autres opportunités d'activités génératrices de revenus lorsqu'un choc économique ou climatique survient.

D'ailleurs, de tels mouvements de population survenus après les cyclones successifs de 2022 et 2023 ont fait l'objet d'une publication de l'Organisation Internationale pour les Migrations⁽²⁶⁾.

Ce phénomène sera développé plus loin dans le rapport dans le cadre des données procurées par les personnes-ressources pendant les séminaires et ateliers du début de l'étude sur Insécurité Alimentaire et Foncier.

2.d. Pauvreté et Insécurité alimentaire

La monographie de 2014 mentionne en particulier que « la Région Atsimo Atsinanana est très pauvre en ce sens que la grande majorité de la population locale vit au-dessous du seuil de pauvreté et, ce, dans un état de dénuement extrême. (...) La pauvreté y est plus étendue et plus profonde en milieu urbain, comme en milieu rural. » (Monographie p. 48) (...) Plus de la moitié de la population de la région fait partie des 20% de malgaches les plus pauvres et plus de 70% de la population de la région fait partie de 40% de malgaches les plus pauvres, alors que seulement 1,4% de la population de la région fait partie des 20% de malgaches les plus riches. » (Monographie p.49)

« Par ailleurs, les populations de la Région Atsimo Atsinanana, en particulier celles qui résident dans les zones rurales, sont fortement exposées à l'insécurité alimentaire et connaissent des épisodes de famine plus ou moins aigüe. » (Monographie p.49).

Pour mieux comprendre ce phénomène, prêtons attention aux informations relatives à l'agriculture dans les Schémas d'Aménagement Communaux et monographies disponibles auxquels nous emprunterons données et informations.

III.3. Une économie fondée sur l'agriculture

L'économie de toutes les communes rurales de la région Atsimo Atsinanana s'appuie principalement sur le secteur primaire dans lequel exercent plus de 90% de la population active.

L'agriculture reste la principale activité économique dans les Communes d'Ankarana Miraihina et de Soamanova. Elles peuvent accueillir plusieurs types de cultures (vivrières, rentières, fruitières) grâce à leurs conditions agro-climatiques favorables. Ainsi, près de 40% pour Ankarana Miraihina, 35% pour Soamanova. de la surface du territoire sont exploitées avec, respectivement, 2.089 ha et 895 ha de rizières, 1132 ha et 673 ha exploitées pour les cultures sur tanety, et plus de 5.748 ha et 334 ha de superficie agroforestière où les cultures de poivre, café, arbre fruitiers sont associées dans les deux communes.

La riziculture prend la première place de production, suivie par les tubercules (manioc, patate douce, etc), ainsi que les haricots. Viennent ensuite les cultures agroforestières dont principalement le café, culture qui a le plus de valeur ajoutée pour la population locale actuellement.

« De manière générale, l'agriculture est très peu mécanisée (...) Cela est dû à de multiples raisons, comme l'abondance de main d'œuvre, le faible nombre de zébus, et la pauvreté de nombreux ménages qui n'ont pas les moyens d'investir dans du matériel. Les bœufs sont utilisés uniquement pour le piétinage des terres et sans traction attelée. Ainsi le labour s'effectue à l'angady (bêche), (...) Le désherbage se fait le plus souvent à la main. Les temps des travaux à l'hectare sont donc parfois élevés pour une opération culturale donnée. La motorisation des activités de l'agriculture n'est pas encore acquise car les paysans n'ont pas encore le capital pour acheter des machines et du carburant. »

Les cultures vivrières constituent des activités complémentaires pour les femmes et les hommes. Elles sont en grande partie destinées à leur consommation personnelle. Pour leur part, les cultures de rente (café, poivre, ...) sont attribuées aux hommes bien que certaines tâches y afférentes peuvent être assurées de manière auxiliaire par les femmes, par exemple : transport, stockage ou vente des produits.

La participation des femmes à l'agriculture s'avère relativement faible, « car ce domaine est conçu par les communautés comme la propriété des hommes pour trois principales raisons :

- ▶ L'accès des femmes à la propriété foncière demeure problématique ;
- ▶ Le mode d'exploitation traditionnel de la terre requérant force et énergie pénalise la femme de facto
- ▶ Et l'importance du travail non rémunéré fourni par la femme, en termes d'allocation de temps, limite de toutes les façons son accès aux opportunités économiques agricoles et/ou non agricoles.

A cet égard, ce sont les femmes chef de ménage qui semblent s'adonner le plus à des activités non agricoles, souvent parce qu'elles y sont contraintes : il s'agit souvent de « femmes sans terre ».

3.a. Riziculture

Dans les districts de Farafangana et Vangaindrano, deux cycles de riz sont menés sur une année. Le calendrier s'étale du mois d'octobre au mois de mai pour tous les types de riziculture confondus avec une moisson aux mois de décembre-janvier et une autre aux mois d'avril-mai.

Selon le SAC d'Ankarana Miraihina, la saison principale, le riz « vary mandry » se déroule de janvier à mai (du repiquage à la récolte). La contre-saison, le riz « vary hosa » s'étend de juin à novembre. Les deux saisons sont en général cultivées sur les mêmes parcelles successivement.

La pratique agricole reste traditionnelle et est caractérisée par des systèmes d'irrigation et des techniques d'aménagement archaïques, une faible mécanisation, la non utilisation de fertilisants et la non maîtrise des techniques de la riziculture améliorée tels que le SRA/SRI (Système de Riziculture Améliorée /Système de Riziculture Intensive).

La persistance de ce mode de production maintient le rendement moyen aux environs de 1,2 tonnes à l'hectare dans la commune de Soamanova, aux environs de 1,3 à 1,5 tonnes à l'hectare dans la commune d'Ankarana Miraihina.

« A Ankarana Miraihina, tous les terrains irrigables sont aménagés en rizières, notamment aux abords

des rivières et dans les zones de bas-fonds. En général, le paysage est marqué par d'innombrables petites parcelles.

Les semences sont la plupart du temps issues de la dernière récolte, qu'elles soient autoproduites, empruntées ou achetées au sein du village. Le riz est d'abord semé sur une pépinière. La pépinière est le plus souvent séparée de la rizière, c'est une petite parcelle de quelques mètres carrés où les jeunes plants sont conservés de deux semaines à deux mois. Les pépinières de vary mandry sont parfois en bas de pente ou rotsana.

La préparation du sol de la parcelle consiste en (..) un labour à l'angady et une mise à boue par piétinage des zébus, accompagné parfois d'une inondation artificielle. Ce travail est exclusivement réservé aux hommes.

Le repiquage, en revanche, est traditionnellement effectué par les femmes. L'entraide entre paysans ou l'emploi de femmes à la journée permet de repiquer les plants en un temps limité avec jusqu'à vingt salariées à la fois.

Le sarclage est le plus souvent un désherbage à la main.

La récolte est concentrée sur deux semaines pour chacune des saisons. Le battage est effectué immédiatement. Le riz est stocké sous forme de paddy à l'intérieur des maisons ou plus rarement dans des greniers à riz, surélevés par rapport au sol pour placer les stocks hors d'atteinte des rats. Dans certaines zones, les paysans stockent le riz sous forme d'épis et le battage s'effectue au fur et à mesure de la consommation. »

Malgré la disponibilité des surfaces rizicoles et la possibilité de faire deux saisons rizicoles, soumise à de nombreuses contraintes, la production rizicole est insuffisante pour satisfaire les besoins de la population.

Par ailleurs, la commune souffre de l'insuffisance des infrastructures. Ce sont seulement des barrages traditionnels qui assurent l'irrigation des rizières. « Dans la vallée de Menanivo, l'irrigation et la protection contre les inondations sont assurées par des canaux et des digues dérisoires longeant les rivières principales. »

La riziculture pluviale

« Associée à d'autres cultures pluviales, le riz pluvial commence à prendre de l'ampleur et occupe la majorité des terrains dans les baiboho. Le riz pluvial



demande beaucoup plus de temps et de dépenses surtout dans l'entretien. Et la saison du riz pluvial est de plus en plus aléatoire à cause de la variation et de la saisonnalité des précipitations.

Les principaux problèmes qui pèsent sur la riziculture sont la dégradation des infrastructures d'irrigation et de drainage, le tarissement des sources entravant l'irrigation des parcelles, le manque de technique agroécologique efficace et plus rentable, la pression foncière de plus en plus accrue (notamment pour la zone Ouest) et les problèmes liés à l'accès aux intrants. »

3.b. Cultures pluviales et autres cultures sèches

A part le riz, le second type de cultures vivrières de la région, par ordre d'importance, est la culture de tubercules : le manioc et la patate douce sont les principales préférences de la population. Les cultures pluviales occupent près de 13% des terrains cultivés dans la Commune d'Ankarana, 35% dans la commune de Soamanova.

Elles se pratiquent essentiellement sur les versants des tanety et les bas de pente. Ces cultures sont des activités d'appoint par excellence pour la population qui utilise le manioc et le maïs en substitution du riz lors des périodes de soudure.

« Peu exigeante en termes de qualité des sols, la culture du manioc est la seule façon de valoriser les tanety aux sols dégradés et appauvris par la culture sur brûlis. Elle offre une production constante tous les ans, étant peu sensible aux aléas climatiques et bénéficiant de températures élevées toute l'année, qui favorisent une croissance rapide. La récolte s'étend sur plusieurs mois, souvent d'avril à juillet, à raison de plusieurs prélèvements par semaine, et fournit une substitution du riz pendant une bonne partie de l'année. Les tubercules sont ainsi « stockés » dans le sol avant d'être récoltés. Le travail investi

dans cette culture est minime, malgré la difficulté que les paysans peuvent avoir à décaper à l'angady des sols caillouteux qu'ils ne pourraient pas mettre en valeur autrement. »

3.c. Maraîchage

Concernant les légumes, « de nombreux paysans possèdent des jardins de case, petits potagers à proximité de la maison. Ils y cultivent des légumes, notamment des brèdes. C'est dans la majorité des cas une diversification alimentaire. Certains développent ces cultures sur des parcelles en bas de pente de tanety ou sur les bords des rivières. Elles représentent une diversification du revenu agricole non négligeable. Les brèdes se produisent en grande quantité et se vendent à un bon prix. Leur commercialisation se fait directement sur les marchés. Les cultures maraîchères semblent ne pas avoir de calendrier de travail fixe, elles sont cultivables à de nombreux moments de l'année. Il est donc possible de caler ces cultures lors des périodes faiblement occupées, ou bien de façon à ce que la récolte coïncide avec la période de soudure. Leur développement serait une alternative intéressante pour de nombreux exploitants. » (SAC d'Ankarana Miraihina, p.38)

3.d. Cultures agro-forestières

« Un système agro-forestier est la culture délibérée de plantes ligneuses pérennes en interaction écologique ou économique avec des cultures saisonnières ou de l'élevage, simultanément ou en séquence temporelle.

La culture du café est la plus prépondérante dans la région Atsimo Atsinanana. Ces produits constituent une source importante de revenu pour la population. Elles se pratiquent généralement à proximité des zones d'habitation, dans les sous-bois des forêts dégradées. Ainsi, la superficie exacte occupée et la production sont difficiles à exprimer. En général, le rendement annuel des plantations de caféier est estimé à 500 kg par hectare, mais cela varie d'une année à l'autre.

Ces cultures ont longtemps constitué la principale valorisation des terres de la région. Cette prédominance était due à une adaptation au relief marqué du Sud-Est et aux types de surfaces aménageables. Le climat tropical humide favorise particulièrement les cultures du café, d'épices et de fruits destinés à l'exportation. La culture du café a connu son essor pendant la période coloniale, et est pratiquée aujourd'hui par tous les exploitants des agro-forêts.

Pour la culture du girofle, la plupart des plantations sont récemment installées. Elles commencent à attirer les paysans grâce à l'afflux des collecteurs des autres communes et la relance de la spéculation au niveau régional. Pour le moment, seul le fokontany de Manara a pu évaluer à peu près le volume de produit de girofle sorti pour l'année 2020.

Les principaux problèmes qui pèsent sur les cultures pluviales sont : la dégradation de la fertilité des sols et besoins impératifs d'apports de fertilisants, les problèmes liés à l'accès aux intrants, la pluviosité aléatoire et l'accès limité aux terrains disponibles à cause du statut des terres, notamment dans la zone Est aux alentours des réserves spéciales de Manombo et Takoandra. »

3.e. Cultures de rentes

Madagascar est l'un des plus grands producteurs mondiaux de girofle, avec une forte contribution de la région Atsimo Atsinanana, qui alimente également le marché de la vanille, mais plus modestement que les régions SAVA et Diana.

CULTURES DE RENTE

TYPE PAR ORDRE D'IMPORTANCE	SUPERFICIE en ha	PRODUCTION EN TONNE
Café	100	49
Poivre	80	nd
Girofle	420	nd
Vanille	30	nd
Baie rose	3	nd
Cannelle	40	nd

Source : monographie de Manambotra Atsimo (Tableau 11)



© GIROFLE (JIROFO) | GILDE RJ

TAILLE DES EXPLOITATIONS PAR FAMILLE ET PAR SPÉCULATION

SPECULATION	TAILLE D'EXPLOITATION FAMILIALE (en moyenne)	PRODUCTION
Riz	5 ares	900 kg
Manioc	10 ares	400 kg
Patates douces	2 ares	80 kg
Igname	0,5 are	175 kg
Taro	1 are	200 kg
Cuma	1 are	800 kg

Source : monographie de Manambotra Atsimo (Tableau 12)

3.f. Infrastructures

La population réclame la réparation des infrastructures endommagées et la formation de certains habitants à leur réparation

3.g. Elevage et pêche

Trois types d'élevage peuvent être rencontrés dans la commune d'Ankarana Miraihina : l'élevage bovin, porcin et l'aviculture. L'élevage bovin reste le plus pratiqué de par son importance par rapport à la culture malagasy mais aussi par la possibilité de faire travailler les animaux dans le labour des terres utilisés pour l'agriculture. D'une manière générale, tous les ménages pratiquent au moins un élevage parmi les trois. Le problème de ce secteur se situe surtout dans le domaine de l'insécurité car

les attaques de dahalo sont devenues de plus en plus fréquentes ces dernières années. Ces derniers s'attaquent au bétail, dont principalement aux bovidés.

Pour le moment, les élevages ne semblent pas être des alternatives à développer dans la commune. L'élevage laitier pourtant rémunérateur dans les Hauts Plateaux malagasy, n'est pas envisageable du fait d'absence de marchés dans le Sud-Est. L'élevage porcin semble très intéressant mais il est encore loin d'être accepté socialement.

L'élevage bovin

Tous les ménages agricoles ne possèdent pas de zébus mais l'élevage bovin est important pour plusieurs raisons. Dans la commune d'Ankarana Miraihina, les propriétaires de zébus ne sont pas majoritaires, et c'est souvent un indicateur de richesse relative, un élément essentiel de prestige social. Les propriétaires de zébus en possèdent en général un à quatre. Les principales raisons de la pratique de cet élevage sont avant tout les travaux agricoles (labour, hersage), le transport et le fumier. Le zébu réduit la pénibilité du travail de la terre. La préparation du sol est plus rapide et économise de la main d'œuvre. Dans la commune de Soamanova, la plupart des ménages éleveurs ne possèdent que des bœufs de trait. Les paysans ne vendent leur bétail que pour les remplacer par des plus jeunes afin d'assurer la force de travail » (SAC de Soamanova)



© GILDE RJ

Enfin, posséder des zébus permet d'avoir une marge de manœuvre en cas de problème financier. Dans le Sud-Est, tous les zébus travaillent, il n'existe pas de troupeau qui ne serve pas de capital productif. Cependant on peut considérer les zébus également comme une capitalisation sur pied : leur vente peut soulager les paysans qui ont besoin d'argent, pour payer des soins médicaux par exemple, ou quand la récolte a été mauvaise. D'autre part, ils constituent une garantie en cas d'emprunt d'argent (*Ankarana p.42*).

L'élevage porcin et l'aviculture

L'élevage porcin est rare dans les ménages du Sud-Est. Les poules et canards sont élevés pour les œufs. Les poules, souvent touchées par les maladies car non vaccinées, sont autoconsommées pour les fêtes. En raison des vols qui s'accroissent, elles sont vendues et consommées assez jeunes, sans être engraisées. (*Ankarana p.43*)

La pêche

Selon le document distribué lors des JIR ⁽²⁷⁾, les ressources halieutiques sont faiblement exploitées faute d'équipement adéquat. L'importante réserve langoustière ne profite pas aux populations de la région, les langoustes pêchées sur les côtes du district de Vangaindrano seraient vendues sur les marchés de la région Anosy voisine.

La pisciculture se popularise progressivement dans les zones à bon réseau hydrographique. « C'est une activité qui devrait être développée dans la région vue la micro-parcellisation des terres agricoles. »

Les habitants de la commune d'Ankarana Miraihina pratiquent à la fois la pêche maritime le long des côtes de l'Océan Indien et la pêche en eaux douces dans les différentes rivières de la commune en utilisant des pirogues. 2 à 3 jours par semaines sont consacrés à la pêche sur des pirogues. Les pêcheurs ramènent 5 kg de poisson environ par descente. Dans l'un des fokontany, les prises seraient de 12 à 20 tonnes par mois, toutes pêches confondues. Le rendement pourrait être meilleur car le matériel est très vétuste, les hommes manquent de technique et les zones de concentration des poissons sont devenues difficiles à situer, les courants marins et le niveau de la mer changent constamment de comportement à cause du changement climatique. Les produits sont en partie consommés et en partie vendus sur les marchés dans les environs ou à Farafangana et Vangaindrano. (*Ankarana p.43*)

L'apiculture

Selon le document distribué lors des JIR, le développement de l'apiculture est une piste de source d'alimentation et de revenus dans la région, au vu de l'existence de forêts naturelles et de différentes plantes mellifères.

3.h. Autres activités

« L'artisanat, par exemple la vannerie, le tissage, charpenterie, menuiserie, forge ou d'autres activités de transformation de petite envergure occupent également quelques individus. Il n'est pas rare de trouver deux ou trois activités complémentaires dans un même ménage. En fonction des calendriers agricoles, des ménages sont à la fois offreurs et demandeurs de main d'œuvre ; c'est la raison pour laquelle l'agriculture et en particulier le salariat agricole constituent la plus importante catégorie d'activités secondaires. Un tiers des actifs ayant une activité complémentaire exercent dans le secteur tertiaire. » (*SAC Ankarana p. 40*)

L'élevage reste peu développé dans la région à cause de l'inadéquation aux microclimats. L'artisanat, notamment la pratique de la vannerie, occupe une place non négligeable au niveau de l'économie familiale. Elle assure une activité génératrice de revenus surtout pendant la période de soudure pour subvenir aux besoins. D'ailleurs elle est pratiquée par la plupart des femmes car ce savoir-faire est lié à la culture de la région même. Un ménage gagne environ 5.000 à 10.000 Ar par semaine grâce à la vannerie si le marché est bon. Les enquêtes effectuées dans la commune précisent que plus de 50% des femmes pratiquent la vannerie et que 80% sont destinés à la vente.

Aucune activité de transformation n'existe dans la commune d'Ankarana Miraihina, sauf quelques ateliers individuels de menuiserie. La plupart des habitants prépare eux-mêmes les bois depuis l'abattage jusqu'à la construction. La plupart des maisons rencontrées dans la commune sont de type traditionnels utilisant des bois pas nécessairement préparés et des ravenalas pour la couverture du mur et pour le toit. D'une manière générale, le secteur de l'industrie, du commerce, d'artisanat et des services est peu développé dans la région, notamment en raison du manque de production énergétique. (JIR)

3.i. Problèmes de sécurité

Les vols de récolte sur pied augmentent en nombre et constituent un frein à l'extension des parcelles cultivées. En effet, les risques de se faire voler sont importants pour les plantations qui ne sont pas visibles des habitations.

Les problèmes d'insécurité ont également un impact sur la qualité des produits agricoles, notamment dans les cultures de rente telles que la vanille, où les producteurs sont contraints de récolter très tôt, avant la maturité des gousses, pour éviter de se les faire voler.

A Ankarana Miraihina, des familles passent la nuit dans la forêt pour éviter les agressions nocturnes (vols de denrées alimentaires, incendie des maisons) qui deviennent de plus en plus fréquentes pendant la période de soudure. En plus des gendarmes, des quartiers mobiles, organisations de villageois composées de jeunes, se mobilisent pour assurer la sécurité du village.

A Manambotra Atsimo, les habitants n'utilisent pas de grenier, les denrées alimentaires sont stockées dans un coin de l'appartement pour éviter les vols.

III.4. Impacts du changement climatique

Concernant le changement climatique, le SAC de Soamanova 2021-2036 (district de Vangaindrano) précise que le phénomène de changement climatique a de plus en plus d'impacts, tant sur l'environnement que sur l'économie locale.

Il se manifeste par une forte concentration de la pluviosité sur deux mois seulement durant lesquels on note de violentes intempéries (pluies torrentielles, grêle, crues, inondations), avec une baisse globale des volumes de précipitation, accompagnée de mois très chauds pendant lesquels les températures dépassent les seuils de la normalité.

En saison pluvieuse, l'intensité de la pluviométrie entraîne l'érosion des berges de Manambato et Mananara, avec, pour conséquences, une perte de fertilité au niveau des baiboho et des tanety ainsi qu'un début d'ensablement des bas-fonds. Par ailleurs, en raison de la baisse des volumes de précipitation, les sources tarissent et le débit des eaux des rivières diminue. La région doit donc faire face à la double détérioration des ressources en

eau et en sols.

La dégradation des zones de culture et des ouvrages hydro-agricoles entraîne une baisse de rendement et de production agricole. D'autre part, les périodes de pénurie d'eau perturbent le calendrier agricole. Dans les vallons difficilement irrigables, il n'y a plus qu'une seule saison rizicole.

Le SAC d'Ankarana Miraihina (district de Farafangana) mentionne les mêmes effets du changement climatique qu'à Soamanova, avec une dimension supplémentaire liée à son littoral (plage de 5 kms) : l'élévation du niveau de la mer accentue le risque d'inondation en période de crue. Les conséquences sont multiples : submersion des basses plaines littorales, accélération de l'érosion des falaises et plages, contamination des nappes phréatiques par le sel, avec des impacts importants, potentiellement dramatiques, comme la pénurie d'eau potable pour les zones côtières et la réduction de l'espace terrestre.

« La capacité de résilience de la population est encore médiocre devant l'ampleur des effets du changement climatique dans la commune ». (SAC d'Ankarana Miraihina, Tableau n°13)

Selon la monographie de Manambotra Atsimo, les signes de changement climatique sont l'augmentation de la température et la diminution du nombre de jours de pluie.





IV. La situation de l'insécurité alimentaire dans la région

Pour parler brièvement de Madagascar : l'île est célèbre pour la richesse de sa biodiversité, puisque de multiples espèces de faune et flore endémiques y sont localisées. Diverses denrées agricoles pour la consommation locale et l'exportation y sont produites. Son sous-sol renferme des minerais précieux et semi-précieux. 80% des 28 millions d'habitants vivent actuellement dans les zones rurales (RGHP 3) et pour des raisons liées à l'histoire coloniale et postcoloniale, à une politique publique défailante et à la gouvernance insatisfaisante du pays, 75% de la population vit sous le seuil de pauvreté (2 USD par jour).

Une disette survient dans l'extrême-sud de l'île de manière récurrente tous les 4 à 5 ans depuis des années, en raison de la quasi-absence de pluviométrie. La pluie n'étant pas du tout tombée pendant 3 années successives, une famine sévit dans le Sud de l'île depuis 2020 et touche plus d'un million de personnes. Mais l'insécurité alimentaire s'étend également dans plusieurs autres zones de Madagascar. Les deux principales raisons invoquées pour expliquer l'aggravation progressive de ce phénomène sont :

- ▷ d'une part le taux de croissance démographique (2,4 %), qui reste tellement important que ni le taux de croissance du PIB (4%) ni l'augmentation de la production agricole annuelle ne parviennent à « suivre »
- ▷ d'autre part, le changement climatique que favoriserait la déforestation causée par l'agriculture sur brûlis ("hatsake"). Les cyclones, suivis d'inondations, détruisent les infrastructures déjà rares, et l'exploitation forestière illégale a favorisé l'érosion, avec un impact négatif sur les cultures et la production agricole, entraînant une diminution des rendements et une perte de revenus pour les agriculteurs. De plus,

la déforestation contribue à l'augmentation du risque de catastrophes naturelles, notamment les glissements de terrain et les inondations.

« **L'accessibilité à la nourriture est probablement la caractéristique de la sécurité alimentaire qui s'est le plus dégradée.** L'extension de la pauvreté et la dégradation du pouvoir d'achat des ménages sont largement à la base de l'insécurité alimentaire. La diminution des revenus réels par habitant explique entre autres que le niveau de satisfaction des besoins énergétiques soit passé en moyenne de 2 490 à 2 000 kcal/habitant/jour entre 1975 et aujourd'hui. On distingue habituellement l'accès physique et l'accès socio-économique; ils sont parfois étroitement liés et les défauts d'accès combinés peuvent conduire à des situations particulièrement graves d'exclusion. L'accès physique est principalement relatif aux conditions de transport terrestre; l'accès se révèle insuffisant notamment dans le cas de zones enclavées (il s'agit souvent d'enclavement temporaire ou saisonnier), et dans le cas de dysfonctionnements du système de commercialisation (peut-être plus fréquent), qui n'assure pas son rôle régulateur d'approvisionnement. De telles situations d'accès difficile (voire impossible) existent surtout au niveau de certaines communes (zone forestière, Sud et Ouest) alors qu'au niveau du district la disponibilité pourrait se révéler suffisante.

Ces difficultés sont accentuées souvent par la vente hâtive au moment de la récolte (déplacement des produits vers les centres urbains) et par l'achat au moment de la soudure (les produits reviennent alors vers les producteurs). L'accès au marché pose également la question du pouvoir d'achat, notamment en période de soudure lorsque les aliments habituellement consommés viennent à manquer ou sont vendus à des prix exorbitants. Si le système de production n'engendre pas une variété

et une quantité suffisante de denrées alimentaires, seul l'achat sur le marché peut garantir un certain droit à la nourriture. Or dans de nombreux cas, les ressources monétaires des ménages ruraux, elles-mêmes relativement faibles et d'origines peu diversifiées, ne permettent pas l'accès au marché (particulièrement lorsque les prix sont élevés, en période de soudure). Cette situation concerne plus particulièrement les groupes sociaux les plus démunis, tels que femmes chefs de ménage en zone forestière, population de certaines communes du Sud aride (Androy), les ménages fortement endettés, les groupes suburbains,... Cette question de l'accès socio-économique rejoint directement celle de la pauvreté, et dans ce cas, seules des actions fortement ciblées peuvent améliorer la situation alimentaire; c'est la justification dans des cas extrêmes de la mise en place de « filets de sécurité ». » ⁽²⁷⁾

La revue documentaire renseigne sur la précarité de la région Atsimo Atsinanana depuis de nombreuses années. En effet, le SAC d'Ankarana Miraihina précise qu'« avec une période structurelle de soudure de 6,4 mois par an en moyenne contre 5 pour la moyenne nationale, la zone se trouve parmi les régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire à Madagascar. De nombreux ménages limitent leur consommation vivrière (moins de 50% des dépenses totales) du fait que les villages sont souvent enclavés et déconnectés des marchés. De plus, la superficie cultivée de la région ne représente

environ que la moitié de la superficie cultivable ». (Ankarana p.41)

En 2022, « le passage de deux cyclones extrêmement violents a dévasté la région et causé des décès liés au manque de nourriture ». « On mange seulement le matin. Le midi et le soir, on boit de l'eau que l'on fait bouillir. On est obligé de manger des tubercules sauvages qui ne se consomment pas normalement. Il y a beaucoup de personnes faibles et malades. Mais elles n'ont plus la force d'aller à l'hôpital. » rapporte un agriculteur à la presse. « En cette période de post-récolte, plus d'un quart de la population des districts du Grand Sud-Est, à l'exception de Vangaindrano, sont classés en insécurité alimentaire aiguë selon le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). » ⁽²⁸⁾ Diverses publications de presse ont orienté les projecteurs vers la région Atsimo Atsinanana à cette époque, mais il est important de noter que la situation était déjà problématique avant le passage de ces deux cyclones.

Outre la lecture de différents documents relatifs à la région Atsimo-Atsinanana, l'équipe chargée de l'étude a eu recours à la collaboration de deux personnes ressources tout au long de l'étude.

Ces personnes ressources ont été de précieuses sources d'informations concrètes sur les manifestations de cette insécurité alimentaire, ses causes probables et ses conséquences.





© JACQUIER (AMPALIBE) | GILDE RJ

Dans la série de causes possibles, des habitudes liées aux devoirs sociaux non mentionnés dans la littérature ont été évoquées : quelques semaines après la récolte de riz biannuelle, des événements festifs sont habituellement organisés, tels des moments sociaux obligatoires, qui réduisent rapidement le stock de denrées alimentaires récoltées et allonge la période de soudure. Certains ménages ne consomment de la viande que lors de ces événements collectifs festifs.

Dans les pratiques qui poussent les ménages vers la grande insécurité alimentaire, les personnes ressources ont également donné des précisions sur le « debaky » : lorsqu'un propriétaire de terrains emprunte de l'argent, les rizières ou autres parcelles sont utilisées comme hypothèque dans le cadre de l'emprunt et sont exploitées par le prêteur tant que la dette n'est pas remboursée. Lorsque le propriétaire devient insolvable, le créancier peut s'approprier la totalité des récoltes et même le terrain, ce cas serait assez fréquent.

Il arrive également que les paysans producteurs dont le terrain n'est ni titré ni certifié, voient arriver une personne qui détient un titre foncier relatif à leur parcelle. Les paysans ont du mal à gagner dans le conflit. La création de guichets fonciers plus nombreux dans la région a été la solution évoquée.

L'insuffisance de la production agricole pour satisfaire les besoins des ménages est également un sujet central : les parcelles sont souvent de surface très réduites, les techniques agricoles vétustes, la maîtrise de l'eau agricole non effective. L'inexistence de centres de formation agricole dans l'ensemble de la région n'aide pas à l'amélioration des pratiques face à la faible fertilité de certains sols. Quand bien même des initiatives de soutien agricole émergent, l'insuffisance de suivi et d'accompagnement après la fin des projets pour entretenir les connaissances et les pratiques acquises annihile les efforts consentis, souvent parce que les nouvelles méthodes requièrent plus de travail et du matériel

dans lequel les ménages ne peuvent pas investir. Trois à cinq années d'accompagnement semblent efficaces, comme le montrerait un cas cité.

Pendant la période de soudure, les habitants recherchent des travaux saisonniers ou journaliers dont le salaire peut consister en denrées alimentaires (« ampaly manta », « akondro manta », etc). Les personnes vulnérables des zones rurales consomment des plantes qu'elles ne mangeraient pas en période normale. En fonction du type de plantes consommées, on peut évaluer la gravité de la situation d'insécurité alimentaire des ménages puisqu'en dernier ressort, ils finissent par manger des plantes toxiques.

La multiplication trop importante des projets d'urgence de distribution alimentaire ou d'argent par rapport aux projets de développement qui apprennent des méthodes de travail est également considérée comme un facteur défavorable à la recherche de solutions pérennes, et à l'acquisition de l'autonomie par les populations à moyen et long terme.

Par ailleurs, les premières réunions de l'équipe de travail ont posé la question du lien entre l'insécurité alimentaire et l'existence d'une tradition d'émigration de la population de la région Atsimo Atsinanana vers d'autres régions (« mandeha mananga »). Depuis des décennies, des familles entières originaires de la région s'installent dans divers endroits de la grande île plus favorisés en termes de travail salarié, de superficies cultivables, de fertilité du sol ou de rareté des catastrophes naturelles. Cette migration existe aussi intra-région, les familles pouvant quitter une zone pour s'installer dans une autre partie de la région. De manière plus sporadique, les hommes chefs de ménage partent effectuer des activités génératrices de revenus, telles que le salariat agricole saisonnier, dans des zones plus ou moins éloignées. Certains reviennent à la fin de la saison ramenant un pécule qui améliore de manière notable les conditions de vie de leur famille, mais beaucoup finissent par s'installer définitivement ailleurs, laissant les mères de famille seules, qui deviennent le chef de ménage. Cette situation constitue, selon nos informateurs, une des sources de vulnérabilité des femmes de la région, car les femmes « divorcées » renforcent de manière considérable la cohorte des veuves et des filles mères chefs de ménage. L'interdiction pour la femme d'hériter des terres familiales et les difficultés des conditions du genre féminin consécutives à cette discrimination ont fait l'objet de développement parmi les causes de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, la mise en place progressive

de nuances entre l'interdiction d'hériter et l'autorisation de l'usufruit par les femmes comme la construction d'une maison sur le terrain familial s'est avérée intéressante. De plus, les femmes peuvent devenir propriétaires des terres qu'elles achètent. Les perspectives d'assouplissement ou de disparition de cette discrimination au niveau des droits fonciers seraient sur la bonne voie en raison du rajeunissement des autorités traditionnelles Ampanjaka actuels et de leur ouverture à la technologie, aux informations et aux idées « modernes ». Les ateliers préliminaires de l'étude ont donc confirmé l'importance de la notion de genre et du non-respect des droits fondamentaux de la femme dans les causes mais aussi dans les conséquences de l'insécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana.

Les personnes ressources ont également abordé un sujet qui n'est quasiment pas traité dans les documents consultés, à savoir les difficultés rencontrées par les jeunes. La grande majorité s'est arrêtée au niveau secondaire dans les études, n'a pas d'expérience professionnelle, et ne trouve par conséquent pas de travail intéressant à un salaire décent. Ils sont souvent victimes de tromperies de la part de certains acteurs économiques au discours séduisant. Le métier de docker est l'une des seules voies porteuses et rémunératrices, docker désignant dans ce cadre tout travail de portage et transport.

Il nous apparaît important de relayer dans le présent rapport les revendications exprimées par un jeune de la région. D'une part, il faudrait mettre en place de vrais projets de développement pourvoyeurs d'emplois permanents en nombre

important dans la région Atsimo Atsinanana car les projets d'urgence sont indispensables en cas de crise alimentaire grave mais ils ne contribuent pas à améliorer la condition des populations de façon durable et à les rendre autonomes à moyen terme. D'autre part, tous les projets qui se déploient actuellement dans la région ne pourraient-ils pas prévoir le recrutement de jeunes de la région pour la mise en œuvre de leurs actions ?

Nous tenons à remercier vivement les personnes ressources pour leur précieuse contribution, à l'ensemble de nos travaux d'une manière générale, mais surtout à ce volet concernant l'insécurité alimentaire, où leur éclairage nous a permis de porter un regard sur la situation des ménages de la région qui reflète la réalité. Les crises d'insécurité alimentaires étant toujours le fruit d'une somme de facteurs défavorables, les informations qu'elles ont mises à notre disposition au cours des échanges ont donné une vision plus précise de la particularité de ces facteurs dans la région Atsimo Atsinanana.





V. Présentation de l'étude

Pour rappel, la présente étude se distingue par la combinaison singulière des trois volets suivants :

- ▷ l'orientation délibérée des réflexions sur les causes de l'insécurité alimentaire autour des problématiques relatives au foncier
- ▷ la mise en œuvre de la méthode consistant à collecter les données auprès des communautés à la base et à les restituer aux citoyens et institutions locales pour les informer des résultats obtenus
- ▷ la réalisation de l'étude par des OSC qui assureront par la suite l'exécution des actions de remédiation préconisées à l'issue de l'étude.

La Directrice, coordinatrice du projet, gère les ressources humaines et prend en charge les questions logistiques. Elle est entourée de chargés de missions qui participent aux réunions et se déplacent sur le terrain lorsque c'est nécessaire. Six enquêteurs sur les douze déployés pour les Focus Group et l'enquête ménages sont issus de Code Menabe.

PFROSCM, ONG malgache située à Farafangana, à Madagascar, possède l'expertise et les connaissances sur la région étudiée.

Le Président, coordinateur adjoint du projet, encadre l'équipe locale, composée essentiellement de deux « personnes ressources » et de six enquêteurs sur les douze déployés pour les Focus Group et l'enquête ménages, supervisés par les deux personnes ressources.

V.1. Parties prenantes et ressources

1.a. Intervenants

L'étude a été menée conjointement par trois structures :

Le Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY, association loi 1901 basée en France, est le commanditaire de l'étude.

La Présidente est le Chef de projet : elle s'assure du bon déroulement de l'étude, contrôle que les actions sont réalisées correctement et cadre l'ensemble des risques. Elle est également en charge du suivi du budget.

Elle agit avec le soutien et la participation ponctuelle des autres membres du Bureau et du Comité d'Ethique et est entourée d'une statisticienne et d'une Data Manager, recrutées dans le cadre du projet.

CODE MENABE, ONG basée à Morondava, à Madagascar, est responsable de la réalisation du plan d'actions.

1.b. Organisation générale

Une fois l'équipe constituée, un séminaire de démarrage regroupant l'ensemble des participants a été organisé en visio-conférence sur une durée de deux jours.

Il avait pour objectifs principaux de clarifier l'(les) objectif(s) de l'étude, de faire en sorte que l'ensemble de l'équipe s'approprie les enjeux et les problématiques, de partager la bibliographie à exploiter dans le cadre du projet. Les différents échanges ont également permis à chacun de prendre conscience des potentiels risques auxquels il fallait faire face.

Ces séminaire de démarrage a entraîné la re-précision du plan d'actions, la redéfinition du planning et la revue du budget.

Tout au long du projet, la principale instance d'échanges a été une réunion hebdomadaire en visio-conférence regroupant l'ensemble des participants. Cette fréquence a été contraignante mais absolument nécessaire en raison de la complexité :

▷ du dispositif :

- 3 équipes, géographiquement éloignées les unes des autres (Paris - France, Antananarivo, Morondava et Farafangana – Madagascar)
- dont les membres sont géographiquement éloignés (Collectif TANY : les membres et la statisticienne sont en France, la Data Manager est à Madagascar, Code Menabe : membres basés à Morondava essentiellement, mais avec des déplacements parfois nécessaires à Farafangana)

▷ et des problématiques à traiter :

- le foncier
- l'insécurité alimentaire.

Grâce à ces entrevues régulières, toute l'équipe a toujours été au même niveau d'information sur :

- ▷ l'avancement du plan d'actions
- ▷ les problèmes rencontrés
- ▷ les procédures de résolution de problèmes en cours
- ▷ les prochaines étapes

V.2. Quatre phases

On peut considérer que l'étude s'est déroulée en quatre phases : le cadrage, la phase préparatoire, la collecte de données puis leur analyse, qui permet d'aboutir aux conclusions et de formuler des recommandations et des pistes d'actions.

2.a. Cadrage du projet

Au départ, les réflexions sur cette étude concernant l'insécurité alimentaire et la question foncière cherchaient à cibler trois régions, différentes de celles de l'Extrême-Sud de l'île que plusieurs institutions prenaient déjà en charge : Atsimo Atsinanana, Vakinankaratra et Menabe, à l'époque où les migrants dans les aires protégées de cette région n'avaient pas encore fait l'objet d'actions spécifiques. Des concertations ont commencé entre le Collectif TANY et trois responsables régionaux de la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile – PFNOSCOM VOIFIRAISANA. Face aux enjeux majeurs du projet, et au vu des moyens nécessaires et de la disponibilité des équipes, les concepteurs ont jugé qu'il était préférable d'acquiescer d'abord une première expérience au

cours d'une étude préliminaire d'une durée de 12 mois, afin de tester les hypothèses et de prendre la mesure des moyens à mettre en œuvre. La décision fut alors prise de commencer par la région Atsimo Atsinanana, connue comme étant la plus gravement atteinte par l'insécurité alimentaire vers la fin de l'année 2022, suite aux cyclones successifs qui y ont sévi. Le partenaire local dans la Région est la Plateforme Régionale des Organisations de la Société Civile de la région Atsimo Atsinanana. La mise en œuvre au niveau national est assurée par l'ONG CODE Menabe, membre de la Plateforme Régionale des Organisations de la Société Civile de la région Menabe, qui avait également participé aux premières discussions d'élaboration du projet et disposait d'expériences sur des thèmes similaires et d'une équipe d'enquêteurs expérimentés.

L'ensemble de l'équipe de travail a volontairement choisi comme ligne directrice la collecte de données auprès des producteurs et consommateurs eux-mêmes, pour partir de leur vécu et de leurs réalités dans la recherche de solutions, malgré les inconvénients que ce genre de méthode, on le sait, peut présenter.

À l'issue de cette phase, ont été définis :

- la zone d'étude
- le dispositif humain à mettre en œuvre pour sa réalisation
- un macro-planning prévisionnel

2.b. Phase préparatoire

Une fois toutes les ressources recrutées, une longue série d'ateliers, comprenant le séminaire de démarrage cité ci-dessus, a été nécessaire avant d'atterrir sur le questionnaire ménages prévu dès le départ. En effet, le Collectif TANY et son partenaire chargé de la mise en œuvre, l'ONG CODE Menabe, ont ressenti la nécessité de consacrer du temps ensemble afin :

- ▷ d'approfondir la connaissance des spécificités de la région Atsimo Atsinanana, notamment dans le domaine du foncier,
- ▷ de permettre à l'équipe de maîtriser les tenants et les aboutissants de la question de l'insécurité alimentaire.

La décision d'utiliser des éléments issus des entretiens focus-groupe pour l'obtention d'informations préalables à l'élaboration du questionnaire a été prise au cours de cette phase.

La finalisation de la phase préparatoire a été marquée par :

- ▷ un nouveau calendrier de réalisation des activités de l'étude (sans changement de la date de fin)
- ▷ la définition d'un plan d'actions détaillé
- ▷ la validation de l'échantillon de ménages à interroger
- ▷ l'identification d'ouvrages, études et documents complémentaires nécessaires

2.c. Collecte de données

La collecte de données s'est organisée en deux étapes : dans un premier temps, des entretiens focus-groupe ont été réalisés dans les communes cibles, puis un questionnaire ménages a été mis en œuvre dans les fokontany sélectionnés dans chacune des communes.

2.d. Analyses, restitutions et conclusions

La dernière phase a consisté à exploiter, analyser, synthétiser l'ensemble des données et informations disponibles, à en restituer la substance dans le présent rapport et à conclure sur des propositions de pistes d'actions et un argumentaire pour les appuyer.

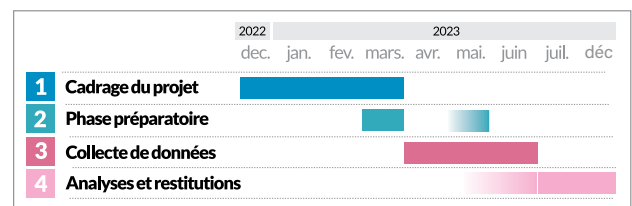
Il est à noter que plusieurs réunions de restitution ont été organisées :

- ▷ la première série a été organisée au niveau de chacune des dix communes immédiatement après la phase de collecte de données auprès des acteurs des fokontany, autorités locales administratives et traditionnelles pour obtenir un premier niveau de validation des données collectées,
- ▷ la seconde restitution, intercommunale, s'est tenue au niveau régional, à Farafangana,

réunissant des responsables et des organisations de la société civile venant des fokontany, des communes et de la région, pour partager les premières analyses et obtenir un second niveau de validation des premiers constats et observations, et recueillir des retours et des avis.

- ▷ la troisième au niveau national, à Antananarivo où une version provisoire du présent rapport a été diffusée aux personnes invitées présentes, : un représentant du Ministère en charge du Foncier, plusieurs responsables de projets de développement, d'organisations de la société civile, chercheurs, un partenaire technique et financier, quelques représentants des habitants de la région Atsimo Atsinanana (Directeur régional de l'Aménagement du Territoire, adjoints au Maire, autorités traditionnelles, responsables d'organisations de femmes) ;
- ▷ la quatrième et dernière restitution au niveau régional, de nouveau à Farafangana, a consisté à présenter un résumé des résultats de l'étude ainsi que les actions envisagées dans le cadre du futur « Plaidoyer pour l'accès à la terre et renforcement de la sécurité alimentaire et foncière ». Les autorités administratives de la région et des collectivités décentralisées, les représentants des services techniques régionaux, des autorités traditionnelles et des organisations de la société civile, venus nombreux, ont validé les propositions et exprimé des opinions et suggestions complémentaires.

CALENDRIER DES QUATRE PHASES



V.3. Processus de collecte de données

3.a. Périmètre / sélection de l'échantillon de ménages à interroger

La focalisation sur les communes rurales a été décidée dès les premiers échanges lors de la phase de cadrage lorsque l'équipe de conception avait convenu

d'interroger les groupes directement concernés par la production de denrées alimentaires d'une part, par les consommateurs victimes d'insécurité alimentaire, d'autre part.

Les deux districts choisis pour réaliser l'étude sur les cinq de la région sont ceux de Farafangana et Vangaindrano, car ils concentrent à eux deux 74% de la population de la région et pour des raisons de facilité logistique, l'accès aux autres districts s'avérant



autrement plus compliqué.

Le choix des six premières communes avait été fait pendant la phase de cadrage, dans le souci principal de sélectionner des communes où les membres de l'équipe d'experts résidant dans la région savaient qu'il existait une insécurité alimentaire et où différents fokontany étaient accessibles à la fois en termes de moyens de transport et d'existence de connaissances parmi les responsables et/ou simples citoyens.

Parmi les communes initialement sélectionnées se trouvent celles d'Ankarana Miraihina et Soamanova, dont on savait qu'elles disposaient d'un Schéma d'Aménagement Communal (SAC), ce qui permettrait de disposer des résultats d'un travail participatif sur l'état des lieux du foncier et de l'économie d'une manière générale déjà élaborés, d'un côté, et des divers projets d'aménagement et de développement déjà discutés et convenus avec des représentants des habitants de l'autre. Ces informations allaient aider dans l'analyse et l'interprétation des données recueillies au cours de l'étude.

Cependant, les critères de sélection de ces communes, principalement basés sur des questions pratiques et sur la connaissance de la criticité de la situation des ménages face à l'insécurité alimentaire, exposaient l'étude au risque de grande similarité des profils des ménages interrogés. Sans un nombre suffisant de ménages en sécurité alimentaire, il serait difficile, voire impossible d'identifier des caractéristiques différenciantes.

Comme redouté, les données recueillies au bout de quelques semaines de collecte ont mis en évidence que certaines communes comportaient quasiment 100% de cas de grande insécurité alimentaire. Afin d'optimiser le périmètre de couverture de l'étude et ainsi la représentativité de l'échantillon de ménages, la décision d'**ajouter quatre communes**

supplémentaires a été prise, en prenant en compte des critères :

- ▷ **géographiques** : dans le district de Vangaindrano, ajout de la commune de Ranomena en raison de son étendue importante et de sa position limitrophe avec le district d'Ivongo, non sélectionné dans l'étude, et de la commune de Bekaraoky pour sa situation incluant le littoral alors qu'aucune des premières communes choisies dans ce district n'avait un accès à la mer

NB : dans le district de Farafangana, les deux communes supplémentaires proposées en raison de leur situation dans la partie Ouest du district avaient été refusées par les experts pour des raisons d'insécurité pour les enquêteurs. Les deux communes retenues ont finalement été Manambotra Atsimo et Vohimasy (cf. critères ci-dessous)

- ▷ **démographiques** : Bekaraoky dans le district de Vangaindrano, Manambotra Atsimo et Vohimasy dans le district de Farafangana en raison de leur plus faible densité de population par rapport aux premières communes
- ▷ de **plus grande diversité** de la situation des ménages face à l'insécurité alimentaire, critère commun aux quatre communes supplémentaires

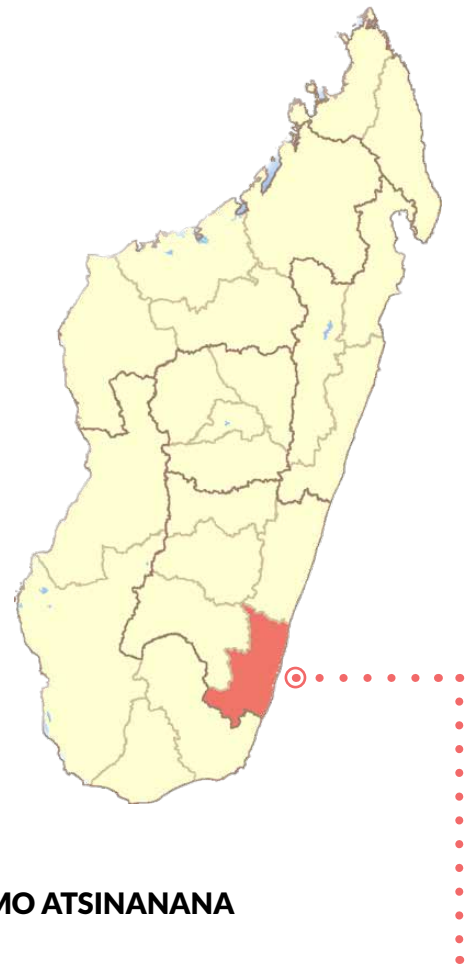
Dans chacune des dix communes, cinq fokontany ont été sélectionnés par les experts pour déployer l'enquête.

Suite à cette décision, ni le nombre total de ménages ni la durée de la collecte de données n'a été modifié, seule la répartition a été recalculée. En effet, l'ONG Code Menabe avait annoncé une capacité à interroger environ 3500 ménages sur le délai consacré au déploiement du questionnaire, soit une moyenne de 350 ménages par commune à l'issue de l'ajout des quatre communes supplémentaires.

Le nombre de ménages à interroger par commune a alors été fixé à 384 ($384,16 =$ nombre d'individus avec un niveau de confiance de 95%, une marge d'erreur à 5%, avec la dispersion la plus défavorable : 50%) ajusté d'un coefficient correcteur lié à la taille de la population de chaque commune. La répartition par fokontany a ensuite été calculée au prorata de leur population. Au final, 3562 ménages ont été interrogés, avec la répartition par commune et par fokontany ci-dessous :

District / Commune / Fokontany	Nb ménages
Farafangana	1771
Ankarana Miraihina	359
Betegny	66
Eroka 1	101
Eroka 2	71
Manara	30
Vohimary	91
Anosy Tsararafa	396
Anosikely	78
Anosy	83
Antavia	64
Loharano	52
Sahafoza	119
Manambotra Atsimo	297
Bekaraoka	36
Mahavelo	65
Manambotra Atsimo	81
Marompanahy	62
Maroroka	53
Tangainony	398
Andranomangatsiaka	96
Mahatsinjo	45
Marohaka	96
Marozano	90
Vohibitro	71
Vohimasy	321
Ambohitrova	60
Tsararano	64
Vohibano	60
Vohibe	60
Vohimasy Centre	77
Vangaindrano	1791
Ampasimalemy	359
Ambalahoraky	74
Ampasimalemy	158
Fenoarivo	33
Mahandroa	44
Vapaky	50
Bekaraoky	296
Ambonirano	66
Analatsaka	54
Bekaraoky	100
Sahava	25
Sosoba	51

Ranomena	366
Ambalateny	66
Lalangy	47
Lalangy II	28
Manombo Beroroa	86
Ranomena	139
Soamanova	385
Eteny	74
Madioandro	51
Mahela	129
Mavogisy	54
Sanasemba	77
Vohimalaza	385
Bezavo	96
Rosoa	53
Sarilasy	89
Tambia	53
Vohimalaza	94
Total général	3562



DISTRICTS DE LA REGION ATSIMO ATSIINANANA

Les dix communes de l'étude



La sélection des ménages par fokontany a été réalisée de manière aléatoire, après la validation des méthodes habituellement mises en œuvre par les enquêteurs.

3.b. Méthode et outils

Les échanges au sein du Collectif TANY sur le sujet de recherche en amont de l'étude ont souvent interrogé sur l'utilité de la réalisation d'un diagnostic socio-foncier préalable. Les organisations partenaires ont décidé de ne pas s'engager dans cette voie, car l'objectif et les priorités fixés étaient de collecter des données dans une optique de mener des analyses statistiques. Nous avons cependant pu exploiter les informations issues du diagnostic socio-foncier réalisé par l'ONG FIANTSO que nous remercions vivement de nous y avoir autorisés.

Entretiens Focus Group

Les entretiens focus groupe ont été organisés au niveau de toutes les communes du périmètre de l'étude et ont été encadrés par les superviseurs. Pour chacune d'entre elles, les groupes suivants ont été constitués :

- les autorités administratives locales
- les autorités traditionnelles
- les femmes chefs de ménage / associations de femmes
- les ménages vulnérables (« sahirana », « marefo »)
- les notables / opérateurs économiques
- les jeunes

Les enquêteurs étaient munis d'un guide d'entretien élaboré par l'équipe projet. Le contenu des échanges a été transcrit par prises de notes et par enregistrement audio. Les informations recueillies lors de ces entretiens ont été exploitées, dans un premier temps, pour enrichir et affiner le questionnaire. Par la suite, elles se sont avérées d'une grande utilité pour comprendre certaines réponses au questionnaire.

Questionnaire

Le questionnaire est la pièce maîtresse de la collecte de données. Sa conception lors de la phase préparatoire a fait l'objet de nombreux débats. D'une part, le Collectif TANY souhaitait pouvoir mettre en exergue la situation de catégories de personnes potentiellement plus vulnérables que les autres, comme les mères chefs de ménage ou les

jeunes qui n'ont pas de terres et qui souhaiteraient cultiver, objectif qui militait en faveur de l'élaboration d'un questionnaire individuel. D'autre part, il était nécessaire de recueillir des informations concernant les caractéristiques des ménages : revenus, nombre de personnes dans le ménage, surface de terres cultivables possédées par le ménage, etc... La crainte était que le chef de ménage pourrait être le seul à détenir certaines informations.

La décision a alors été prise de réaliser une enquête ménages, mais avec la contrainte forte d'interroger le chef de ménage uniquement. En procédant ainsi, il était possible de recueillir à la fois des informations sur l'ensemble du ménage et des données sur le chef de ménage.

Contrairement aux us et aux recommandations habituelles, le questionnaire est long, en raison de la diversité des thèmes qu'il aborde et du degré de finesse des questions posées au sein de certains d'entre eux.

Les cinq grandes thématiques abordées sont :

- Les caractéristiques démographiques et sociales
- Le foncier
- Les caractéristiques économiques
- L'agriculture et l'élevage
- L'insécurité alimentaire

A l'issue de la formation des enquêteurs au questionnaire, celui-ci a été testé à Sahafoza dans la commune d'Anosy Tsararafa près de la ville de Farafangana. Suite à la prise en compte des différents retours, le questionnaire a été validé et implémenté dans un outil dédié à la collecte de données d'enquêtes. Les enquêteurs ont ainsi disposé d'une application, à laquelle ils ont été formés, leur permettant de saisir les réponses directement à partir de leurs smartphones.

Les enquêteurs ont rejoint les fokontany qui leur ont été affectés par binôme. Chaque binôme était constitué d'un enquêteur expérimenté originaire de Morondava et d'un enquêteur moins expérimenté originaire de la commune ou de la région. Le projet de constituer des binômes composés systématiquement d'un jeune homme et d'une jeune femme afin de mettre à l'aise le chef de ménage interrogé quel que soit son genre, n'a pas pu être complètement concrétisé.



Remarques sur les conditions de travail des enquêteurs :

Les enquêteurs ont en général été bien accueillis. Comme ils expliquaient en début d'entretien que l'objectif de l'étude était de collecter des données dans l'objectif de trouver et de proposer des solutions par rapport au foncier et à l'insécurité alimentaire, les chefs de ménage ont pris le temps de les recevoir et de répondre à leurs questions. Les seuls moments problématiques ont concerné les journées de distribution de repas, où les enquêteurs ont parfois dû attendre que les habitants soient disponibles.

Malgré les efforts pour sélectionner des fokontany accessibles par voiture ou par moto, parfois des binômes ont du marcher sur plusieurs kilomètres avant de parvenir à leur localité d'affectation.

Dans le cadre de cette étude, les informations ont été recueillies sur la base des déclarations des ménages interrogés, avec un « contrôle visuel » par les enquêteurs lorsque cela a été possible (par exemple, les données de surfaces lorsque les parcelles se trouvaient près des habitations). Les données ainsi collectées ont été soumises aux acteurs locaux à différents niveaux afin de s'assurer de la cohérence globale des informations collectées.

Gestion des données

Les données saisies ont été déversées quotidiennement dans une base de données stockée sur un serveur afin de :

- ▷ Libérer les smartphones des enquêteurs tous les jours
- ▷ Se donner la possibilité d'être constamment à jour dans le contrôle des données collectées
- ▷ Suivre l'évolution quotidienne du nombre de ménages interrogés et s'assurer que le planning est tenu
- ▷ Pouvoir analyser les données au fur et à mesure qu'elles sont saisies, dans le but de s'assurer de la pertinence de la poursuite de l'étude

Pendant le déploiement de l'enquête, le Data Manager a coordonné la réalisation des contrôles unitaires de qualité et de complétude, ainsi que les contrôles de cohérence globaux. Une procédure de correction des données a été mise en place, elle a été mise en œuvre à quelques reprises au cours du projet, notamment pour uniformiser les unités de surface au sein de la base de données globale, car le constat a été dressé que les unités de référence pour mesurer les surfaces de terrains pouvaient être différentes d'un fokontany à l'autre.

La base ainsi constituée a été sauvegardée quotidiennement, les analyses ont ensuite été réalisées à partir d'une extraction complète de la base de données finale corrigée.

La collecte de données s'est terminée lorsque le Data Manager a annoncé la clôture de la base de données et l'a livrée au statisticien, après avoir réalisé les contrôles de cohérence, complétude et exhaustivité et apporté les corrections nécessaires le cas échéant.

Analyse des résultats

Les données collectées ont été analysées très régulièrement afin d'identifier les tendances qui se dessinent. Lorsque des constats ont interpellé,



ENQUÊTEURS AVANT LA SIMULATION DU QUESTIONNAIRE



REUNIONS DE RESTITUTION COMMUNALE



des recherches spécifiques ont été entreprises afin d'obtenir des informations complémentaires : appels téléphoniques, envoi de chargés de mission dans les fokontany, etc...

3.c. Limites de la démarche

- Le Collectif TANY a souhaité que le recueil d'informations soit directement réalisé auprès des populations concernées, à savoir les paysans des communes rurales afin qu'elles soient retranscrites le plus fidèlement possible à leurs propos, aussi bien sur leur situation que sur les solutions qu'elles pourraient préconiser. Il en résulte que les données collectées via le questionnaire sont uniquement basées sur les déclarations du chef de ménage. Elles ne peuvent être objectivées que par le recoupement éventuel avec des informations recueillies au cours des entretiens Focus Group. La validation par les représentants des communautés, des organisations et services techniques administratifs lors des réunions de restitution a donc été capitale.
- La lecture et l'analyse des résultats doivent prendre en compte le fait que l'enquête a été réalisée pendant la période de soudure. En raison des contraintes du planning global de l'étude, les réponses à date sont donc potentiellement influencées par la situation au moment de l'enquête.
- Il est nécessaire de rappeler que les méthodes de sélection d'échantillon contiennent toujours

une part de jugement, basée sur des expertises, orientée par la volonté d'atteindre des objectifs précis, et sont contraintes par des problèmes de temps et des considérations budgétaires. Le caractère aléatoire de la sélection des ménages interrogés est potentiellement biaisé, dans le cadre de cette étude, par le choix des districts et des communes, ainsi que par les contraintes de déplacement au sein même des fokontany.

- Dès la conception de l'étude, les OSC qui allaient réaliser l'étude ont été conscientes du fort niveau d'expertise requis dans les deux domaines de l'insécurité alimentaire et du foncier dont elles ne disposaient pas sur tous les aspects, mais elles ont néanmoins décidé de la mener en s'appuyant sur des partenaires en capacité d'apporter une valeur ajoutée à l'étude.
- Certains aspects auraient très probablement mérité d'être davantage approfondis et développés mais le délai consacré à l'ensemble de l'étude n'a pas permis de terminer chacune des étapes de façon satisfaisante avant d'entamer une autre.

V.4. Résultats attendus

L'objectif que se sont fixés les concepteurs est que d'ici un an, les données et informations fiables sur les causes de l'insécurité alimentaire liées au foncier dans dix communes de la région Atsimo Atsinanana soient disponibles, traitées et validées.



VI. Premières analyses

VI.1. Généralisation de l'insécurité alimentaire

1.a. Réponse à la question « Etes-vous en sécurité alimentaire actuellement ? »

(en nombre de ménages, puis en pourcentage)

District / Commune	Oui		Non		Total	
Farafangana	47	3%	1724	97%	1771	100%
Ankarana Miraihina	5	1%	354	99%	359	100%
Anosy Tsararafa	6	2%	390	98%	396	100%
Manambotra Atsimo	2	1%	295	99%	297	100%
Tangainony	16	4%	382	96%	398	100%
Vohimasy	18	6%	303	94%	321	100%
Vangaindrano	96	5%	1695	95%	1791	100%
Ampasimalemy	8	2%	351	98%	359	100%
Bekaraoky	44	15%	252	85%	296	100%
Ranomena	11	3%	355	97%	366	100%
Soamanova	32	8%	353	92%	385	100%
Vohimalaza	1	0%	384	100%	385	100%
Total	143	4%	3419	96%	3562	100%

Seuls 4% des ménages ont déclaré ne pas être en insécurité alimentaire, majoritairement dans les communes du district de Vangaindrano (5% contre 3% dans le district de Farafangana). Même si, comme annoncé plus haut, il faut parfois nuancer la lecture des chiffres par le fait que les ménages ont été interrogés en pleine période de soudure, et qu'il s'agit de réponses déclaratives non objectivées par des mesures de quantité de nourriture consommées, ce résultat est préoccupant.

1.b. Indicateurs sur la situation récente

Afin de mesurer la gravité de la situation des ménages se déclarant en insécurité alimentaire, les trois questions suivantes leur ont été posées :

Q1 : Au cours des 30 derniers jours, est-il arrivé qu'il n'y ait eu aucun aliment à manger à la maison, de quelque nature que ce soit, à cause du manque de ressources ?

Q2 : Si oui, combien de fois ?

Q3 : Si oui, à chaque fois, combien de jours en moyenne cette situation a-t-elle duré ?



CAFÉ

Questions / réponses	pourcentage
Q1 : Non	51%
Q1 : Oui	49%
Q2 : Une ou deux fois	13%
Q3 : Une journée	12%
Q3 : Deux à 5 jours	1%
Q3 : Plus de 5 jours	0%
Q2 : Trois à 10 fois	35%
Q3 : Une journée	9%
Q3 : Deux à 5 jours	25%
Q3 : Plus de 5 jours	0,2%
Q2 : Plus de 10 fois	1%
Q3 : Une journée	0,3%
Q3 : Deux à 5 jours	0,3%
Q3 : Plus de 5 jours	0,3%
Total	100%

.....

La moitié des ménages (49%) a déjà connu au moins une fois la situation d'absence totale de nourriture à la maison. Pour la grande majorité d'entre eux (35% sur 49%), c'est arrivé de 3 à 10 fois dans les 30 derniers jours.

.....

1.c. Manifestations de l'insécurité alimentaire / stratégies adoptées

PART DES MÉNAGES ADOPTANT CHACUNE DES STRATÉGIES ALIMENTAIRES CI-DESSOUS

Communes	Nb ménages	Achat de denrées moins chères	Baisse de la quantité de nourriture	Limitation des rations	Baisse de la ration des adultes au profit des enfants	Emprunt d'argent	Consommation de plantes usuellement non comestibles	Demande d'aide auprès de la famille	Emprunter de la nourriture	Mendier	Autre
Farafangana	1724	87%	86%	76%	71%	74%	61%	47%	38%	21%	3%
Ankarana Miraihina	354	88%	59%	44%	77%	71%	75%	43%	64%	43%	3%
Anosy Tsararafa	390	93%	98%	74%	41%	84%	52%	58%	26%	9%	0%
Manambotra Atsimo	295	92%	78%	68%	94%	71%	86%	71%	83%	39%	8%
Tangainony	382	67%	95%	94%	92%	73%	47%	35%	10%	2%	1%
Vohimasy	303	99%	99%	99%	54%	72%	51%	29%	17%	16%	3%
Vangaindrano	1695	46%	55%	38%	48%	35%	62%	15%	6%	2%	17%
Ampasimalemy	351	9%	47%	13%	18%	52%	14%	34%	16%	2%	39%
Bekaraoky	252	55%	59%	46%	74%	41%	93%	22%	6%	2%	1%
Ranomena	355	35%	34%	37%	46%	14%	40%	3%	1%	3%	38%
Soamanova	353	65%	88%	55%	59%	52%	79%	17%	8%	1%	3%
Vohimalaza	384	68%	48%	42%	49%	18%	92%	4%	0%	3%	0%
Total	3419	67%	71%	57%	59%	55%	62%	31%	22%	11%	10%

Au vu du nombre de stratégies adoptées par les ménages, la situation dans le district de Farafangana est globalement plus critique que dans le district de Vangaindrano.

L'emprunt d'argent est adopté par 74% d'entre eux dans le district de Farafangana (84% dans la commune d'Anosy Tsarafara) contre 35% dans le district de Vangaindrano où les pourcentages par commune sont plus dispersés : de 14% à Ranomena à 52% à Ampasimalemy et Soamanova. Les informations recueillies de plusieurs sources corroborent le fait

que les prêteurs comprennent des usuriers mais aussi toutes les personnes de l'entourage et du voisinage qui disposent de moyens. Les terrains sont utilisés comme hypothèques et restent à l'usage des créanciers jusqu'au remboursement total de la dette, donc les emprunteurs ne jouissent pas des récoltes obtenues sur les terrains hypothéqués. Si la dette n'est pas du tout remboursée dans les délais convenus, le terrain devient propriété du créancier.

Avec 38% des ménages en moyenne, l'emprunt de nourriture semble être une pratique répandue dans le district de Farafangana, notamment à Manambotra Atsimo (83%) et Ankarana Miraihina (64%).

FOCUS SUR LES PLANTES CONSOMMÉES

Communes	Nb ménages	Akondro / ampaly manta	Voapotsy	Via	Hoditra	Ringirity	Veoveo	Tsipiopioky	Vahalefiky
Farafangana	1 055	62%	0%	88%	2%	57%	36%	2%	12%
Ankarana Miraihina	266	98%	1%	96%	1%	97%	81%	0%	0%
Anosy Tsarafara	201	15%	0%	99%	0%	7%	0%	0%	0%
Manambotra Atsimo	255	95%	1%	96%	1%	73%	49%	2%	0%
Tangainony	178	9%	0%	75%	1%	45%	3%	10%	71%
Vohimasy	155	68%	0%	66%	11%	41%	24%	0%	0%
Vangaindrano	1 058	100%	14%	42%	1%	21%	13%	1%	1%
Ampasimalemy	48	98%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Bekaraoky	235	100%	0%	15%	2%	9%	2%	0%	0%
Ranomena	143	99%	27%	40%	1%	35%	35%	8%	4%
Soamanova	280	100%	0%	12%	0%	20%	1%	0%	0%
Vohimalaza	352	99%	31%	91%	1%	27%	24%	0%	0%
Total	2 113	81%	7%	65%	1%	39%	25%	2%	6%

■ Sources de féculents qui ne présentent pas de danger pour la santé ■ Plantes toxiques
 ■ Pas d'apport nutritionnel ■ Plantes très toxiques, potentiellement mortelles

Les bananes vertes (« akondro manta »), les fruits du jacquier verts (« ampaly manta ») ainsi que les graines de palmier (« voapotsy ») n'ont pas bon goût mais ne présentent aucun danger pour la santé. Depuis quelque temps, ces denrées font partie des sources de féculents pour les habitants de la région et sont largement consommés par la population.

Les « ringirity », « via » et « hoditra » (cuir) n'apportent aucun nutriment pour le corps, mais sont consommés uniquement pour remplir les estomacs. Les ménages des communes du district de Farafangana, ainsi que Vohimalaza, sont les plus concernées.

En revanche, les « veoveo » et « tsipiopioky » sont des plantes toxiques, le fait de les consommer est un signe de grande détresse. C'est dans les communes d'Ankarana Miraihina et Manambotra Atsimo qu'elles sont le plus présentes dans l'alimentation des ménages.

Quant au « vahalefiky », il est connu comme étant très toxique voire mortel s'il n'est pas préparé de façon adéquate. Des ménages le consomment lorsqu'ils n'ont vraiment plus d'autre alternative. A Tangainony, il est beaucoup consommé.



VI.2. Foncier et agriculture

RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LA POSSESSION DE TERRES ET LA PRATIQUE DE L'AGRICULTURE

District / Commune	Rappel de la répartition de l'échantillon		Possède des terres			Ne possède pas de terres			Total
	Nb ménages	%	Ne cultive pas	Cultive	Sous-total	Ne cultive pas	Cultive	Sous-total	
Farafangana	1771	50%	1%	99%	46%	54%	46%	54%	100%
Ankarana Miraihina	359	10%	5%	95%	27%	84%	16%	73%	100%
Anosy Tsararafa	396	11%	1%	99%	54%	47%	53%	46%	100%
Manambotra Atsimo	297	8%	1%	99%	31%	69%	31%	69%	100%
Tangainony	398	11%	1%	99%	46%	16%	84%	54%	100%
Vohimasy	321	9%	0%	100%	70%	39%	61%	30%	100%
Vangaindrano	1791	50%	1%	99%	65%	54%	46%	35%	100%
Ampasimalemy	359	10%	3%	97%	42%	45%	55%	58%	100%
Bekaraoky	296	8%	0%	100%	84%	36%	64%	16%	100%
Ranomena	366	10%	1%	99%	39%	95%	5%	61%	100%
Soamanova	385	11%	0%	100%	64%	10%	90%	36%	100%
Vohimalaza	385	11%	1%	99%	99%	0%	100%	1%	100%
Total	3562	100%	1%	99%	56%	54%	46%	44%	100%

Les « terrains possédés » incluent à la fois les terres ancestrales héritées des parents et ancêtres selon le droit coutumier, les parcelles achetées par le ménage non munies de document légal et les propriétés pour lesquelles certains ménages ont pu acquérir un titre ou un certificat foncier.

Dans le district de Farafangana, 54% des ménages interrogés ne possèdent pas de terres, alors que ce pourcentage s'élève seulement à 35% dans le district de Vangaindrano.

C'est dans la commune d'Ankarana Miraihina que le taux de possession de terres est le plus bas, à 27%. A Vohimalaza presque 100% des ménages possèdent des terres. En examinant les réponses concernant leur origine, on remarque que pour 92% des ménages, elles ont été acquises par héritage. 15% en ont acquis par achat.

La quasi-totalité des ménages qui possèdent des terres cultivent, on peut donc établir un lien direct entre foncier et pratique de l'agriculture.

Les trois communes de Ranomena, Ankarana Miraihina et Manambotra Atsimo se distinguent

par la très forte proportion de ménages qui ne cultivent pas dans la catégorie de ceux qui ne possèdent pas de terres.

A Ranomena, l'existence d'exploitations aurifères est une source de revenus autre que l'agriculture. A Ankarana Miraihina, parmi les ménages qui ne possèdent pas de terres (73%), 84% d'entre eux ne pratiquent pas l'agriculture. On constate, par exemple, que dans les fokontany de Betegny et Manara, aucun ménage ne cultive. Selon leur réponses à notre questionnaire (cf. volet « caractéristiques économiques »), les quelques ménages qui ont une autre activité génératrice de revenus se tournent vers les travaux journaliers ou saisonniers, ainsi que le commerce intermédiaire. Cette observation peut être surprenante, car le SAC d'Ankarana Miraihina mentionne l'existence de ressources halieutiques et forestières dans la commune.

Comme à Ankarana Miraihina, beaucoup de ménages n'ont pas d'activité génératrice de revenus dans la commune de Manambotra Atsimo. Cependant, quelques-uns d'entre eux fabriquent des produits manufacturés.

District / commune	Global	Ménages qui possèdent des terres	Ménages qui ne possèdent pas de terres
Sexe du chef de ménage	%	%	%
Farafangana			
Ankarana Miraihina			
Femme	59%	44%	64%
Homme	41%	56%	36%
Anosy Tsararafa			
Femme	45%	26%	66%
Homme	55%	74%	34%
Manambotra Atsimo			
Femme	32%	18%	38%
Homme	68%	82%	62%
Tangainony			
Femme	45%	25%	62%
Homme	55%	75%	38%
Vohimasy			
Femme	34%	22%	61%
Homme	66%	78%	39%
Total Femmes Farafangana	43%	26%	58%
Total Hommes Farafangana	57%	74%	42%
Vangaindrano			
Ampasimalemy			
Femme	84%	75%	91%
Homme	16%	25%	9%
Bekaraoky			
Femme	64%	61%	81%
Homme	36%	39%	19%
Ranomena			
Femme	68%	36%	88%
Homme	32%	64%	12%
Soamanova			
Femme	81%	74%	94%
Homme	19%	26%	6%
Vohimalaza			
Femme	32%	32%	100%
Homme	68%	68%	0%
Total Femmes Vangaindrano	66%	53%	90%
Total Hommes Vangaindrano	34%	47%	10%
Total Femmes	55%	42%	71%
Total hommes	45%	58%	29%

VI.3. Sexe du chef de ménage et possession de terres

- ◀ Répartition des ménages selon le sexe du chef de ménage, par district et par commune, sur l'ensemble de l'échantillon et dans les sous-échantillons des ménages qui possèdent des terres et ceux qui n'en possèdent pas

55% des ménages de l'échantillon sont dirigés par une femme. C'est dans le district de Vangaindrano qu'on compte des femmes chef de ménage en grande majorité (66%). Dans le district de Farafangana, la proportion de femmes chef de ménage est de 43%. Au sein de chacune des communes, on constate de fortes disparités sur cette répartition : 84% de femmes chefs de ménage à Ampasimalemy et 32% à Vohimalaza dans le district de Vangaindrano par exemple.

Ce nombre important de ménages dirigé par des femmes dans la région est lié :

- ▷ au nombre important de filles-mères
- ▷ à la polygamie informelle
- ▷ au nombre important de divorces. En effet, la tradition des mariages arrangés / forcés existe encore. Ils se soldent très souvent par des séparations
- ▷ à la migration assez fréquente des hommes (cf. paragraphe IV)

Ce tableau montre également que la proportion de femmes chefs de ménages est beaucoup plus faible dans la sous-population de ménages qui possèdent des terres (26% dans le district de Farafangana), et plus forte dans la sous-population de ménages qui ne possèdent pas de terres (90% dans le district de Vangaindrano)

Ce qui illustre l'injustice subie par les femmes évoquée dans le paragraphe II.4. Dans la commune de Tangainony par exemple, 45% des ménages sont dirigés par des femmes, alors qu'elles ne représentent que 25% de la sous-population constituée des ménages qui possèdent des terres. Toutes les communes sont concernées, aucune ne fait exception.

Ainsi très peu de femmes possèdent des terres mais il est toutefois à noter que les terres possédées par les femmes ont été acquises, pour 91% d'entre elles, par héritage. Très peu en ont donc acheté.

VI.4. Statut administratif des parcelles

Répartition des ménages selon le statut administratif de leur(s) terrain(s)

Commune	Nb ménages	Titre foncier (document légal)	Certificat foncier (document légal)	Autres papiers (acte de vente, reçu impôt foncier, etc...)	Pas de document, sans conflit	Pas de document, avec conflit
Farafangana	810	19%	1%	3%	54%	24%
Ankarana Miraihina	98	19%	3%	15%	26%	37%
Anosy Tsararafa	212	16%	1%	1%	82%	0,5%
Manambotra Atsimo	91	32%	1%	0,1%	5%	62%
Tangainony	185	17%	2%	2%	29%	50%
Vohimasy	224	17%	0,4%	0%	80%	3%
Vangaindrano	1 169	26%	0,2%	23%	42%	9%
Ampasimalemy	149	2%	0%	17%	76%	5%
Bekaraoky	249	14%	1%	32%	53%	1%
Ranomena	143	32%	0%	16%	35%	18%
Soamanova	246	16%	0,2%	28%	55%	0,3%
Vohimalaza	382	48%	0,1%	20%	16%	17%
Total	1 979	23%	1%	15%	47%	15%

Selon l'enquête-ménages réalisée, environ un quart des ménages possède un document légal de propriété. Ce résultat n'est pas cohérent avec les chiffres sur l'ensemble de Madagascar qui sont beaucoup plus bas. Par ailleurs, les experts en foncier ainsi que les personnes ressources ont le sentiment que ces réponses au questionnaire méritent d'être vérifiées et approfondies, en particulier le nom du propriétaire au nom duquel ledit titre foncier est enregistré.

L'entretien de l'équipe CODE Menabe avec les responsables des services fonciers de Farafangana au mois de juillet n'a pas permis d'obtenir des données chiffrées.

Comme l'hypothèse de l'appartenance des titres à des colons a été évoquée pendant l'atelier de restitution nationale, les recherches complémentaires effectuées ont confirmé que les terrains coloniaux situés dans les communes impliquées dans l'étude ont été achetés par des opérateurs économiques de nationalité malgache. Le faible nombre de certificats fonciers est lié au petit nombre de guichets fonciers fonctionnels dans les communes impliquées dans l'étude. En outre, on peut se poser la question de la validité de certains d'entre

eux lorsque les ménages concernés habitent une commune sans guichet foncier. Ce chiffre peut être encore surestimé car certains ne seraient pas valides surtout lorsque les ménages concernés habitent une commune qui ne dispose pas de guichet foncier.

Au cours d'un entretien avec l'équipe CODE Menabe, des responsables des guichets fonciers de la région ont déclaré

- qu'il existe treize guichets fonciers (Birafofoton'ny Fanantany - BIF) dont huit opérationnels et cinq non opérationnels (dont un à Tangainony et un à Soamanova) dans les districts de Vangaindrano et Farafangana
- ainsi qu'un Centre de Ressources d'Informations Foncières (CRIF) à Farafangana.
- et que la surface moyenne des parcelles certifiées dans la région est de 2 ares.

Il est à noter que les autorités traditionnelles sont majoritairement responsables de la gestion des terres. En cas de conflit, elles interviennent et arrivent à résoudre la plupart des cas par une entente à l'amiable.

L'un des rôles principaux des titres et certificats fonciers, documents légaux de preuves de propriété, étant de sécuriser les droits des propriétaires en cas de conflit, une question a été posée dans le questionnaire à tous les ménages qui possèdent une parcelle : « rencontrez-vous des conflits fonciers ? ». Sur l'ensemble des 10 communes, 47% des ménages qui ne détiennent pas de document légal ne rencontrent aucun conflit foncier.

15% des ménages (24% dans le district de Farafangana, 9% dans le district de Vangaindrano) ne possédant pas de document légal, déclarent être en conflit sur au moins l'une de leurs parcelles.

Dans son diagnostic socio-foncier, l'ONG FIANTSO dresse la liste ci-dessous des types de conflits existants.

« D'une manière générale, les conflits fonciers existent bel et bien au niveau de chaque commune de chaque district. Entre autres les plus marquants se manifestent et concernent les propriétés privées dont :

• **Conflit lié à la modalité de partage de l'héritage**

- ▷ Partage irrationnel de l'héritage entre garçon et fille, entre aîné et cadet. Des fois les parents n'ont pas l'habitude de partager les terres avant de mourir et cela engendre des problèmes car la coutume privilégie les aînés garçons à avoir l'habileté de gérer les terrains familiaux en cas de décès de leurs parents. Le partage se fait donc la plupart du temps en leur faveur.
- ▷ Les filles ayant été séparées de leurs maris reviennent auprès des leurs et revendiquent leur part de terrains pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Situation qui des fois, génère de conflits surtout si les frères se sont appropriés des terres

• **Conflit lié à la délimitation des terrains voisins**

- ▷ Le non marquage de la délimitation de terrains est notamment source de conflits entre voisins.

• **Conflit lié à la vente/achat de terrains**

- ▷ Le conflit issu des désaccords lors des transactions. Non engagement de l'une des deux parties
- ▷ La vente de parcelles sans consentement des cohéritiers
- ▷ Des fois les actes de vente ne sont pas authentifiés
- ▷ La double vente d'une même parcelle

• **Conflit lié aux modalités de faire-valoir**

- ▷ Les propriétaires terriens qui sont obligés de partir en dehors du territoire confient l'entretien, le gardiennage, la mise en valeur des terrains à des proches. Une fois que ces derniers se sont appropriés des terrains, les conflits éclatent lors du retour des propriétaires

• **Conflit lié à la capacité des jeunes/enfants à prendre des décisions sur la gestion des terrains familiaux**

- ▷ Les jeunes/enfants, n'ont pas la capacité de s'immiscer ou d'intervenir dans la prise de décision dans la gestion des terrains communaux, même s'ils ont de très bonnes intentions. Les décisions reviennent toujours aux chefs de famille.

• **Conflit lié à la faible capacité ou difficulté d'accès à la terre des femmes**

- ▷ L'accès des femmes à la terre est très limité depuis le partage de l'héritage
- ▷ Les femmes n'ont accès à leur part de terrains que si elles sont devenues veuves ou séparées de leurs maris. Elles entrent en conflit avec leurs frères surtout quand ces derniers refusent de leur octroyer leurs parts.

• **Conflit lié à la manière de gérer les réconciliations foncières**

- ▷ Des fois les gens en conflit foncier pointent du doigt les membres du conseil communal à cause de leur manière de trancher lors de la réconciliation foncière, à cause du manque de base de données sur le foncier au niveau de la commune,

• **Conflit lié à l'accaparement illégal de terrains**

- ▷ Des fois les intellectuels, natifs, en revenant au niveau du territoire, profitent de l'ignorance et de l'incapacité des gens pour s'accaparer des terrains

Mais par rapport à la gestion des terrains communautaires « Fatrange », les conflits sont rares car les règles et principes sont stricts, les terrains sont indivis. La gestion est tournante. L'affectation de la valorisation/utilisation de terrains communautaires est concertée. Les conflits fonciers par rapport à la gestion des terrains communautaires s'ils en existent se gèrent au niveau du Tragnobe.

Ni les Chefs de Fokontany, ni les Maires, ni les Conseillers communaux, et même les Notables ne disposent suffisamment d'informations chiffrées par rapport au nombre de conflits par type. On s'est contenté des ordres de grandeurs et des estimations »

VI.5. Types de terrains utilisés par les ménages qui n'en possèdent pas et mode de faire-valoir indirect

Types d'arrangement avec le propriétaire des terres utilisées

District / Commune	Nb ménages	Propriété privée				Propriétaire inconnu	Autres
		Fermage	Métayage	Païement en nature	Usufruit		
Farafangana	439	8%	49%	11%	59%	10%	1%
Ankarana Miraihina	41	7%	37%	5%	63%	2%	5%
Manambotra Atsimo	98	6%	82%	0%	28%	0%	0%
Tangainony	63	32%	48%	10%	43%	0%	2%
Vohimasy	178	3%	30%	21%	81%	24%	0%
Anosy Tsararafa	59	2%	64%	5%	59%	0%	0%
Vangaindrano	285	4%	73%	5%	34%	0%	1%
Ampasimalemy	115	2%	75%	4%	33%	0%	0%
Bekaraoky	30	0%	13%	0%	83%	0%	0%
Ranomena	12	42%	50%	25%	33%	0%	0%
Soamanova	125	2%	88%	3%	22%	0%	0%
Vohimalaza	3	67%	67%	67%	100%	0%	53%
Total général	724	6%	59%	9%	49%	6%	1%

Grâce aux usages des communautés de la région, les ménages qui ne possèdent pas de terres peuvent utiliser des terrains appartenant :

- à des citoyens ordinaires
- au Ampanjaka
- à l'Etat
- à la Commune
- à une communauté (religieuse, etc)

La quasi-totalité des ménages ne possédant pas de terres utilise des terrains privés en mode de faire-valoir indirect.



Quelques précisions :

- ▷ Le fermage consiste à payer un loyer pour l'utilisation du terrain. Seuls 6% des ménages le pratiquent.
- ▷ Dans le métayage, le propriétaire et l'exploitant se partagent la récolte. Dans la région Atsimo Atsinanana, la part du propriétaire est souvent égale à 50% ou aux 1/3. 59% des ménages interrogés sont concernés par le métayage, presque tous à un niveau de partage de 50%.

Répartition des ménages selon le taux de partage des récoltes

District / Commune	Nb ménages	50%	1/3	Autre	Total
Farafangana	216	99%	1%	0%	100%
Ankarana Miraihina	15	100%	0%	0%	100%
Anosy Tsararafa	80	99%	1%	0%	100%
Manambotra Atsimo	30	97%	3%	0%	100%
Tangainony	53	98%	2%	0%	100%
Vohimasy	38	100%	0%	0%	100%
Vangaindrano	208	98%	1%	1%	100%
Ampasimalemy	86	98%	1%	1%	100%
Bekaraoky	4	75%	0%	25%	100%
Ranomena	6	100%	0%	0%	100%
Soamanova	110	100%	0%	0%	100%
Vohimalaza	2	0%	100%	0%	100%
Total	424	98%	1%	0%	100%

- ▷ Le paiement en nature consiste à ne rémunérer le propriétaire ni par un loyer ni par une partie de la récolte mais par des services ou du travail. Cette pratique reste limitée et ne concerne que 9% des ménages.
- ▷ Dans le mode « usufruit », le terrain est mis à disposition gratuitement par le propriétaire. Après le métayage, c'est le mode de faire-valoir indirect le plus répandu (49% des ménages).

VI.6. Utilisation de terres en commun

Le questionnaire a montré que très peu de ménages de l'échantillon possèdent des terrains en commun. Une enquête spécifique a été menée auprès des quelques ménages exploitant une surface de 20 ares ou plus, après la période de collecte de données

Les 18 ménages concernés possèdent une ou plusieurs parcelles communes à deux ou plusieurs frères, suite à un héritage. Seul dans un cas, deux frères exploitent en commun et se partagent la récolte. Dans tous les autres cas, la surface variant de 20 ares à 5 hectares, la fratrie a réparti la parcelle en part égales entre les frères et cultive chacun de manière indépendante. Aucun conflit n'a été signalé dans les réponses aux questions posées sur ce sujet. Ayant été interrogées sur l'avantage tiré de cette situation, les personnes qui exploitent un terrain commun ont surtout parlé de la possibilité de s'entraider en cas de besoin. Seule une personne a évoqué l'abondance de récoltes et la certitude d'assurer l'avenir des enfants. Mais le terrain commun dans ce cas ayant une superficie relativement vaste, 5 hectares, il est difficile d'affirmer que c'est cette méthode de gestion qui est à l'origine de l'abondance des produits récoltés qui sont dans tous les cas quasiment les mêmes : riz, manioc et patate douce.

L'autre situation d'utilisation de terres en commun a été celui d'organisations de femmes rurales regroupées au sein de la fédération d'associations de « femmes 8 mars ». L'interview d'une responsable a permis d'apprendre que les membres cultivent souvent ensemble des terrains prêtés par un particulier, responsable ou membre de l'association ou non. Elles décident ensemble des méthodes de travail, des spéculations à développer et du mode de répartition des récoltes entre les membres, d'un côté, et des denrées à vendre pour alimenter la caisse collective de l'association, de l'autre.



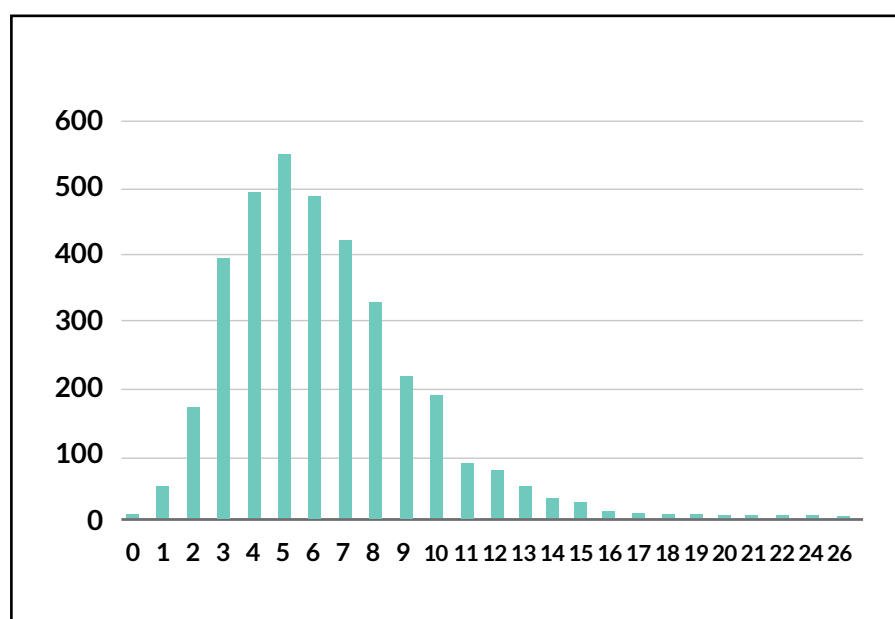
VI.7. Nombre de personnes par ménage

NOMBRE MOYEN DE PERSONNES PAR MÉNAGE SELON LE SEXE DU CHEF DE MÉNAGE

District / Commune	Nb moyen de pers / ménage dirigé par une femme	Nb moyen de pers / ménage dirigé par un homme	Total
Farafangana	5.0	7.0	6.1
Ankarana Miraihina	4.5	5.2	4.8
Anosy Tsararafa	5.6	7.9	6.9
Manambotra Atsimo	4.3	6.4	5.7
Tangainony	5.3	7.6	6.6
Vohimasy	5.3	7.2	6.6
Vangaindrano	6.1	6.9	6.4
Ampasimalemy	6.0	6.0	6.0
Bekaraoky	7.3	7.8	7.5
Ranomena	5.1	7.1	5.8
Soamanova	6.3	7.6	6.6
Vohimalaza	5.6	6.4	6.1
Total	5.7	6.9	6.2

La moyenne de 6,2 personnes par ménage constatée au niveau de l'échantillon est cohérente avec les chiffres du RGPH 3. Il faut cependant noter qu'il existe de fortes disparités selon les communes et des écarts selon le sexe du chef de famille (cf. Anosy Tsararafa, Tangainony et Ranomena).

RÉPARTITION DE L'ÉCHANTILLON SELON LE NOMBRE DE PERSONNES PAR MÉNAGE



C'est sur la taille « 5 personnes » que l'effectif est le plus important. On constate que les ménages comprenant plus de 10 personnes sont assez peu nombreux, il y a un ménage dans chacune des modalités 20, 21, 22, 24 et 26 personnes.

VI.8. Agriculture

8.a. Surface moyenne des exploitations

Surface moyenne des exploitations par commune (en ares)

District / Communes / Fokontany	Nb de ménages	Surface moyenne
Farafangana	799	17
Ankarana Miraihina	93	6
Eroka 1	13	19
Eroka 2	41	2
Vohimary	39	5
Anosy Tsararafa	210	26
Anosikely	50	46
Anosy	46	10
Antavia	38	10
Loharano	39	22
Sahafoza	37	40
Manambotra Atsimo	89	14
Bekaraoka	3	3
Mahavelo	14	5
Manambotra Atsimo	39	10
Marompanahy	17	37
Maroroka	16	7
Tangainony	184	3
Andranomangatsiaka	47	3
Mahatsinjo	22	2
Marohaka	37	3
Marozano	49	2
Vohibitro	29	2
Vohimasy	223	27
Ambohitrova	26	13
Tsararano	49	39
Vohibano	46	19
Vohibe	36	8
Vohimasy Centre	66	38

Vangaindrano	1161	24
Ampasimalemy	145	30
Ambalahoraky	22	1
Ampasimalemy	70	59
Fenoarivo	16	1
Mahandroa	16	5
Vapaky	21	2
Bekaraoky	248	72
Ambonirano	58	200
Analatsaka	47	30
Bekaraoky	78	27
Sahava	21	53
Sosoba	44	37
Ranomena	142	10
Ambalateny	19	6
Lalangy	16	29
Lalangy II	20	6
Manombo Beroroa	30	9
Ranomena	57	9
Soamanova	246	5
Eteny	53	3
Madioandro	30	5
Mahela	82	6
Mavogisy	29	9
Sanasemba	52	5
Vohimalaza	380	7
Bezavo	95	7
Rosoa	53	7
Sarilasy	87	9
Tambia	53	7
Vohimalaza	92	4
Total	1 960	21

Avec des disparités constatées par commune, la surface moyenne des exploitations est de 21 ares par ménage. Elle est par exemple de 3 à 6 ares dans certaines communes avec des parcelles parfois très réduites, et de 200 dans d'autres communes avec l'existence de terrains plus vastes. Avec 6 personnes en moyenne par ménage, une telle surface ne peut produire suffisamment pour couvrir les besoins alimentaires des ménages, même s'ils cultivent d'autres produits en contre-saison. Il faut rappeler que la production ne sert pas exclusivement à leur consommation personnelle, elle doit aussi permettre d'avoir des liquidités pour acheter des produits de première nécessité, couvrir les dépenses de soin et

NB : seuls les ménages pratiquant l'agriculture sont comptés ici. Pour rappel, dans les deux fokontany de Betegny et Manara à Ankarana Miraihina, aucun ménage ne pratique l'agriculture.

d'éducation. Dans cette région, les devoirs sociaux amènent aussi les familles à engager des dépenses importantes. (cf. IV, décès, etc...)

Lors d'un entretien avec l'ONG Code Menabe et l'OSC PFROSCM, la Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage (DRAE) a fourni les informations suivantes : la surface moyenne est de 30 ares par ménage pour les rizières et de 2 à 3 ares pour les terrains sur les tanety. Face à la valeur très basse de cette surface moyenne, rappelons que dans

la Monographie de Manambotra Atsimo publiée par le GIZ en 2021 mentionnée plus haut (3.e page 23), la taille moyenne des exploitations dans la commune de Manambotra Atsimo était de 5 ares pour le riz, 10 ares pour le manioc et entre 2 et 0,5 are pour les autres spéculations.

Ces données de surfaces, pour lesquelles des questions de fiabilité se posent, quelque soit la source, en raison d'absence de mesure réelle des parcelles, sont globalement cohérentes avec celles de l'étude.

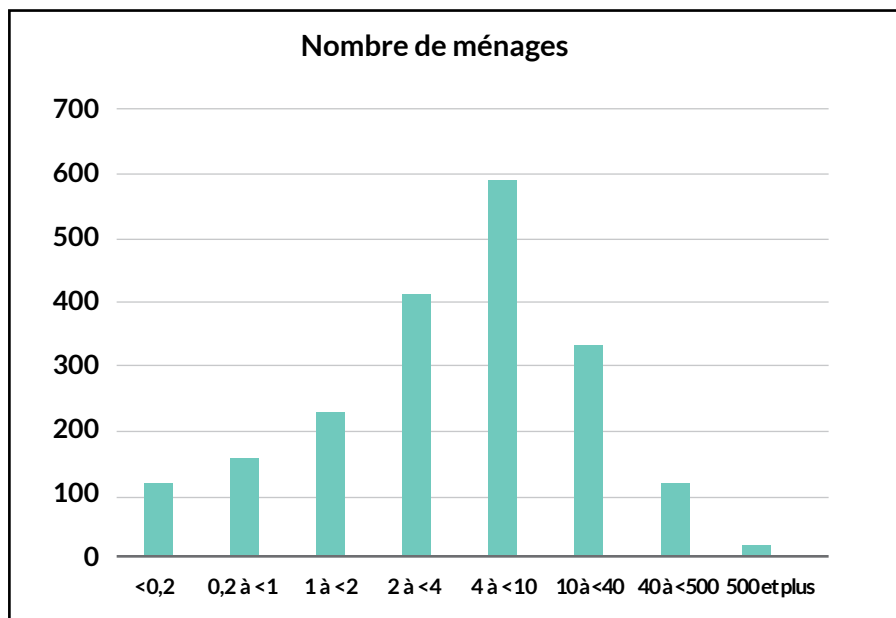
Les échanges avec plusieurs personnes originaires de la région sur les causes de cette valeur vraiment réduite de la moyenne des exploitations cultivées ont mis en évidence les points suivants :

- Généralement les paysans font de la culture strictement vivrière correspondant à ce que leur permettent les forces de leurs bras. Chaque personne ne travaille qu'une petite parcelle.

- La répartition des terrains familiaux entre les héritiers a réduit la surface de terrains disponibles pour chacun au fil des générations, ce sont les rizières qui sont le plus concernées, notamment près de Vangaindrano.

- Par ailleurs, les jeunes ne sont pas motivés pour défricher de nouvelles parcelles car les vastes terres encore disponibles sont peu fertiles comme dans le sud de Manambondro et dans d'autres endroits.

RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LA SURFACE DE LEURS EXPLOITATIONS



La majorité des exploitations ont une surface inférieure à 10 ares.



8.b. Dénrées cultivées par commune

District / Commune	Nb ménages	Riz / Autres céréales	Mais / sorgho	Légumes tubercules	Légumes feuilles / Légumes fruits	Epices et légumes bulbes	Légumes racines	Oléagineux	Agrumes	Fruits	Vanille, girofle	Thé, plantes pour infusions	Café	Plantes aromatiques / médicinales / textiles / ornement	Autres
Farafangana	1239	85%	0%	91%	19%	1%	8%	4%	18%	41%	11%	0%	29%	0%	1%
Ankarana Miraihina	134	68%	1%	94%	20%	7%	0%	0%	3%	20%	7%	0%	54%	0%	4%
Anosy Tsararafa	308	95%	0%	80%	2%	0%	0%	0%	18%	24%	0%	0%	4%	0%	0%
Manambotra Atsimo	153	82%	0%	89%	13%	1%	2%	1%	4%	49%	24%	1%	48%	0%	3%
Tangainony	362	78%	0%	96%	31%	0%	11%	9%	19%	41%	11%	0%	37%	0%	1%
Vohimasy	282	92%	0%	96%	24%	0%	20%	2%	33%	66%	19%	0%	26%	0%	1%
Vangaindrano	1446	92%	1%	88%	17%	9%	6%	9%	20%	60%	49%	1%	57%	0%	1%
Ampasimalemy	260	70%	4%	92%	56%	0%	7%	3%	10%	28%	2%	0%	18%	0%	0%
Bekaraoky	278	92%	0%	99%	6%	21%	5%	11%	42%	83%	88%	1%	63%	1%	1%
Ranomena	154	98%	2%	94%	7%	11%	22%	25%	11%	64%	44%	0%	81%	1%	1%
Soamanova	371	98%	2%	98%	18%	2%	1%	3%	15%	46%	5%	0%	34%	0%	1%
Vohimalaza	383	97%	1%	64%	3%	13%	2%	12%	18%	78%	96%	1%	91%	1%	0%
Total	2685	88%	1%	89%	18%	5%	7%	7%	19%	51%	31%	0%	44%	0%	1%

Comme attendu, la majorité des ménages cultive du riz. La culture des légumes tubercules (manioc, patate douce essentiellement) est aussi très répandue.

Les cultures de rente (vanille, café, girofle) sont plus développées dans le district de Vangaindrano, notamment dans les communes de Vohimalaza et Bekaraoky, ainsi que celle des fruits (litchis).

Dans le district de Farafangana, la culture du café est principalement pratiquée dans les communes

d'Ankarana Miraihina et Manambotra Atsimo, et dans une moindre mesure, Tangainony.

Notons que le projet « Pôles de développement » des JIR prévoit de « stimuler des opportunités d'investissements privés ». Parmi les communes citées figurent les quatre suivantes : Tangainony pour le riz, Ankarana Miraihina et Ranomena pour le café et Vohimalaza pour le girofle. La question de l'opportunité de ces choix se pose dans la mesure où les ménages de ces communes cultivent déjà majoritairement les denrées pour lesquelles elles ont été sélectionnées.

8.c. Pessimisme sur les prochaines récoltes

Les ménages ont été interrogés sur leur vision des perspectives des prochaines récoltes. Le tableau ci-dessous restitue, par commune, la répartition des réponses.

PERSPECTIVES POUR LA PROCHAINE PRODUCTION

District / Commune	Nb ménages	Très bonnes	Bonnes	Moyennes	Mauvaises	Très mauvaises
Farafangana	1239	0%	5%	76%	18%	2%
Ankarana Miraihina	134	0%	7%	60%	23%	10%
Anosy Tsararafa	308	0%	9%	56%	34%	1%
Manambotra Atsimo	153	0%	0%	84%	14%	1%
Tangainony	362	0%	1%	97%	2%	0%
Vohimasy	282	0%	8%	73%	19%	0,4%
Vangaindrano	1446	1%	5%	21%	47%	27%
Ampasimalemy	260	0,4%	19%	47%	33%	0%
Bekaraoky	278	1,1%	5%	26%	65%	3%
Ranomena	154	0%	1%	13%	17%	69%
Soamanova	371	1,1%	2%	19%	67%	11%
Vohimalaza	383	0%	1%	3%	36%	61%
Total	2685	0,3%	5%	46%	33%	15%

Dans le district de Farafangana, aucun ménage n'envisage de très bonnes récoltes. Le pessimisme, globalement partagé par l'ensemble des ménages (seuls 5,3% ont répondu « Bonnes » ou « Très bonnes ») est cependant beaucoup plus marqué dans le district de Vangaindrano, où 74% des ménages ont répondu « Mauvaises » ou « Très mauvaises ».

Les ménages ayant répondu « Mauvaises » ou « Très mauvaises », ont été interrogés sur les raisons de leur pessimisme.



CAUSES DES MAUVAISES PERSPECTIVES DE RÉCOLTES

District/ communes	Nb ménages	Manque de main d'œuvre	Manque d'eau	Trop d'eau	Sols peu fertiles	Manque de matériel	Insuffisance d'intrants	Maladies	Change- ment cli- matique	Cat. nat.*	Autres
Farafangana	237	6%	17%	77%	28%	20%	10%	3%	48%	30%	4%
Ankarana Miraihina	44	16%	30%	82%	77%	45%	7%	14%	77%	84%	7%
Anosy Tsararafa	107	0%	5%	80%	1%	1%	3%	0%	26%	2%	5%
Manambotra Atsimo	24	17%	54%	75%	92%	75%	42%	8%	92%	92%	4%
Tangainony	7	14%	14%	86%	29%	14%	14%	0%	57%	71%	0%
Vohimasy	55	4%	15%	67%	13%	13%	11%	0%	45%	11%	2%
Vangaindrano	1063	9%	10%	86%	47%	25%	12%	4%	87%	90%	1%
Ampasimalemy	86	2%	1%	72%	17%	2%	37%	5%	12%	26%	7%
Bekaraoky	188	0%	5%	96%	69%	2%	12%	0%	84%	95%	1%
Ranomena	132	13%	28%	52%	78%	67%	35%	17%	96%	89%	2%
Soamanova	286	0%	0%	99%	19%	0%	0%	1%	99%	99%	1%
Vohimalaza	371	22%	15%	85%	54%	46%	8%	4%	94%	95%	0%
Total	1300	9%	11%	84%	44%	24%	12%	4%	80%	79%	2%

* catastrophes naturelles

Les réponses se sont concentrées sur « Trop d'eau », en allusion aux violentes intempéries qui détériorent les infrastructures, les sols et les cultures suite aux changements climatiques, raisons largement invoquées aussi, comme les catastrophes naturelles.

Le manque de fertilité des sols, évoqué par 44% des ménages, mériterait l'organisation systématique d'analyses des sols par des experts pour optimiser les cultures ou les techniques à mettre en place.

Ni le manque d'eau, lié à la longueur de la saison sèche, ni l'insuffisance d'intrants, ne semblent être la gêne prépondérante. Le manque de matériel handicaperait davantage les ménages interrogés.



8.d. Mesures prises face aux changements climatiques

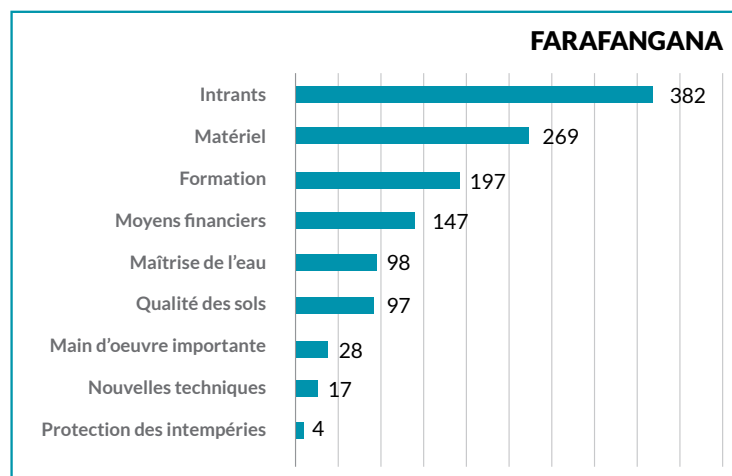
District / Commune	Nb ménages	Changement de type de culture	Changement de technique agricole	Nouvelles cultures	Décalage des périodes de travail agricole	Aucune
Farafangana	1239	18%	23%	7%	14%	57%
Ankarana Miraihina	134	7%	43%	25%	35%	54%
Anosy Tsararafa	308	27%	2%	1%	1%	71%
Manambotra Atsimo	153	10%	59%	28%	50%	20%
Tangainony	362	12%	14%	1%	6%	72%
Vohimasy	282	27%	30%	3%	8%	43%
Vangaindrano	1446	33%	48%	34%	45%	34%
Ampasimalemy	260	4%	27%	5%	5%	63%
Bekaraoky	278	0%	4%	0%	43%	53%
Ranomena	154	92%	93%	88%	73%	7%
Soamanova	371	2%	32%	2%	39%	45%
Vohimalaza	383	83%	92%	87%	70%	1%
Total	2685	26%	37%	21%	31%	45%

D'une commune à l'autre, les ménages n'ont pas pris les mêmes mesures, et pas dans les mêmes proportions. Dans les communes de Ranomena et Vohimalaza, dans le district de Vangaindrano, les ménages se sont attaqués aux problèmes de changement climatique sur tous les axes (changement de type de culture, changement de technique agricole, nouvelles cultures et décalage des périodes de travail agricole). En revanche, dans le district de Farafangana, les ménages semblent manquer encore de résilience, avec une grande majorité des ménages qui n'ont pris aucune mesure face au changement climatique, malgré les formations dispensées dans la région. On peut s'interroger sur les raisons de la disparité de leur application par les ménages.

8.e. Leviers d'amélioration des rendements agricoles

Les ménages ont été invités à classer ces leviers d'amélioration des rendements agricoles par ordre décroissant d'importance. Les graphiques ci-dessous montrent les leviers qui ont été donnés en numéro 1 par les ménage

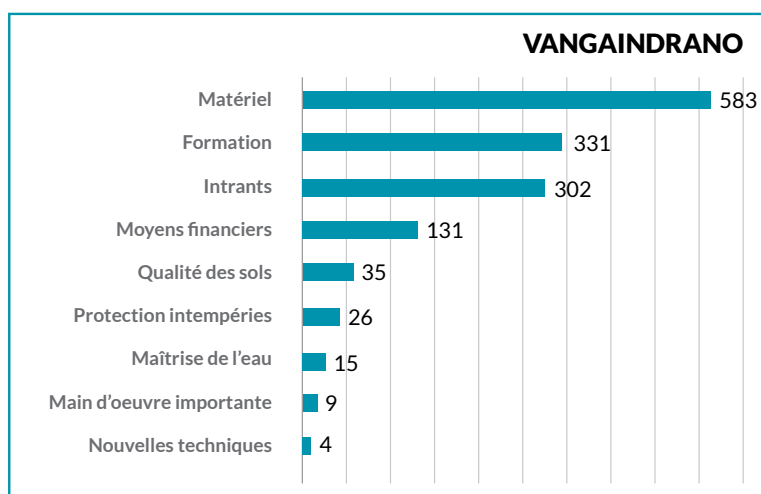
Dans le district de Farafangana.



Avec la contribution de chacune des communes

	Intrants	Matériel	Formation	Moyens financiers	Maîtrise de l'eau	Qualité des sols	Main d'œuvre importante	Nouvelles techniques	Protection des intempéries
Farafangana	382	269	197	147	98	97	28	17	4
Ankarana Miraihina	1%	33%	17%	0%	0%	5%	0%	12%	25%
Anosy Tsararafa	33%	4%	50%	0%	58%	15%	0%	0%	25%
Manambotra Atsimo	4%	33%	2%	20%	0%	8%	18%	18%	0%
Tangainony	31%	12%	3%	78%	19%	38%	79%	71%	50%
Vohimasy	31%	17%	29%	2%	22%	33%	4%	0%	0%

Dans le district de Vangaindrano.



Avec la contribution de chacune des communes

	Matériel	Formation	Intrants	Moyens financiers	Qualité des sols	Protection des intempéries	Maîtrise de l'eau	Main d'œuvre importante	Nouvelles techniques
Vangaindrano	583	331	302	131	35	26	15	9	4
Ampasimalemy	7%	19%	33%	6%	43%	96%	53%	22%	25%
Bekaraoky	12%	2%	53%	25%	6%	4%	0%	44%	0%
Ranomena	15%	19%	0,3%	0%	9%	0%	0%	0%	0%
Soamanova	34%	6%	13%	69%	43%	0%	20%	33%	75%
Vohimalaza	32%	54%	1%	0%	0%	0%	27%	0%	0%

Dans les deux districts, les trois premiers leviers d'amélioration du rendement agricole identifiés par les ménages sont les mêmes : les intrants, la formation et le matériel, mais selon un ordre d'importance différents.

8.f. Causes de non pratique de l'agriculture

Les ménages qui ont répondu « Non » à la question « Pratiquez-vous l'agriculture au sein de votre ménage ? » ont été invités à en donner les raisons. Ci-dessous les réponses :

Causes	Nombre de ménages
Souhaite cultiver mais ne dispose pas de terres cultivables	827
Un (ou des) membre(s) du ménage souhaite(nt) cultiver mais le chef de ménage l'interdit	5
Souhaite cultiver et dispose de terre mais ne peut pas cultiver	6
Ne souhaite pas cultiver	2
Autre motif	19
Total	859

Le résultat est sans appel...

Répartition des ménages qui souhaitent cultiver mais ne disposant pas de terres, par sexe du chef de ménage :

District / Commune	Nb ménages	Femme	Homme
Farafangana	502	64%	36%
Ankarana Miraihina	206	63%	37%
Anosy Tsararafa	85	87%	13%
Manambotra Atsimo	140	41%	59%
Tangainony	33	82%	18%
Vohimasy	38	82%	18%
Vangaindrano	325	87%	13%
Ampasimalemy	89	85%	15%
Bekaraoky	15	80%	20%
Ranomena	208	88%	12%
Soamanova	13	92%	8%
Total général	827	73%	27%

Répartition des ménages qui souhaitent cultiver mais ne disposant pas de terres, par tranche d'âge du chef de ménage :

District / commune	Nb ménages	<30 ans	30 à <35 ans	35 à <40 ans	40 à <45 ans	45 à <50 ans	50 à <60 ans	60 ans et plus
Farafangana	502	26%	19%	13%	10%	10%	15%	7%
Ankarana Miraihina	206	31%	23%	13%	10%	13%	10%	1%
Anosy Tsararafa	85	28%	9%	14%	13%	13%	12%	11%
Manambotra Atsimo	140	12%	18%	15%	11%	9%	26%	9%
Tangainony	33	21%	24%	9%	3%	3%	12%	27%
Vohimasy	38	55%	13%	5%	8%	3%	8%	8%
Vangaindrano	325	35%	17%	12%	8%	6%	13%	9%
Ampasimalemy	89	24%	16%	16%	10%	1%	19%	15%
Bekaraoky	15	20%	27%	13%	27%	0%	7%	7%
Ranomena	208	41%	16%	10%	6%	8%	12%	7%
Soamanova	13	46%	23%	15%	0%	8%	0%	8%
Total	827	30%	18%	12%	9%	9%	14%	8%

Les deux tableaux montrent que ce sont essentiellement les femmes et les jeunes qui expriment le souhait de disposer de terres pour cultiver.

Le dernier tableau permet de connaître le souhait des jeunes chefs de ménages, âgés de moins de 35 ans, la méthode d'enquête par ménage choisie ne permettant pas d'interroger tous les jeunes. Ce résultat est cohérent avec les déclarations des personnes-ressources.

8.g. Souhait d'augmenter les surfaces à cultiver

Parmi les ménages qui cultivent, pourcentage de ceux qui souhaitent augmenter leurs surfaces à cultiver

District / commune	Nb ménages	Total
Farafangana	1230	99%
Ankarana Miraihina	134	100%
Anosy Tsararafa	152	99%
Manambotra Atsimo	360	99%
Tangainony	280	99%
Vohimasy	304	99%
Vangaindrano	1405	97%
Ampasimalemy	259	100%
Bekaraoky	272	98%
Ranomena	145	94%
Soamanova	367	99%
Vohimalaza	362	95%
Total	2635	98%

Sur les 2635 ménages interrogés, 98% expriment ce souhait, qu'ils possèdent déjà des terres ou non



© ZEBUSPIETINANT UNERIZIERE | GILDE RJ



© TRAVAIL CHAMPS DE PATATE DOUCE ET MANIOC | GILDE RJ

8.h. Causes de l'impossibilité d'augmenter la surface des terres cultivées

Sur la totalité des ménages ayant exprimé leur souhait d'augmenter leur surface de terres cultivables, ci-dessous les causes pour lesquelles ils déclarent que ce n'est pas possible :

District/communes	Nb de ménages	Absence de terres disponibles	Absence de moyens financiers	Méconnaissance des procédures	Difficulté des procédures à mettre en œuvre
Farafangana	1760	23%	85%	37%	27%
Ankarana Miraihina	359	71%	57%	72%	79%
Anosy Tsararafa	391	2%	98%	36%	1%
Manambotra Atsimo	295	40%	69%	56%	55%
Tangainony	396	2%	99%	1%	0%
Vohimasy	319	8%	97%	25%	6%
Vangaindrano	1746	34%	96%	2%	4%
Ampasimalemy	356	12%	98%	0%	0%
Bekaraoky	290	2%	98%	1%	17%
Ranomena	355	49%	96%	3%	2%
Soamanova	381	38%	97%	1%	1%
Vohimalaza	364	60%	89%	5%	2%
Total général	3506	28%	90%	20%	15%



© GILDE RJ

L'absence de moyens financiers est la première cause, évoquée par 90% des ménages.

L'absence de terres disponibles concerne 28% des ménages, plutôt concentrés dans les communes d'Ankarana Miraihina, Vohimalaza, Ranomena et Manambotra Atsimo.

La méconnaissance des procédures et les difficultés à les mettre en œuvre sont des causes bloquantes en particulier pour Ankarana Miraihina.

D'une manière générale, la DRAE évoque une réticence et une appréhension des paysans de la région à acheter des terrains en raison du manque de fonds pour investir dans la mise en place d'une activité agricole pérenne.



© FRUIT À PAIN - SOANAMBO | COLLECTIF TANY



VI.9. Elevage et autres activités rémunératrices

9.a. Pratique de l'élevage

District / Commune	Nb ménages	Pratique de l'élevage		Non-pratique de l'élevage	
			dont % de ménages qui cultivent		dont % de ménages qui cultivent
Farafangana	1771	37%	91%	63%	57%
Ankarana Miraihina	359	9%	81%	91%	33%
Anosy Tsararafa	396	45%	88%	55%	69%
Manambotra Atsimo	297	16%	90%	84%	44%
Tangainony	398	59%	96%	41%	84%
Vohimasy	321	53%	90%	47%	86%
Vangaindrano	1791	50%	93%	50%	68%
Ampasimalemy	359	38%	83%	62%	66%
Bekaraoky	296	71%	97%	29%	86%
Ranomena	366	30%	75%	70%	28%
Soamanova	385	50%	98%	50%	94%
Vohimalaza	385	66%	100%	34%	98%
Total	3562	44%	92%	56%	62%

La pratique de l'élevage est globalement plus étendue dans le district de Vangaindrano.

9.b. Types d'animaux élevés

District / Commune	Nombre de ménages possédant des bovins	Nb têtes moyen	Nombre de ménages possédant des porcins	Nb têtes moyen	Nombre de ménages possédant des ovins/caprins	Nb têtes moyen	Nombre de ménages possédant de la volaille (yc lapins)	Nb têtes moyen	Rappel du nombre de ménages total
Farafangana	124	2.0	15	2.0	1	8.0	621	5.2	1771
Ankarana Miraihina			4	2	1	8	32	6.0	359
Anosy Tsararafa	32	3.7	1	1.0			173	5.4	396
Manambotra Atsimo	4	2.3	1	1.0			47	5.4	297
Tangainony	54	2.9	9	2.2			205	5.0	398
Vohimasy	34	2.4					164	5.0	321
Vangaindrano	358	3.1	453	1.9	6	2.0	856	7.7	1791
Ampasimalemy	9	1.8	45	1.4			124	4.2	359
Bekaraoky	56	3.5	111	1.8	1	1.0	203	9.4	296
Ranomena	66	3.6	86	3.2	1	2.0	102	6.1	366
Soamanova	46	2.7	83	1.4	3	2.3	173	6.3	385
Vohimalaza	181	2.9	128	1.7	1	2.0	254	9.6	385
Total	482	3.0	468	1.9	7	2.9	1477	6.6	3562

482 ménages, soit 14%, possèdent des bovins, dont 72% d'entre eux possèdent seulement 1, 2 ou 3 têtes. Il n'existe presque pas d'élevage de porcins dans le district de Farafangana. 400 ménages sur les 468 possèdent 1 tête ou 2.

Si l'élevage d'ovins n'est quasiment pas pratiqué dans la région, l'aviculture est en revanche très répandue.

La Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage considère que ces résultats reflètent la situation générale dans la région et signale la pratique de l'apiculture.

9.c. Existence d'une autre source de revenus

Pourcentage de ménages pratiquant une activité rémunératrice autre que l'agriculture ou ayant une autre source de revenus

District / Commune	Parmi les ménages qui cultivent	Parmi les ménages qui ne cultivent pas	Au global
Farafangana	78%	46%	69%
Ankarana Miraihina	3%	14%	10%
Anosy Tsararafa	98%	100%	99%
Manambotra Atsimo	70%	35%	53%
Tangainony	80%	100%	82%
Vohimasy	94%	100%	95%
Vangaindrano	37%	80%	46%
Ampasimalemy	86%	84%	85%
Bekaraoky	67%	78%	68%
Ranomena	15%	79%	52%
Soamanova	23%	79%	25%
Vohimalaza	7%	0%	7%
Total général	56%	59%	57%

La pluriactivité est une caractéristique de l'agriculture familiale, bien illustrée par ce tableau et, dans une moindre mesure, par le précédent sur l'élevage.

La commune d'Ankarana Miraihina constitue une exception, où seulement 3% des ménages qui cultivent pratiquent une autre activité.

9.d. Type d'activité exercée

Les données recueillies au cours des enquêtes ménage montrent que les deux types d'activités les plus importants au global sont :

- ▷ le travail journalier / saisonnier (68%)
- ▷ la confection de produits manufacturés / artisanat / cuisine (39%)

mais il est à noter que dans le district de Vangaindrano, le commerce intermédiaire est en seconde place.

Aucun des ménages interrogés ne déclare percevoir de revenus du fermage. Certes, c'est une pratique peu répandue dans la région, mais ce constat amène à se demander si les propriétaires de ces terrains mis en fermage ne sont pas tous des citoyens et donc non inclus dans l'échantillon de ménages de l'étude. L'autre hypothèse est que les ménages interrogés qui louaient leurs parcelles à des voisins qui les travaillaient n'osaient pas le dire.



VII. Evaluation de l'impact du foncier et des autres facteurs sur le niveau d'insécurité alimentaire

VII.1. Mesure de l'insécurité alimentaire

La question « *Etes-vous en sécurité alimentaire actuellement* » a été posée aux ménages, à la laquelle ils ont été invités à répondre par Oui ou Non. L'exploitation de la réponse à cette question n'était pas appropriée dans le cadre de cette étude, principalement pour trois raisons :

- ▷ le caractère binaire de la réponse ne permet pas de nuancer la situation des ménages
- ▷ les réponses obtenues se sont concentrées sur la réponse NON (cf. VI.1.a). Les informations concernant les profils des ménages se déclarant en sécurité alimentaire n'auraient pas été exploitables en raison de leur trop faible nombre, alors qu'elles sont capitales pour identifier les caractéristiques qui les différencient des ménages en insécurité alimentaire.
- ▷ elle reflète inévitablement une part plus ou moins importante de ressenti, aussi il est nécessaire de croiser plusieurs informations pour pouvoir l'objectiver a minima.

1.a. Création d'un indicateur de mesure de l'insécurité alimentaire

La volonté a été de créer un indicateur permettant de mesurer le niveau de gravité de la situation des ménages face à l'insécurité alimentaire. Après plusieurs tests et itérations, quatre modalités ont été retenues :

1. Situation de (relative) sécurité alimentaire
2. Situation de crise et de grande vulnérabilité
3. Situation grave
4. Situation catastrophique, d'urgence humanitaire

Cette graduation n'est pas sans rappeler les indicateurs de mesure de l'IPC, mais il est important de rappeler que cette étude n'est pas comparable aux travaux de l'IPC, aussi bien en termes d'objectifs que de méthodes et moyens mis en œuvre.

1.b. Composition de l'indicateur

L'indicateur a été créé en combinant les réponses aux 6 questions suivantes du volet « Alimentation » du questionnaire :

Composante 1 : Un membre du ménage est-il décédé à cause de la faim, de l'absence de nourriture ?

> OUI/NON

Composante 2 : Comment se manifeste le manque de nourriture ? (Plusieurs réponses possibles)

1. Sensation de faim après les repas
2. Sensation de faiblesse
3. Vertiges
4. Perte de poids, maigreur
5. Peu de résistance aux maladies
6. Autres

Composante 3 : Quelle est la fréquence de consommation :

- Plusieurs fois par jour
- Une fois par jour
- Au moins une fois par semaine
- Une à trois fois par mois
- Moins de 5 fois tous les 6 mois
- Jamais

de chacun de ces types d'aliments :

- riz / féculents
- viande, oeufs, poisson, légumineuses
- produits laitiers
- fruits et légumes

Composante 4 : Quelles stratégies alimentaires adoptez-vous face au manque de nourriture :

1. Vous résoudre à acheter les aliments les moins préférés et les moins chers
2. Diminuer le nombre de repas par jour
3. Limiter la taille des parts pendant les repas
4. Diminuer la consommation des adultes pour permettre aux enfants de manger
5. Emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture
6. Manger des denrées a priori non comestibles (via, badoa, cuir, etc...)
7. Demander de l'aide des amis/ de la famille
8. Emprunter de la nourriture
9. Mendier
10. Autres



Composante 5 : De quelles plantes, normalement non consommables, vous alimentez-vous ? (zoom sur la réponse 6 de la question précédente)

- a : « via »
- b : cuir
- c : banane / fruit du jacquier verts
- d : « ringirity »
- e : graines de palmier (« voapotsy »)
- f : « veoveo »
- g : « tsipiopioky »
- h : « vahalefiky »

Composante 6 : Indicateurs sur la situation récente (cf. paragraphe VI.1.c)

1.c. Méthode de combinaison des réponses en trois étapes

L'indicateur de synthèse a été créé selon la méthode suivante :

- a. Création d'un « indicateur de gravité » pour chacune des composantes
- b. Création d'un score de synthèse des différents indicateurs de gravité
- c. Définition de l'indicateur final

a. Définition d'un indicateur de gravité pour chacune des composantes en fonction des réponses données par les ménages

Indicateur de gravité	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4, hors plantes	Composante 5	Composante 6
1 Situation relativement acceptable	Si réponse = NON	1 critère coché	Féculets quotidiens, viande et légumineuse 1x/semaine, produits laitiers 1x/semaine, fruits et légumes 1x/semaine	2 critères cochés	banane / fruit du jacquier verts, graines de palmier (plantes désormais considérées comme des féculents)	Pas de jours sans nourriture à la maison
2 Crise		2-3 critères cochés	Entre 1 et 3	3-4 critères cochés	ringirity, via, hoditra (denrées non comestibles, mais a priori non toxiques)	Absence de nourriture à la maison 1 ou deux fois, pendant deux à 5 jours
3 Situation grave		4-5 critères cochés	Jamais de protéines, fruits et légumes moins d'1 fois par mois	5-6 critères cochés ou si "Mendier" coché	vevevo, tsipioiky (plantes toxiques)	"Absence de nourriture à la maison 1 ou deux fois, pendant plus de 5 jours Absence de nourriture à la maison de 3 à 10 fois, pendant 1 à 5 jours"
4 Catastrophe	Si réponse = OUI				vahalefiky (plante très toxique, mortelle à force d'en consommer)	"Absence de nourriture à la maison de 3 à 10 fois, pendant plus de 5 jours Absence de nourriture à la maison plus de 10 fois"

A cette étape, à chaque ménage sont associés 6 indicateurs de gravité, un pour chacune des composantes.



© MANDARINE

b. Création d'un score de synthèse des différentes composantes

La démarche adoptée pour synthétiser les indicateurs de gravité de chacune des composantes 2 à 6 a consisté à les additionner et à associer un score à la somme. La composante 1 a été traitée de façon spécifique.

SOMME	Score associé
5	1
6	1
7	1
8	2
9	2
10	2
11	3
12	3
13	3
14	3
15	4
16	4
17	4

.....
 A cette étape, à chaque ménage sont associés l'indicateur de gravité de la composante 1, égale à 1 ou 4 et un score de synthèse des composantes 2 à 6 égal à 1, 2, 3 ou 4.

c. Définition de l'indicateur final

La formule de définition de l'indicateur de mesure de l'insécurité alimentaire pour chaque ménage est la suivante :

Si la composante 1 est égale à 4, l'indicateur final est égal à 4, sinon il est égal au score de synthèse des composantes 2 à 6, qui vaut 1, 2, 3 ou 4.

Ci-dessous la répartition des ménages interrogés selon cet indicateur final, qui sert, dans la suite, d'indicateur de mesure de gravité de l'insécurité alimentaire

Indicateur d'insécurité alimentaire				
1	2	3	4	Total
652	1626	1104	180	3562

et en fonction de leur réponse à la question « Etes-vous en sécurité alimentaire actuellement » :

Etes-vous en sécurité alimentaire actuellement ?	Indicateur d'insécurité alimentaire				
	1	2	3	4	Total
Oui	143				143
Non	509	1626	1104	180	3419
Total	652	1626	1104	180	3562

La totalité des ménages ayant répondu « Oui » se retrouvent dans la modalité 1.

En raison des critères pris en compte dans l'indicateur, 509 autres ménages se retrouvent aussi dans cette catégorie alors qu'ils ont répondu « Non »

Dans la suite du document, les mots « Modalités » et « Catégories » seront indifféremment utilisés pour désigner la classification des ménages selon cet indicateur de mesure.

Pour chaque population étudiée, un indice égal à la valeur moyenne de cet indicateur sera systématiquement indiqué afin d'évaluer la situation globale de cette population. Par exemple, sur l'ensemble des ménages interrogés, cet indice moyen est égal à $(1 * 652 + 2 * 1626 + 3 * 1104 + 4 * 180) / 3562 = 2.23$. La population étudiée peut être considérée comme très vulnérable globalement.



© BAVANE (AKONDRO) | GILDERJ



© MARCHÉ DE MANIOC | GILDERJ

VII.2. Répartition des ménages selon le niveau d'insécurité alimentaire et par commune

	Nb de ménages	1	2	3	4	Total	Ind. moyen
Farafangana	1771	13%	33%	44%	10%	100%	2,51
Ankarana Miraihina	359	2%	2%	54%	42%	100%	3,36
Anosy Tsararafa	396	5%	45%	50%	0%	100%	2,45
Manambotra Atsimo	297	5%	20%	68%	7%	100%	2,78
Tangainony	398	31%	43%	26%	0%	100%	1,95
Vohimasy	321	20%	54%	26%	0%	100%	2,06
Vangaindrano	1791	24%	58%	18%	0%	100%	1,95
Ampasimalemy	359	23%	69%	8%	0%	100%	1,86
Bekaraoky	296	42%	46%	11%	1%	100%	1,71
Ranomena	366	38%	48%	14%	0%	100%	1,76
Soamanova	385	17%	51%	32%	1%	100%	2,16
Vohimalaza	385	3%	74%	23%	0%	100%	2,20
Total	3562	18%	46%	31%	5%	100%	2,23

L'écart entre les deux districts et les disparités entre les différentes communes constatés tout au long du paragraphe VI se retrouvent ici. Avec un indice moyen de 1,95, les ménages du district de Vangaindrano sont globalement moins en difficulté que ceux de district de Farafangana, où l'indice moyen s'élève à 2,51.

Avec un indice moyen de 3,36, la commune d'Ankarana Miraihina est la plus gravement touchée par l'insécurité alimentaire, avec 42% des ménages en situation d'urgence humanitaire (catégorie 4) et 54% en situation grave et préoccupante (catégorie 3). 73% des ménages ne possèdent pas de terres (cf. VI.2) et seuls 7% pratiquent l'élevage (cf. VI.9.a). 43% se livrent à la mendicité (cf. VI.1.c). La surface moyenne du peu de terres cultivées est de 6 ares, dont 19 ares dans le fokontany de Eroka 1, 5 ares dans le fokontany de Vohimasy et 2 ares dans le fokontany de Eroka 2 (cf. VI.8.a).

Avec un indice moyen de 2,78, la commune de Manambotra Atsimo est également très touchée par l'insécurité alimentaire. 68% des ménages se trouvent dans la modalité 3 de l'indicateur. 73% des ménages consomment le « ringirity » et le « veoveo » (cf. VI.1.c), 39% se livrent à la mendicité

(cf. VI.1.c). Seuls 16% des ménages pratiquent l'élevage (cf. VI.9.a).

Ces deux communes concentrent 96% des ménages en catégorie 4.

Sur les dix communes étudiées, celles de Bekaraoky et Ranomena sont les moins touchées par l'insécurité alimentaire, avec des indices moyens respectifs de 1,71 et 1,76. A Bekaraoky, 88% des ménages interrogés se trouvent dans les modalités 1 et 2 de l'indicateur, 86% à Ranomena (où 35% des ménages consomment tout de même le « ringirity » et le « veoveo »). 69% des ménages ne possèdent pas de terres.

Dans le district de Farafangana, la commune de Tangainony semble tirer son épingle du jeu avec un indice moyen de 1,96 (31% des ménages en situation de relative sécurité alimentaire). 59% des ménages pratiquent l'élevage (VI.9.a), et 10% des ménages bénéficient d'une aide financière provenant d'un programme d'aide extérieure (cf. VI.9.c). Notons toutefois que 75% des ménages y consomment le « via » et 71% le « vahalefiky », plante très toxique (cf. VI.1.c) et que la surface moyenne des terres cultivées est de 3 ares (cf. VI.8.a).

VII.3. Insécurité alimentaire et possession de terres

Ci-dessous la répartition des ménages selon l'indicateur d'insécurité alimentaire et la possession de terre :

Communes / Possession de terre	Nb ménages	1	2	3	4	Indice moyen
Farafangana	1771	13%	33%	44%	10%	2,51
Ankarana Miraihina	359	2%	2%	54%	42%	3,36
Oui	98	2%	4%	78%	16%	3,08
Non	261	2%	1%	45%	52%	3,47
Anosy Tsararafa	396	5%	45%	50%	0%	2,45
Oui	212	8%	53%	38%	0%	2,30
Non	184	1%	35%	64%	0%	2,63
Manambotra Atsimo	297	5%	20%	68%	7%	2,78
Oui	91	5%	38%	56%	0%	2,51
Non	206	4%	12%	74%	10%	2,90
Tangainony	398	31%	43%	26%	0%	1,95
Oui	185	38%	42%	20%	1%	1,83
Non	213	25%	44%	31%	0%	2,06
Vohimasy	321	20%	54%	26%	0%	2,06
Oui	224	26%	54%	20%	0%	1,94
Non	97	7%	53%	40%	0%	2,33
Vangaindrano	1791	24%	58%	18%	0%	1,95
Ampasimalemy	359	23%	69%	8%	0%	1,86
Oui	149	34%	61%	5%	0%	1,70
Non	210	15%	74%	10%	0%	1,96
Bekaraoky	296	42%	46%	11%	1%	1,71
Oui	249	45%	43%	12%	0%	1,67
Non	47	26%	62%	9%	4%	1,91
Ranomena	366	38%	48%	14%	0%	1,76
Oui	143	38%	41%	20%	0%	1,82
Non	223	38%	53%	9%	0%	1,72
Soamanova	385	17%	51%	32%	1%	2,16
Oui	246	18%	58%	23%	1%	2,07
Non	139	14%	39%	47%	0%	2,34
Vohimalaza	385	3%	74%	23%	0%	2,20
Oui	382	3%	74%	23%	0%	2,20
Non	3	0%	100%	0%	0%	2,00
Total	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

Total Oui	1979	22%	52%	25%	1%	2,06
Total Non	1583	14%	38%	38%	10%	2,44
Total	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

Au niveau du total, l'indice moyen des ménages qui possèdent des terres est de 2.06, contre 2.44 pour ceux qui n'en possèdent pas. Seulement 1% des ménages qui possèdent des terres sont en catégorie 4, et la part de ménages en catégorie 1 est plus importante de 8% chez les ménages qui possèdent des terres.

Dans toutes les communes sauf Ranomena, l'indice moyen des ménages qui possèdent des terres est meilleur (car plus bas) que celui de ceux qui n'en possèdent pas. L'existence d'exploitations aurifères à Ranomena (cf. VI.2) peut en être une explication. A Vohimalaza, les 3 ménages qui ne possèdent pas de terres sont en catégorie 2, quand l'ensemble des autres ménages qui en possèdent ont un indice moyen de 2.20.

L'impact de la possession de terres (écart entre l'indice moyen des populations qui possèdent des terres et celui de ceux qui n'en possèdent pas) est de 0.39 au global. Ce constat est positif, il va

dans le sens de l'objectif recherché dans cette étude, à savoir démontrer que posséder des terres contribue à améliorer la situation des ménages. Cependant, cet impact de 0,39 est trop faible pour être satisfaisant. En effet, en étant bien inférieur à 1, cela signifie que le fait de posséder des terres ne permet pas de changer de catégorie, mais seulement d'améliorer un peu sa situation. On peut faire allusion ici à la surface des parcelles cultivées (cf. VI.8.a), a priori trop petites pour subvenir aux besoins des ménages et à l'intervention d'autres facteurs.

La commune de Vohimalaza se prête bien à l'illustration de ce propos : 99% des ménages possèdent des terres (cf. VI.2). Mais l'indice moyen sur la commune est de 2.20, la situation n'est donc pas aussi bonne que l'on pourrait le penser (cf. VI.2, 91% des ménages y consomment le « via »). En effet, la surface moyenne des terres cultivées est de 7 ares (cf. VI.8.a). Avec 6,1 personnes par ménage en moyenne (cf. VI.7), et avec seulement 7% des ménages pratiquant une activité rémunératrice autre que l'agriculture (VI.9.c), on comprend que l'étendue des surfaces cultivées est insuffisante pour sécuriser les ménages sur le plan alimentaire. L'élevage, pratiqué par 66% des ménages, est une contribution intéressante.



CHAMP DE PATATE DOUCE ET MANIOC | GILDE RJ



VII.4. Insécurité alimentaire et agriculture

Ci-dessous la répartition des ménages selon l'indicateur d'insécurité alimentaire et la pratique ou non de l'agriculture :

	Nb ménages	1	2	3	4	Indice moyen
Cultive	2685	20%	50%	29%	1%	2,10
Ses propres terres uniquement	1398	21%	53%	26%	1%	2,07
Ses propres terres + des terres qui ne lui appartiennent pas	563	24%	51%	24%	1%	2,03
Uniquement des terres qui ne lui appartiennent pas	724	16%	45%	38%	1%	2,24
Ne cultive pas	877	13%	32%	38%	17%	2,61
Total général	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

La pratique de l'agriculture est un facteur d'amélioration de la situation des ménages, avec un indice moyen de 2.10 chez les ménages agricoles et de 2.61 chez les autres (+0.50). L'écart est surtout sensible au niveau de la part des ménages en catégorie 4, à 17% chez les ménages non agricoles et 1% chez les ménages qui cultivent. La part des ménages en catégorie 3 est également moins importante de 10% au sein de la sous-population des ménages qui cultivent. Ces indicateurs illustrent le caractère capital de la pratique de l'agriculture dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Même

avec de petites parcelles, et seulement 20% des ménages en relative sécurité alimentaire parmi ceux qui cultivent, elle permet aux ménages de ne pas se retrouver dans des situations dramatiques.

Les ménages qui utilisent uniquement des terres qui ne leur appartiennent pas ont « logiquement » une situation légèrement défavorable, les « loyers » qu'ils doivent payer constituent des revenus en moins pour le ménage. Ci-dessous un zoom sur ces ménages avec l'impact des différents modes de faire-valoir indirects :

Mode de faire valoir	Nb ménages	1	2	3	4	Indice moyen
Fermage	46	15%	50%	33%	2%	2,22
Métayage	424	12%	48%	38%	1%	2,29
50/50	416	12%	48%	38%	1%	2,29
Autre mode de partage	8	13%	50%	38%	0%	2,25
Païement en nature	63	21%	37%	41%	2%	2,24
Usufruit	357	21%	41%	37%	1%	2,18
Total	724 *	16%	45%	38%	1%	2,24

* le nombre de ménages total n'est pas égal à la somme des ménages pratiquant chacun des modes de faire-valoir car des ménages peuvent pratiquer plusieurs modes de faire-valoir différents

On ne note pas d'écart significatif selon le type de mode de faire-valoir indirect des terres. Ce résultat n'est pas surprenant parce que certains ménages pratiquent plusieurs types de faire-valoir simultanément.

IMPACT DE LA PRATIQUE DE L'AGRICULTURE POUR LA SOUS-POPULATION DE MÉNAGES QUI NE POSSÈDENT PAS DE TERRES, PAR COMMUNE :

Communes / Pratique de l'agriculture	Nb ménages	1	2	3	4	Indice moyen
Farafangana	961	8%	25%	51%	16%	2,76
Ankarana Miraihina	261	2%	1%	45%	52%	3,47
Oui	41	2%	5%	83%	10%	3,00
Non	220	2%	0%	38%	60%	3,56
Anosy Tsararafa	184	1%	35%	64%	0%	2,63
Oui	98	1%	45%	54%	0%	2,53
Non	86	1%	24%	74%	0%	2,73
Manambotra Atsimo	206	4%	12%	74%	10%	2,90
Oui	63	13%	19%	63%	5%	2,60
Non	143	1%	8%	78%	13%	3,03
Tangainony	213	25%	44%	31%	0%	2,06
Oui	178	25%	44%	30%	0%	2,05
Non	35	26%	40%	34%	0%	2,09
Vohimasy	97	7%	53%	40%	0%	2,33
Oui	59	8%	53%	39%	0%	2,31
Non	38	5%	53%	42%	0%	2,37
Vangaindrano	622	24%	58%	18%	0%	1,95
Ampasimalemy	210	15%	74%	10%	0%	1,96
Oui	115	21%	67%	11%	1%	1,92
Non	95	8%	82%	9%	0%	2,01
Bekaraoky	47	26%	62%	9%	4%	1,91
Oui	30	37%	60%	3%	0%	1,67
Non	17	6%	65%	18%	12%	2,35
Ranomena	223	38%	53%	9%	0%	1,72
Oui	12	42%	50%	8%	0%	1,67
Non	211	37%	53%	9%	0%	1,72
Soamanova	139	14%	39%	47%	0%	2,34
Oui	125	14%	42%	45%	0%	2,31
Non	14	14%	14%	71%	0%	2,57
Vohimalaza	3	0%	100%	0%	0%	2,00
Oui	3	0%	100%	0%	0%	2,00
Non						
Total	1 583	14%	38%	38%	10%	2,44
Total Oui	724	16%	45%	38%	1%	2,24
Total Non	859	12%	32%	38%	18%	2,61
Total	1583	14%	38%	38%	10%	2,44

C'est dans les communes de Bekaraoky et Ampasimalemy que l'impact de la pratique de l'agriculture chez les ménages qui ne possèdent pas de terres est le plus impactant sur la proportion des ménages en catégorie 1 (respectivement +37% et +12%).

Cultiver, lorsqu'on ne possède pas de terre, est un facteur permettant de ne pas être en catégorie 4 (catastrophe humanitaire).

VII.5. Insécurité alimentaire et élevage

Pratique de l'élevage	Nb ménages		1	2	3	4	Indice moyen
	Nb	%					
Oui	1568	44%	25%	54%	21%	0,3%	1,96
Non	1994	56%	13%	39%	39%	9%	2,44
Total	3562	100%	18%	46%	31%	5%	2,23

La pratique de l'élevage est un facteur qui améliore la situation des ménages, avec un écart de 0.48 entre l'indice moyen des ménages qui le pratiquent et les autres. Notons que seuls 0.3% des ménages qui pratiquent l'élevage sont en catégorie 4 (5 ménages sur 1568).

L'élevage est une source de revenus intéressante pour les ménages plus qu'une source de nourriture au quotidien.

L'élevage est-il aujourd'hui utilisé par les ménages comme une alternative à la non possession de terre ?

Ci-dessous leur répartition selon la possession de terres ou non, puis selon la pratique de l'élevage ou non.

	Nb de ménages		1	2	3	4	Indice moyen
	Nb	%					
Possède des terres	1979		22%	52%	25%	1%	2,06
pratique l'élevage	1183	60%	26%	55%	19%	0%	1,93
ne pratique pas l'élevage	796	40%	15%	47%	35%	2%	2,24
Ne possède pas de terres	1583		14%	38%	38%	10%	2,44
pratique l'élevage	385	24%	24%	49%	27%	1%	2,04
ne pratique pas l'élevage	1198	76%	11%	34%	42%	13%	2,57
Total	3562		18%	46%	31%	5%	2,23



A priori non, seuls 24% des ménages ne possédant pas de terres pratiquent l'élevage. Pourtant, leur indice moyen est de 2.04 contre 2.57 pour ceux qui ne le pratiquent pas, le développement de cette activité devrait être envisagé.

En termes de tendance, l'élevage est donc, pour l'instant, plutôt une activité qui améliore la situation des ménages qui possèdent des terres (60% de ménages concernés).

VII.6. Niveau d'insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage

PAR DISTRICT

District/sexe du chef de ménage	Nb	1	2	3	4	Indice moyen
Farafangana	1771	13%	33%	44%	10%	2,51
Femme	770	10%	29%	46%	14%	2,65
Homme	1001	15%	36%	42%	6%	2,40
Vangaindrano	1791	24%	58%	18%	0,3%	1,95
Femme	1178	23%	58%	19%	0,4%	1,96
Homme	613	24%	59%	17%	0,2%	1,93
Total général	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

Dans le district de Farafangana, la situation des ménages dirigés par des femmes est préoccupante : 61% sont en catégorie 3 ou 4 (indice moyen à 2.65), alors que chez les ménages dirigés par des hommes, 51% sont en catégorie 1 et 2 (indice moyen à 2.40)

Dans le district de Vangaindrano, il n'y a pas d'écart flagrant dans la répartition des ménages selon le niveau d'insécurité alimentaire, même si elle est légèrement plus défavorable aux ménages dirigés par des femmes, avec un indice moyen à 1.96 contre 1.93 chez les ménages dirigés par les hommes.

Comme vu en VI.3, les femmes sont victimes d'injustices au regard de la possession de terres en raison de règles d'héritage traditionnelles. Or, comme vu en VII.2, le fait de posséder des terres est un facteur qui améliore la situation des ménages. Afin de ne pas biaiser la lecture des tableaux par les effets de volume de ménages dirigés par des femmes ne possédant pas de terres, il est intéressant de regarder la répartition des ménages selon cet axe d'abord (possession de terres), puis par sexe du chef de ménage.

	Nb	1	2	3	4	Indice moyen
Possède des terres	1979	22%	52%	25%	1%	2,06
Femme	831	23%	52%	23%	2%	2,04
Homme	1148	21%	52%	27%	1%	2,07
Ne possède pas de terres	1583	14%	38%	38%	10%	2,44
Femme	1117	15%	42%	34%	9%	2,38
Homme	466	13%	26%	48%	12%	2,60
Total général	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

Parmi les ménages qui possèdent des terres, on note une similarité des situations entre ceux dirigés par un homme et ceux dirigés par une femme, voire un léger avantage aux ménages dirigés par les femmes.

Parmi les ménages qui ne possèdent pas de terres, ceux dirigés par une femme ont une meilleure situation (indice moyen à 2.38) que ceux dirigés par un homme.

A situation égale par rapport à la question foncière, les ménages dirigés par des femmes sont moins en difficulté que ceux dirigés par des hommes face à l'insécurité alimentaire. Interpelés par ce résultat, nous avons engagé des investigations pour comprendre cette observation. Dans la région, il existe des associations de femmes qui exploitent en commun des terres mises à disposition par des particuliers. Elles travaillent elles-mêmes ces terres, et décident collectivement de la façon de les cultiver et de l'utilisation de la production, aussi bien les récoltes que les revenus générés. Ces actions de solidarité améliorent la condition des femmes membres de ces associations. Cependant, elles commencent à se plaindre de non-respect des engagements de certains propriétaires, qui décident de récupérer leurs terres avant le terme des contrats, souvent non formalisés par écrit mais convenus oralement (par exemple, récupération des terres avant les récoltes).

La plus grande difficulté relative des ménages dirigés par des hommes peut également s'expliquer par le nombre moyen de personnes au sein du ménage plus élevé (cf. VI.7) par rapport à ceux dirigés par les femmes.

En conclusion, la problématique principale reste l'accès des femmes à la propriété foncière. Quand bien même elles arrivent à trouver des solutions alternatives, elles restent très vulnérables.

VII.7. Insécurité alimentaire et existence d'une source de revenus autre que l'agriculture

Répartition des ménages selon l'indicateur d'insécurité alimentaire et la pratique ou non d'une activité rémunératrice autre que l'agriculture (ou existence d'une source de revenus autre que l'agriculture, cf. les modalités du tableau VI.9.c) :

Autre source de revenu	Nb	1	2	3	4	Indice moyen
Oui	2033	23%	48%	29%	1%	2,07
Non	1529	12%	43%	34%	11%	2,43
Total général	3562	18%	46%	31%	5%	2,23

La pratique d'une activité rémunératrice autre que l'agriculture a un impact très faible (- 0.36) sur l'indice de mesure de l'insécurité alimentaire. Les revenus améliorent, mais de façon très peu significative, la situation des ménages.

IMPACT DE L'EXISTENCE D'AUTRE REVENU SELON L'ACTIVITÉ AGRICOLE DES MÉNAGES (Y COMPRIS L'ÉLEVAGE)

Agriculture/élevage Existence d'une autre source de revenu	Nb ménages		1	2	3	4	Indice moyen
Agriculture et élevage	1449	41%	26%	54%	20%	0,2%	1,94
Oui	822	23%	30%	51%	19%	0%	1,89
Non	627	18%	20%	59%	21%	0,5%	2,01
Agriculture sans élevage	1236	35%	13%	46%	39%	2%	2,29
Oui	690	19%	18%	48%	34%	0,4%	2,17
Non	546	15%	8%	43%	45%	4%	2,45
Élevage sans agriculture	119	3%	20%	50%	29%	2%	2,12
Oui	103	3%	17%	50%	31%	2%	2,17
Non	16	0%	38%	50%	13%	0%	1,75
Ni agriculture ni élevage	758	21%	11%	29%	40%	20%	2,68
Oui	418	12%	18%	42%	38%	2%	2,25
Non	340	10%	4%	12%	43%	41%	3,22
Total général	3562	100%	18%	46%	31%	5%	2,23

Ce tableau met en évidence qu'au-delà de l'agriculture, l'élevage est un levier important de sécurité alimentaire. En effet 80% des ménages qui pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage sont en situation de sécurité alimentaire et/ou de relative sécurité alimentaire (catégories 1 et 2). La pratique de l'agriculture sans élevage fait tomber cette proportion à 59% alors que la pratique de l'élevage, même sans agriculture, permet de maintenir cette proportion à 70%.

Ce tableau ne permet pas de conclure sur le poids de l'existence d'une autre source de revenu. En effet, vus de manière globale, les chiffres ne sont pas interprétables. Le même tableau, par commune, pourrait donner davantage d'informations.

En résumé :

Selon l'indicateur de mesure de gravité de l'insécurité alimentaire, la possession d'une parcelle améliore

la situation des ménages, même si l'effet n'est pas phénoménal, probablement à cause de la taille trop réduite des parcelles. Ce sujet de la superficie devra être traité dans les pistes d'action.

En revanche, le fait de cultiver, même de petites parcelles, permet de ne pas tomber dans une situation catastrophique.

L'étude n'a pas permis de différencier les effets des différents types de faire-valoir indirect.

La pratique de l'élevage a un impact positif intéressant sur l'amélioration de la situation des ménages.

A situation égale par rapport à la situation foncière, les ménages dirigés par des femmes ont un indice légèrement meilleur que ceux dirigés par des hommes.

Mais les femmes restent plus vulnérables car plus de la moitié des ménages est dirigée par des femmes alors que très peu d'entre elles possèdent des terres.

PISTES D' ACTIONS

Plaidoyer pour l'accès à la terre et renforcement de la sécurité foncière et alimentaire à Madagascar

L'objectif et dernière étape de cette étude est la formulation de pistes d'actions contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire dans la région Atsimo Atsinanana.

Les actions s'articulent autour des trois volets suivants, et pourront être mises en œuvre en plusieurs étapes ou menées en parallèle, en fonction des moyens disponibles :

1. Mise à disposition de surfaces de terrains cultivables possédés et exploités de manière individuelle ou en commun, sans discrimination de genre ni d'âge, par les populations des zones rurales. Les ménages dirigés par des femmes et les jeunes seront prioritaires
2. Développement de l'agriculture selon de nouveaux principes de collaboration et méthodes d'organisation
3. Développement d'activités connexes à forte valeur ajoutée grâce à l'acquisition de nouvelles compétences

La proposition la plus innovante concerne le premier volet. Elle préconise l'allocation par l'Etat d'une superficie suffisamment importante de terrains cultivables par commune (ou par fokontany), que les paysans « posséderont en commun », qu'ils utiliseront et exploiteront en commun.

Le statut de ces espaces agricoles sera à déterminer dans le cadre d'une concertation entre les membres de communautés, soutenus par les organisations de la société civile d'un côté, avec les différentes autorités compétentes, de l'autre, notamment :

- les autorités traditionnelles qui participent à la gestion des différents types de terrains dans la région Atsimo Atsinanana,
- les communes qui donnent leur avis habituellement sur l'emplacement de services communautaires sur les domaines privés de l'Etat.
- et les responsables de l'Etat qui décident en dernier ressort puisque ces terrains à attribuer font probablement partie du domaine privé de l'Etat

La crédibilité de cette proposition repose sur :

- ▷ la disponibilité de domaines de l'Etat dans la région
- ▷ l'expérience des associations de femmes de la région, qui ont l'habitude de mettre en valeur et d'exploiter des terrains en commun.

Il faudra, entre autres, en clarifier les règles de gestion. En amont, une méthode d'évaluation des superficies nécessaires devra être mise en place afin que les terres mises à disposition soient toujours suffisantes.

Ce système résoudrait les problèmes identifiés suivants :

- ▷ Il ne s'agit pas d'héritage, donc les hommes et les femmes auront les mêmes droits.
- ▷ On donnera les mêmes droits également aux jeunes et moins jeunes de venir travailler sur ces terres possédées et exploitées en commun, afin qu'ils gagnent leur vie de

manière décente s'ils souhaitent travailler dans le secteur agricole, comme beaucoup l'ont exprimé dans l'une des réponses au questionnaire.

- ▷ Le mode de sécurisation des terrains devra faire l'objet de réflexions et de discussions de manière sérieuse pour que les ménages vulnérables soient aussi en sécurité foncière.
- ▷ Ce système permet de ne pas courir le risque que les ménages à qui l'on vient de donner de

nouveaux terrains le vendent en cas de besoin urgent de liquidités, ou le perdent dans le cadre d'un *debaky* (hypothèque d'un prêt) ou suite à un accaparement de terre par une personne mieux informée et plus astucieuse.

- ▷ Une extension suffisante des superficies cultivées pourra assurer une disponibilité permanente des denrées alimentaires nécessaires à tous les ménages de la commune.

→ La possession de biens en commun donnera des opportunités d'apprécier l'efficacité d'unir les forces, de se faire confiance et de gagner ensemble.

Le second volet, intégralement lié au premier, concerne l'agriculture.

- Pour éviter tout risque de voir les paysans continuer à rencontrer des problèmes d'infertilité, une analyse préalable des sols impliqués dans ces transferts de terres devra être faite de manière systématique. Elles devront être réalisées par des techniciens malgaches, dont on connaît les compétences dans le domaine, afin de mobiliser les ressources locales et qui seront, en plus, moins coûteuses.

La connaissance de la constitution et de la qualité du sol aidera dans le choix des spéculations à cultiver et dans les mesures à prendre.

- Des instances de concertation entre l'ensemble des familles productrices, aussi bien celles qui exploitent les terres nouvellement mises à disposition que celles cultivant leurs propres terres concernant les cultures devront être mises en place pour :

- ▷ coordonner une forme de répartition des cultures et des types de denrées produites. L'objectif de cette démarche est d'aboutir à une offre agricole locale suffisamment diversifiée pour assurer une alimentation équilibrée aux populations.
- ▷ décider des actions à mettre en œuvre pour lutter contre les effets du changement climatique (financement d'ouvrages de maîtrise

de l'eau, nouvelles cultures, etc...)

- Une généralisation des circuits de vente courts, c'est-à-dire avec un intermédiaire au maximum, ainsi que le développement de la complémentarité entre communes voisines rendront les ménages ruraux moins dépendants des localités éloignées. Ils limiteront leurs propres déplacements et ceux des produits, ce qui aura un impact positif financier et écologique.

La réussite de ces actions reposera sur la conviction des communautés que la diversification de la production agricole est un facteur de stabilité des revenus, que la diversification de l'alimentation est la clé d'une bonne santé. Par ailleurs, des centres de formation permanents devront voir le jour pour la capitalisation et la transmission des connaissances, notamment à l'attention des jeunes agriculteurs.

Ce système résoudrait les problèmes :

- ▷ d'accessibilité à la nourriture car les agriculteurs seraient à l'abri d'une inflation due à des causes extérieures
- ▷ et de malnutrition grâce à la diversification de l'alimentation
Il aurait comme effet vertueux la création, à terme, d'emplois dans les exploitations agricoles familiales



La gestion d'activités en commun donnera des opportunités de comprendre la nécessité de collaboration et d'apprécier la force des complémentarités

Le troisième volet concerne le développement d'autres activités génératrices de revenus

- La proposition s'appuie sur l'anticipation d'un surplus de production afin de développer des activités de transformation de produits agricoles, comme les fruits secs, confits. L'extension de ce type d'activité dans la région pourra s'appuyer sur les expériences dans les autres zones de l'île.

- L'élevage mérite aussi d'être développé dans la région dans un objectif :

- de diversification alimentaire
- d'allègement des travaux agricoles avec des bêtes de trait
- d'augmentation des revenus

Les deux volets précédents ont vocation à réduire considérablement la durée des périodes de soudure. Ces activités connexes permettront de la couvrir sereinement.



Le développement de l'esprit d'entreprise donnera l'opportunité de renforcer le goût du travail et de l'effort

L'ensemble des actions vise un développement durable accompagné d'un changement social.

Les précisions concernant les activités relatives aux trois volets sont développées dans le nouveau projet « Changement social par un plaidoyer pour l'accès à la terre, le renforcement de la sécurité

foncière et la sécurité alimentaire ». Elles incluent les recommandations des participants à l'atelier national d'Antananarivo et les suggestions des acteurs régionaux du dernier atelier de validation de Farafangana.

CONCLUSION

Cette étude préliminaire a donné l'occasion aux organisations de la société civile d'entreprendre des travaux touchant d'un côté, l'insécurité alimentaire, enjeu mondial majeur, dont les manifestations à Madagascar ne peuvent plus laisser indifférent, et de l'autre, le foncier, sujet sensible pour les citoyens et les paysans malgaches dans leur lutte pour le droit à l'alimentation.

L'objectif général était de stopper la hausse de l'insécurité alimentaire à Madagascar d'ici 5 ans, l'objectif spécifique de mettre à la disposition des organisations de la société civile et des décideurs, des données fiables et validées concernant la région Atsimo Atsinanana, fortement impactée pour leur permettre de prendre des décisions. L'un des objectifs était d'alerter sur le problème tous les citoyens au niveau national.

Outre la généralisation de l'insécurité alimentaire au sein des ménages interrogés, les réponses au questionnaire mettent en évidence les faits marquants suivants :

- ▷ la surface moyenne de 21 ares des exploitations des ménages, souvent composés de plus de 10 personnes.
- ▷ les difficultés rencontrées par la population pour développer leurs travaux agricoles,
- ▷ les bienfaits de l'élevage, notamment de zébus, dans l'allègement de l'insécurité alimentaire, même en l'absence de possession foncière,
- ▷ l'injustice sociale subie par les femmes de la région qui n'ont pas le droit d'hériter des terres,
- ▷ le souhait des jeunes et des femmes chefs de ménage d'avoir des terrains à cultiver, pour ceux qui n'en possèdent pas, et d'étendre leurs exploitations, pour ceux qui en ont,

- ▷ et l'existence d'une disparité entre les différentes communes sur chacun des facteurs étudiés.

Les autres sujets soulevés de manière récurrente par les intervenants au sein des focus groupe concernent :

- ▷ l'insécurité des biens et des hommes qui amène beaucoup d'habitants des zones rurales à déménager à Farafangana et Vangaindrano,
- ▷ le trop grand nombre d'enfants à nourrir avec les productions de parcelles réduites, entraînant parfois la proposition de mise en place de méthodes de limitation des naissances comme solution à l'insécurité alimentaire,
- ▷ l'« infertilité » des sols (*danty*), et la nécessité d'infrastructures hydro-agricoles et de supports en semences, engrais et matériel pour y remédier, que les paysans ne peuvent pas se procurer sans appui financier ou matériel
- ▷ la fréquence de conflits fonciers entre voisins, relatifs aux limites des parcelles.

La réalité de la taille très réduite des exploitations a fait l'objet de débats au cours de l'atelier national à Antananarivo, mais ce constat confirme une tendance déjà présente dans les documents d'autres acteurs (Schéma d'Aménagement Communal d'Ankarana Miraihina et de Soamanova réalisés par AFABI-Sud et Monographie de Manambotra-Atsimo soutenue par GIZ). Une étude plus poussée avec prises de mesure effectives de la surface des terrains serait vraiment utile car le diagnostic socio-foncier entrepris par l'ONG FIANTSO affirme que toutes les études dans la région sont parties de déclarations verbales des habitants.

Des études approfondies seraient également à effectuer sur « quelle surface minimale est indispensable à un ménage de 5 / 10 personnes pour être en sécurité alimentaire s'il effectue plusieurs cycles courts de culture et rentabilise au maximum ses parcelles ».

Mais dans l'immédiat, la facilitation de l'accès à la terre des ménages vulnérables qui n'en disposent pas nous semble la priorité, ainsi que pour les femmes et les jeunes

En effet, si certains ménages sans terre ou possédant des parcelles trop petites peuvent pratiquer le faire valoir indirect en louant des terrains auprès de voisins ou de membres de leur famille dans le cadre du fermage ou du métayage, ce n'est pas le cas de tous. Si la part remise par le métayer au propriétaire est moins importante que dans les autres régions, la possibilité pour le producteur et sa famille de garder et de consommer la totalité du fruit de leur travail en cultivant leurs propres parcelles améliorera leur situation et leur permettra sûrement de mieux assurer leur sécurité alimentaire, et de vendre une partie de leurs récoltes.

De surcroît, dans les 5 prochaines années, l'industrialisation programmée par les dirigeants ne fournira pas suffisamment d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire pour résorber l'arrivée de jeunes sortants du système scolaire et universitaire, alors l'agriculture et ses chaînes de valeur demeureront encore les principaux secteurs fournisseurs d'emplois pendant quelques années : les unités d'industrialisation prévues par l'Etat étant un centre de transformation et de conditionnement du café robusta ⁽³⁰⁾ et une miellerie.

Au niveau du foncier, si l'usufruit, prêt gratuit de parcelles, ne présente pas les inconvénients du fermage et du métayage, le cas des associations de femmes démontre les risques importants que prennent les producteurs dans ce système, ainsi que l'absence de pérennité des revenus.

Le salariat agricole, autre alternative pour les producteurs sans terre, constitue une situation encore moins favorable pour les paysans car il les rend entièrement dépendants de l'entrepreneur-patron, individu ou entreprise, aussi bien pour la nature ou le montant de la rémunération, les choix des produits cultivés et des techniques agricoles, que pour la durée du travail souvent temporaire, voire journalier. Le caractère précaire des travaux

salariés dans les deux districts de la région Atsimo Atsinanana peut se résumer dans la désignation de tout travail salarié temporaire par le mot « journée » et l'usage du mot « dokera » quelle que soit la nature du travail, le transport de marchandises sur la terre ferme étant l'activité rémunératrice la plus fréquente.

Même dans l'hypothèse de la création d'autres emplois rémunérateurs dans les prochaines années, il est crucial d'appuyer les ménages vulnérables en vue de leur accès à la terre, pour une amélioration significative et durable de leur sécurité alimentaire. Seule la possession de terres à cultiver les rendra autonomes et indépendants dans la production, la consommation et la commercialisation. Diverses actions devront être entreprises, en concertation avec eux, pour sécuriser les parcelles de manière individuelle ou collective, et pour améliorer leur production agricole ainsi que leurs revenus. La notion de stockage devra faire partie des points à étudier dans le cadre de la réduction de la durée des périodes de soudure (*sakave*). Une éducation nutritionnelle pour éradiquer la malnutrition s'avère indispensable et sera anticipée dès les phases de décision sur les types de denrées alimentaires à cultiver.

La pauvreté de la majorité des ménages enquêtés a rendu possible ou généralisé le phénomène du « debaky » selon lequel les paysans endettés donnent leurs terres comme hypothèque : le créancier prend souvent les récoltes pour lui et en cas de non-remboursement, s'approprie les parcelles des paysans débiteurs. L'ensemble des problèmes liés à l'endettement, connus également dans d'autres régions, ont amené les participants à l'atelier national d'Antananarivo à suggérer des formations à la gestion simplifiée adaptée aux ménages agricoles. Par ailleurs, l'expérience d'une ONG dans le domaine du désendettement des ménages ruraux par l'organisation d'une épargne communautaire a été particulièrement étudiée. C'est pourquoi, les organisations qui ont collaboré dans cette étude, ont décidé d'éliminer de leurs actions futures tout mode de fonctionnement qui comporte un endettement des paysans, que ce soit dans le cadre de l'acquisition de terrains ou de la production agricole. En effet, des partenariats entre les entreprises et les producteurs, réputés « gagnant-gagnant » car les paysans continuent à cultiver leurs terres selon les directives et avec l'aide de l'entreprise qui leur avance les intrants, font partie des modèles agricoles actuellement promus à Madagascar, comme l'agrégation agricole. Il s'agit en fait d'une imitation du Plan Maroc Vert qui, au bout de 10 ans d'application,

a fait perdre à de nombreux petits paysans leurs terres que les grosses entreprises ont acquises faute de remboursement des dettes induites par la fourniture des intrants, selon une étude publiée par les organisations marocaines.⁽³¹⁾

Les groupes vulnérables identifiés par l'étude ont été principalement les ménages dirigés par des femmes, comme souvent dans l'ensemble de Madagascar. Le fait de ne pas pouvoir hériter, selon la coutume dans l'Atsimo Atsinanana, constitue une atteinte à leurs droits fondamentaux, surtout dans le contexte difficile des zones rurales de la région. A défaut d'héritage, les femmes ont le droit d'acheter, mais les données collectées ont montré que très peu d'entre elles disposent de moyens pour le faire.

Bien que cette coutume commence à montrer des brèches encore rares mais intéressantes, la mise en place d'actions réfléchies et concertées avec les communautés s'imposent pour mettre un terme le plus rapidement possible à cette discrimination. Des recherches et échanges sur les projets déjà réalisés dans la région Atsimo Atsinanana et ailleurs sur le genre permettront d'améliorer l'efficacité des initiatives visant à atteindre les changements souhaités.

Le second groupe qui a exprimé son fort souhait d'avoir des parcelles pour pouvoir cultiver est celui des jeunes chefs de ménage ou non, qui ne peuvent pas hériter tant que les parents sont vivants. Les méthodes et moyens utiles pour motiver les jeunes qui n'ont pas travaillé de manière permanente et soutenue auparavant feront l'objet de réflexions

particulières. Face au nombre de bénéficiaires potentiels mais surtout par principe,

la détermination des ménages bénéficiaires de l'ensemble des activités sera effectuée en concertation avec les communautés des localités concernées.

Les pistes d'actions tracées s'attacheront à la fois à pallier les insuffisances constatées pendant l'étude, à tirer des leçons des expériences des différents projets et activités connues et à apporter des solutions innovantes constructives pour l'accès à la terre, l'amélioration des techniques agricoles et le développement d'activités génératrices de revenus.

Les données recueillies au cours de cette étude sur l'évaluation de la relation entre l'insécurité alimentaire et le foncier ont permis de constituer une base de données riche et encore largement exploitable pour approfondir et réaliser d'autres recherches.

Cette étude préliminaire constitue un vrai premier pas vers la réalisation de l'objectif général « stopper la hausse de l'insécurité alimentaire dans les 5 ans » dans la mesure où elle a donné l'occasion de mieux cerner les facteurs à la racine de l'insécurité alimentaire, même si chaque commune a ses spécificités au-delà de l'existence de phénomènes similaires. Les échanges et discussions au cours des ateliers ont donné à l'équipe des idées concernant différents points à clarifier pour les études régionales futures et sur différents volets d'éducation communautaire à entreprendre.

RÉFÉRENCES

- (1) https://mpr.ub.uni-muenchen.de/116463/1/MPRA_paper_116463.pdf
- (2) document sur la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire - FAO, 2009).
- (3) Souveraineté alimentaire : Un droit pour tous, Déclaration politique des ONG /OSC au Forum pour la souveraineté alimentaire. Rome, Juin 2002
- (4) <https://www.madagascar-tribune.com/Collectif-pour-la-Defense-des-Terres-Malgaches-TANY.html>
- (5) Lettre de Politique Foncière 2015-2030
- (6) <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230716-madagascar-veut-am%C3%A9liorer-l-insertion-des-jeunes-sur-le-march%C3%A9-du-travail> et <https://lexpress.mg/17/12/2022/marche-du-travail-de-gros-efforts-a-deployer-pour-son-developpement/>
- (7) <https://agritrop.cirad.fr/582221/1/LOSCH-Structural%20transformation-ILO-2016.pdf>
- (8) Madagascar Grand Sud et Grand Sud-Est, Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, Juillet 2023 - Avril 2024, publiée le 22 août 2023
- (9) Andrianirina Ratsialonana Rivo et Raparison Eric Herman, La réforme foncière à Madagascar : une capitalisation d'expérience, Juillet 2015
- (10) Ordonnance n° 60-146 du 3 octobre 1960 relative au régime foncier de l'immatriculation.
- (11) Loi n° 2005-019 du 17 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC066483/>
- (12) LOI n° 2021-016 portant refonte de la Loi n°2006-031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée <https://www.assemblee-nationale.mg/wp-content/uploads/2021/07/Loi-n%C2%B0-2021-016-propr%C3%A9t%C3%A9-fonci%C3%A8re-priv%C3%A9e-non-titr%C3%A9e-corrig%C3%A9.pdf>
- (13) LOI n° 2022 - 013 portant refonte des règles fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée <https://www.assemblee-nationale.mg/wp-content/uploads/2022/08/Loi-n%C2%B0-2022-013-propr%C3%A9t%C3%A9-priv%C3%A9e-non-titr%C3%A9e.pdf>
- (14) Décision n°12-HCC/D3 du 16 février 2018 concernant la loi n°2017-046 fixant le régime juridique de l'immatriculation et de la propriété foncière titrée
- (15) Loi n°2017-23 du 28 novembre 2017 relative aux Zones Economiques Spéciales.
- (16) <https://www.matin.mg/?p=43301>
- (17) <https://www.vol-direct.net/le-valintanana.html>
- (18) https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1991_num_32_128_4635
- (19) Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière et Ordonnance 60-127 du 03 oct 1960 fixant le régime des défrichements et des feux de végétation
- (20) Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région de Atsimo Atsinanana- Madagascar, Primature - Plan d'action pour le développement rural, Equipe permanente de pilotage, Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire, SIRSA, mars 2006
- (21) La Monographie de la Région Sud-Est réalisée par le CREAM en février 2013
- (22) Fiantso Madagascar, Rapport du diagnostic socio-foncier dans 10 communes, ADRA Fiovana
- (23) Schéma d'Aménagement Communal (SAC) de Soamanova
- (24) Schéma d'Aménagement Communal (SAC) d'Ankarana Miraihina
- (25) Extraits de la monographie de Manambotra Atsimo
- (26) (26) IOM, Displacement Tracking Matrix Round 1 Juillet 2023, et Round 2 Août 2023
- (27) Journées Internationales des régions (JIR) Atsimo Atsinanana, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère des Affaires Etrangères, Région Atsimo Atsinanana. LA REGION ATSIMO ATSIANANANA, « Nos richesses sont porteuses de développement inclusif »
- (28) <https://www.clicours.com/linsecurite-alimentaire-et-la-pauvrete-a-madagascar/>
- (29) (29) <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221023-%C3%A0-madagascar-isol%C3%A9s-apr%C3%A8s-les-destructions-des-cyclones-des-populations-meurent-de-faim>
- (30) <https://midi-madagasikara.mg/atsimo-at-sinanana-mise-en-place-dun-centre-de-transformation-de-cafe-robusta/>
- (31) Association ATTAC Maroc, Pour la souveraineté alimentaire du Maroc, décembre 2019

Maquette juillet 2024



ÉVALUATION DE LA RELATION ENTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE FONCIER

*dans la région Atsimo Atsinanana
Madagascar*

2023



Maquette juillet 2024



Avec le soutien et le partenariat de
Secours Catholique Caritas France
Comité Technique « Foncier et Développement »
Agence Française de Développement

